

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

---

**N°389**

---

**AOUT 2017**

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions  
des Ministères français des Affaires étrangères  
et de la Culture*

---

Ce bulletin paraît en français et anglais  
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN  
Maquette et mise en page : Şerefettin  
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)  
E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

- **ROJAVA: ÉLECTIONS LOCALES SUR FOND DE MENACES TURQUES CONTRE AFRÎN**
- **TURQUIE: M. ERDOĞAN À LA RECHERCHE D'ALLIANCES RÉGIONALES CONTRE LES KURDES**
- **KURDISTAN D'IRAK: LE RÉFÉRENDUM SUR L'AUTODÉTERMINATION SE PRÉPARE**
- **YÉZIDIS: LE GÉNOCIDE PAR DAECH SE POURSUIT**

---

## ROJAVA: ÉLECTIONS LOCALES SUR FOND DE MENACES TURQUES CONTRE AFRÎN

**M**algré les doutes entourant l'accord sur les «zones de désescalade» entre Russie, Turquie et Iran, la Russie a annoncé le 4 avoir mis en place la 3<sup>e</sup> des 4 zones prévues, au nord de Homs. Bien que l'OSDH ait annoncé des dizaines de violations du cessez-le-feu dans les heures qui ont suivi sa mise en place officielle, la police militaire russe s'y est déployée. Le Secrétaire d'État américain Rex Tillerson a par ailleurs déclaré vouloir travailler avec la Russie pour stabiliser la Syrie dans la période post-Daech.

L'opération sur Raqqa des Forces démocratiques syriennes (FDS), l'alliance arabo-kurde soutenue par la coalition anti-Daech diri-

gée par les États-Unis, s'est poursuivie ce mois-ci. Le 27 juillet, l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) avait annoncé que les FDS avaient capturé la moitié de Raqqa. Le 1<sup>er</sup> août, la coalition a annoncé que les combattants des FDS qui avançaient des limites ouest et est des quartiers sud de Raqqa se trouvaient à présent à moins de 300 m les uns des autres – seulement quelques rues – ce qui a fait penser que tout le sud de la ville pourrait tomber rapidement. Mais cet espoir s'est révélé prématuré: les deux colonnes des FDS n'ont fait leur jonction que le 10, et Heval Gabar, le commandant des YPG dirigeant l'assaut, a annoncé que si ses combattants tenaient à présent la moitié de la ville, la reconquête

complète de celle-ci face à des snipers djihadistes, notamment Tchéchènes, «excellents», pourrait prendre jusqu'à quatre mois. Autre facteur de ralentissement de l'avance, selon l'ONU, 50.000 civils pourraient être piégés en ville, et probablement utilisés selon les méthodes habituelles des djihadistes comme «boucliers humains»... Le 13, des combats très violents se poursuivaient dans la vieille ville. Finalement, le 29, Newroz Ahmed, commandante des YPJ et membre du Conseil militaire des FDS, a déclaré ne pouvoir indiquer quand la ville serait prise, même si elle pensait que la bataille «ne devrait pas prendre plus de deux mois»... Estimant le nombre de djihadistes encore en ville à 700 ou 1000, elle a

déclaré s'attendre à une intensification des combats, précisant que les FDS ne prévoient pas de demeurer dans Raqqa une fois Daech chassé.

Cette dernière déclaration est sans nul doute une tentative pour désamorcer la tension avec la Turquie, qui a poursuivi durant tout le mois ses pressions sur la coalition – et en particulier les États-Unis – pour que les FDS soient écartés de l'opération. Le 2, deux Tchèques accusés par la Turquie d'être venus combattre aux côtés des YPG ont d'ailleurs été condamnés à des peines de prison, et le 3, l'ambassade américaine à Ankara a dû réfuter un rapport des médias turcs selon lequel les États-Unis avaient depuis l'Irak fourni aux YPG des tanks et des quantités importantes d'armement. L'ambassade a répondu que l'immense majorité des camions passant d'Irak en Syrie transportaient de l'aide humanitaire, nourriture et médicaments...

Cependant, tant que Daech conservera des places-fortes dans la région, il y a peu de chances que le Pentagone accède aux exigences turques de «laisser tomber» les FDS. Depuis que, le 4 août, le Président Trump a mis fin au programme de soutien militaire par la CIA à l'opposition syrienne initié en 2013 par son prédécesseur (déjà avec réticence), les Américains ont maintenant comme seuls partenaires sur le terrain... les FDS.

La Turquie est visiblement tentée de prendre elle-même les choses en main. L'agence semi-officielle *Anatolie* a annoncé le 5 la concentration de nouvelles troupes près de la frontière du Rojava, avec l'envoi notamment d'artillerie dans la province de Kilis, face à Afrîn, une zone où des accrochages opposent régulièrement les troupes turques et leurs supplétifs syriens aux YPG. Le

même jour, le président turc, dans un discours prononcé à l'occasion de l'inauguration d'un stade à Malatya, a de nouveau critiqué la ligne américaine de soutien aux «terroristes» et annoncé de nouvelles opérations militaires turques côté syrien, avant de réitérer ses critiques et d'exprimer son «embarras» le 24 auprès du secrétaire d'État James Mattis, qu'il recevait à Ankara. Ces pressions turques n'ont pas empêché une rencontre le 17 au Rojava entre une délégation militaire américaine accompagnée de Brett McGurk, l'envoyé présidentiel spécial pour la coalition anti-Daech, et le Conseil civil de Raqqa. Selon certains participants à la réunion, il a été question de l'aide de la coalition au Conseil civil pour l'approvisionnement en eau et en électricité, le nettoyage et l'aide aux écoles. McGurk a aussi déclaré que la coalition protégerait les civils de la région contre le régime, dont les appareils étaient interdits de survol, rappelant que des avions syriens avaient été abattus dans le passé après avoir frappé les FDS. Face aux attaques répétées sur Afrîn des supplétifs syriens de la Turquie, les FDS, qualifiant ceux-ci de «mercenaires», ne sont pas demeurées inactives: le 8, elles ont bombardé ces groupes rebelles à l'artillerie dans le nord de la province d'Alep.

Le 22, Erdoğan a répété que la Turquie n'autoriserait jamais les milices kurdes de Syrie à «créer un État kurde» dans le nord du pays. Cette déclaration arrive quelques jours après une visite à Ankara du chef d'état-major iranien et la veille d'une visite en Irak du ministre turc des Affaires étrangères, Mevlüt Çavuşoğlu. Les différentes discussions tenues récemment à Ankara avec de hauts responsables militaires iraniens, russes et américains en visite pourraient viser à dégager la voie à une intervention plus

importante contre Afrîn. Cependant, après que M. Erdoğan ait fait allusion à Qandil et au Sinjar comme lieux possibles d'une opération commune turco-iranienne, les Gardiens de la Révolution iraniens ont le 23 démenti tout projet d'opération hors d'Iran contre les rebelles kurdes. Le 29 au soir, des bombardements turcs de roquettes puis de mortiers ont blessé plusieurs civils dans la ville d'Afrîn, dont une femme et un enfant.

Si le soutien militaire américain aux FDS semble devoir se maintenir tant que Daech demeurera un danger, que se passera-t-il ensuite? Les dirigeants du Rojava, et, au-delà, de la Région fédérale du nord-Syrien, proclamée unilatéralement le 17 mars 2016, peuvent à bon droit s'inquiéter de la manière dont évoluera l'attitude des Américains à leur égard une fois Daech éliminé des territoires qu'il contrôle dans le pays. L'histoire récente des Kurdes est parsemée d'exemples dramatiques de tels «lâchages», y compris américain, comme en Irak en 1975... Le 18, le porte-parole des FDS, Telal Selo, a déclaré à *Reuters* qu'il pensait que les États-Unis avaient un «intérêt stratégique» à demeurer au Rojava une fois Daech éliminé – les Américains ont installé sept bases militaires dans les zones contrôlées par les FDS, dont une importante près de Kobanê. Cependant, dès le lendemain, la porte-parole du Département d'État, Heather Nauert, a indirectement répondu à Selo que le plan était (seulement) de vaincre Daech, et que les États-Unis voulaient que la Syrie soit gouvernée «par les Syriens, et pas par les États-Unis». Du côté des relations avec les Russes, les YPG ont passé un accord avec les militaires russes pour le stationnement de forces russes d'observation à Afrîn et Sheba, le canton du Rojava nou-

vement créé directement au contact des territoires tenus par les Turcs et leurs supplétifs.

Parallèlement, les institutions de la Région fédérale s'étoffent. Sur le plan de la défense, la première académie militaire du Rojava a ouvert le 23 dans le district d'Amouda du canton de Qamishlo avec la promotion «Çiya Rûs», du nom d'un combattant «martyr». Le premier cours, proposant une formation dans les domaines militaire, culturel et politique, durera 3 mois, avant que les participants ne reçoivent leur grade. Sur le plan de la gouvernance, Hadiya Youssef, co-présidente de

l'Assemblée constituante de la Région fédérale du nord syrien, a déclaré à l'AFP le 27 août, que, selon le plan d'organisation d'un système de gouvernement fédéral approuvé le 29 décembre 2016, trois tours d'élections locales allaient prendre place à partir de septembre: le 22 septembre, seront élus les représentants de quartier, puis le 3 novembre se tiendront les élections pour les Conseils exécutifs des villes et des régions, et enfin le 19 janvier, seront élus les membres des Conseils législatifs de chacun des trois cantons, qui siègeront 2 ans, et une Assemblée législative commune, à renouveler au bout de 4 ans.

«Chaque région, a ajouté Youssef, aura son propre Conseil législatif, qui pourra voter des lois dans sa région à condition qu'elles ne soient pas en contradiction avec le contrat social». Ces consultations se tiendront malgré l'hostilité du régime de Damas, dont le vice-ministre des Affaires étrangères, Faisal Mekdad, les a écartées comme une «farce» dans une interview donnée le 6 à Reuters et à la BBC. Mekdad a ajouté que le régime n'autoriserait pas une «division du pays», et qu'il entendait bien, et même «devait» reprendre à terme le contrôle des zones actuellement contrôlées par les milices kurdes...

---

## TURQUIE: M. ERDOĞAN À LA RECHERCHE D'ALLIANCES RÉGIONALES CONTRE LES KURDES

**L**e 1<sup>er</sup> août, s'est ouvert le procès de 486 personnes suspectées d'avoir participé à la tentative de coup d'État des 15-16 juillet, dont de nombreux officiers supérieurs et pilotes de l'armée de l'air. Les accusés, tous escortés jusqu'au tribunal menottés et encadrés par des gendarmes, risquent l'emprisonnement à perpétuité dans ce procès, où est aussi jugé *in absentia* le prédicateur Fethullah Gülen, exilé en Pennsylvanie. Le 15, dans une opération couvrant six provinces, la police a arrêté 33 membres du Conseil de la recherche scientifique turque (TÜBITAK), aussi soupçonnés de participation au coup d'État. Le même jour, 30 personnes soupçonnées de liens avec le PKK ont été arrêtées à Şirnak. En Turquie à présent, tout peut donner matière à accusation de terrorisme, comme le montre le cas de ce chauffeur de bus de 47 ans incarcéré le 28 à Ağrı pour avoir porté un t-shirt marqué «Kurdistan»: placé en détention préventive par les unités anti-terroristes, il

doit être jugé pour «dissémination de propagande pour une organisation terroriste»...

Pour protester contre la répression implacable dont il est l'objet depuis deux ans, le parti «pro-kurde» HDP a organisé une série de «Veilles pour la conscience et la justice». Celles-ci ont d'abord pris place à Diyarbakir et à Istanbul, puis le 8, à Van, pour une semaine, avant de se poursuivre à Izmir. La veille de Diyarbakir, qui s'est terminée le 31 juillet, s'est déroulée dans un parc de la ville sous la pression de la police qui avait installé des barricades et même fait évacuer les rues proches. Face à ce déploiement répressif, le porte-parole du HDP, Osman Baydemir, a déclaré à la fin de l'action: «Le fascisme a montré sa peur du peuple; le fascisme a de nouveau perdu la partie».

Les arrestations de journalistes et d'activistes étrangers se sont également poursuivies dans le pays. Le 2, l'agence semi-officielle *Anatolie* a annoncé que le journaliste français

Loup Bureau, entré en Turquie depuis le Kurdistan d'Irak, avait été arrêté le 26 juillet dans la province de Şirnak pour «aide et soutien à une organisation terroriste» suite à la publication sur les médias sociaux de photos le montrant en compagnie de combattants des YPG. Le même jour, deux ressortissants tchèques, Miroslav Farkaš et Markéta Všelichová, arrêtés en novembre 2016 dans la province de Şirnak alors qu'ils tentaient de passer au Kurdistan irakien, ont été condamnés à six ans et trois mois de prison comme «membres des YPG». L'accusation se base sur des documents trouvés sur leurs téléphones: photos avec les YPG, chansons de marche des YPG... Les deux Tchèques ont nié toute activité militaire ou politique et affirmé être des travailleurs humanitaires. Le ministre tchèque des Affaires étrangères, Lubomir Zaoralek, a qualifié le verdict d'«énorme déception» et a déclaré qu'il y aurait appel.

Toujours dans le délicat chapitre des relations internationales, la Turquie a finalement accepté le 8

que les parlementaires allemands visitent leurs troupes stationnées à la base militaire de l'OTAN près de Konya: une délégation dirigée par la vice-secrétaire générale de l'OTAN elle-même, Rose Gottemöller, accompagnée de plusieurs parlementaires, devrait pouvoir se rendre sur place le 8 septembre. La Turquie avait refusé une autre visite mi-juillet, mais s'est probablement vue forcer la main par l'implication d'un haut responsable de l'OTAN : cette acceptation, qui pourrait apparaître à première vue comme un signe de réchauffement (relatif) des relations turco-allemandes, ne doit donc pas être sur-interprétée... D'ailleurs, le ministre allemand des Affaires étrangères Sigmar Gabriel a déclaré le 24 que «tant que la Turquie est dirigée par Erdoğan, elle ne pourra pas devenir membre de l'Union européenne» — une déclaration faite après qu'Erdoğan ait appelé les Allemands d'origine turque à boycotter les principaux partis allemands dans les élections de septembre prochain. Du côté des relations avec les États-Unis, les choses ne s'améliorent pas non plus – y compris pour le président Erdoğan personnellement : le 30 août, un «Grand jury» américain a inculpé dans l'affaire de l'attaque des manifestants à Washington en mai dernier 19 personnes, dont 15 membres de la sécurité du Président turc. Tous sont accusés de «conspiration en vue de commettre un crime de violence» et risquent 15 ans de prison. Seuls 2 des 19 accusés sont déjà en prison aux États-Unis et doivent être jugés le 7 septembre...

Aussi, la Turquie s'emmure contre les Kurdes: comme annoncé en mai, la construction d'un mur de 144 km de long a commencé dans la province d'Ağrı à la frontière avec le Kurdistan d'Irak, pour empêcher les mouvements des séparatistes

kurdes du PKK; mais le mur le plus long en construction demeure celui entamé à la frontière avec le Rojava, qui doit faire 828 km. Selon le ministre turc de la Défense, 690 km en étaient achevés en juin. Au-delà de la construction de murs physiques, le pays a aussi entamé des tractations avec ses voisins en vue de mettre sur pied un véritable «mur diplomatique», une alliance régionale essentiellement orientée contre les Kurdes. Si, au début, les cibles principales envisagées lors de ces discussions étaient le PKK et le PYD au Rojava, considéré comme un simple avatar du précédent, la proximité grandissante du référendum d'indépendance qui doit se tenir le 25 septembre au Kurdistan d'Irak a amené un élargissement incluant dans la liste les Kurdes d'Irak. De son côté, l'Irak craint que le Kurdistan d'Irak ne puisse servir de base à des attaques contre son territoire. C'est officiellement dans le cadre de l'accord tripartite sur la Syrie (Iran, Russie, Turquie) que le commandant des forces armées iraniennes, le général Mohammad Hossein Bagheri, s'est rendu à Ankara le 15 août pour une visite de trois jours. Mais cette première visite à un tel niveau depuis la Révolution islamique de 1979, au cours de laquelle Bagheri a été reçu par le président Erdoğan, a été suivie de l'annonce par ce dernier une semaine plus tard le 21 d'une possible action conjointe turco-iranienne contre les rebelles kurdes au Kurdistan d'Irak... Un journal turc a même annoncé que Téhéran avait proposé une attaque commune. Mais l'agence iranienne ISNA a publié dès le 22 un communiqué du commandement régional des forces terrestres des Gardiens de la révolution démentant «toute préparation pour une action hors des frontières iraniennes» – le document déclare en même temps que les Gardiens confronteront tout groupe cherchant à pénétrer sur le territoire de l'Irak. Deux jours plus tard, le 23, le ministre des Affaires étrangères turc

Mevlut Çavuşoğlu a rencontré à Bagdad son homologue irakien Ibrahim al-Jaafari. Lors de la conférence de presse commune ayant suivi, il a déclaré que les deux pays coopéreraient dans leur lutte contre le PKK, qui constitue selon les termes de Çavuşoğlu «une menace pour l'unité du territoire irakien».

Par ailleurs, une opération manquée des services de renseignement turcs (le MIT) au Kurdistan d'Irak a envenimé les relations entre la Turquie et l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK, le parti de l'ancien président irakien Jalal Talabani), menant à l'expulsion le 23 du représentant de ce parti à Ankara. Selon la chaîne kurde d'Irak NRT, il semble que deux agents du MIT, arrivés à l'aéroport de Suleimaniyeh sans avoir informé de leur présence les autorités de la province, gérée par l'UPK, peut-être chargés d'éliminer un haut responsable du PKK, aient été capturés par ce parti à Dokan et emmenés à Qandil... Le PKK a confirmé le 28 avoir «arrêté» 2 agents du MIT turc à Suleimaniyeh... L'UPK, requise par la Turquie d'aider à la libération de ses agents, a accepté de servir d'intermédiaire tout en ajoutant que la Turquie n'avait aucun droit de conduire une telle opération sur son territoire...

Au Kurdistan de Turquie, les violences entre militaires turcs et guérilla kurde du PKK se sont poursuivies. Le 1<sup>er</sup> du mois, 2 soldats turcs ont été tués dans la province de Diyarbakir par l'explosion d'une bombe au passage de leur véhicule. A Tunceli, au Dersim, 3 combattants kurdes ont été tués après avoir été repérés par un drone. Le 7, une bombe a explosé près de Batifa, dans le district de Zakho au Kurdistan d'Irak, au passage d'un convoi militaire turc, blessant trois militaires. Le 11 au



matin, des bombardements turcs sur la région de Bradost, au Kurdistan irakien, ont provoqué un incendie, de même le lendemain au pied des montagnes de Qandil. Le 13, 2 soldats ont été tués dans la province de Batman

dans une attaque à la bombe sur leur véhicule. Enfin, le 24, deux villages de la région d'Aqre, au Kurdistan d'Irak, à 120 km au sud-est de Dohouk, ont été bombardés. Le 31, une explosion qui s'est produite à Izmir au passage

d'un bus transportant des gardiens de prison a fait 7 blessés. Probablement due à une bombe placée dans une poubelle, elle pourrait résulter d'une attaque terroriste, mais n'a pas été revendiquée.

## KURDISTAN D'IRAK: LE RÉFÉRENDUM SUR L'AUTODÉTERMINATION SE PRÉPARE

**A**près la reprise de Mossoul, l'objectif suivant des militaires irakiens était Tell Afar, à 80 km à l'ouest, où seraient encerclés 1.500 à 2.000 djihadistes, et que l'aviation a bombardé régulièrement en préparation de l'offensive au sol. Celle-ci a été ordonnée tôt le 20 par le Premier ministre Abadi, et dès le 21, l'armée irakienne a annoncé avoir repris plusieurs villages. Les *Hashd al-Shaabi*, milices principalement chiïtes, qui s'étaient tenues à l'écart de Mossoul, ville sunnite, sont en première ligne pour Tell Afar, ville principalement turkmène et chiïte. Le 26, les Irakiens ont hissé leur drapeau sur la citadelle de la ville, et ont annoncé le lendemain contrôler celle-ci presque totalement, bien que des combats se poursuivent alentours. Le 29, les pechmergas ont annoncé avoir tué en 3 jours 130 djihadistes tentant de fuir en Syrie. Les djihadistes poursuivent cependant la lutte: indiquant peut-être de quoi sera fait l'avenir, une femme s'est fait exploser dans une école de village hébergeant des personnes déplacées, faisant plusieurs victimes civiles et 3 morts et 2 blessés parmi les pechmergas gardant les lieux. Abadi a finalement annoncé le 31 la «libération complète» de la ville, consacrant du même coup la reprise de toute la province de Ninive – la première prise par les djihadistes en 2014. Daech ne conserve donc plus en Irak qu'Hawija et

quelques zones frontalières de la Syrie.

Le ministre de l'Intérieur du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK), Karim Sinjari, avait bien rappelé le 7 que la lutte contre Daech était «loin d'être terminée», en raison notamment de la présence de cellules dormantes, ainsi que de djihadistes infiltrés dans les camps de déplacés du Kurdistan, où 1.700 suspects ont déjà été arrêtés. A Kirkouk, la Sécurité de la ville a annoncé le 21 que 200 suspects avaient été arrêtés depuis un mois. Enfin, selon plusieurs rapports, des djihadistes ayant fui Mossoul se sont réinstallés aux Monts Hamrin, au sud de Kirkouk, entre Tikrit et Touz Khourmatou, où ils sont venus épauler ceux tenant Hawija à l'ouest, qui lancent des attaques régulières vers le district de Daquq, majoritairement peuplé de Kurdes de confession kakai. Dans la nuit du 3, deux pechmergas ont été tués et 2 blessés, et 3 autres ont été tués et 7 blessés dans la nuit du 11 en repoussant des attaques. L'après-midi du 13, les pechmergas ont repoussé une autre attaque sur Daquq, et le 15, 5 membres d'une famille arabe ont été tués près de Touz Khourmatou. Le 15 dans la nuit, une nouvelle attaque repoussée sur le village de Zarga, aussi près de Touz Khourmatou, a tué 3 pechmergas, et le 21, 2 pechmergas ont été blessés dans leur véhicule par une bombe. Dans la nuit du 24, les pechmergas ont

combattu plusieurs heures pour repousser une forte attaque sur Daquq, et le 29, plusieurs autres assauts sur Zarga. Le 26, un pechmerga a été tué et 5 autres blessés à l'ouest de Kirkouk par l'explosion d'une bombe au passage de leur véhicule. Enfin, le 16, plus à l'est, dans la province de Diyala, à la frontière iranienne, après que Daech ait bombardé plusieurs tours de transmission d'électricité et tué des civils avec des bombes improvisées, les pechmergas ont avec l'assistance des *Asayish* de Germyan lancé une opération dans le district de Jalawla.

La menace djihadiste perdant de son ampleur territoriale, les différends opposant GRK et Gouvernement central reviennent au-devant de la scène, d'autant qu'ils s'accroissent avec l'approche du référendum d'indépendance, que ses partisans, regroupés derrière Massoud Barzani, maintiennent fixé au 25 septembre comme décidé le 7 juin dernier par cinq partis kurdes. Ainsi, répondant le 4 au Secrétaire général de la Ligue arabe, Ahmed Aboul Gheit, qui lui demandait de revenir sur cette décision, Massoud Barzani a déclaré que [les Kurdes d'Irak] étaient arrivés à la conclusion qu'ils n'étaient «ni les bienvenus ni acceptés comme citoyens et réels partenaires», et que c'était l'attitude de Bagdad qui les avait poussés à organiser ce référendum. D'autres oppositions à la consultation n'ont cessé de se

manifester, régionalement comme internationalement, évoquant l'image d'une véritable «coordination anti-Kurdes»: le 9, l'Iran a menacé de fermer sa frontière et de cesser son soutien aux pechmergas contre Daech, le 11, le Secrétaire d'État américain Rex Tillerson a demandé à Massoud Barzani de reporter une consultation «risquant de nuire à la lutte contre Daech», une demande réitérée par le Secrétaire à la Défense James Mattis le 23. La sensation de «coordination anti-Kurdes» a été renforcée du fait que Mattis, qui venait de Bagdad où il avait rencontré Abadi, s'est ensuite rendu à Ankara pour rencontrer le ministre turc de la Défense puis le président Erdoğan... La Turquie a aussi exprimé de manière répétée son opposition au référendum: le 15, son vice-premier ministre Bekir Bozdağ a déclaré qu'il violait la Constitution irakienne et risquait de contribuer à l'instabilité régionale, tandis que le ministre des Affaires étrangères Mevlut Çavuşoğlu déclarait craindre une guerre civile. Enfin, fait exceptionnel depuis la Révolution islamique de 1979, de hauts responsables iraniens ont visité Ankara à plusieurs reprises ce mois-ci, et durant l'une de ces visites, le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères a exprimé son «soutien à l'intégrité territoriale de l'Irak», ajoutant que les décisions unilatérales menées hors de la Constitution irakienne ne peuvent que «créer de nouveaux problèmes»... Çavuşoğlu s'est également rendu à Bagdad le 23 avant de réitérer son opposition le lendemain à Erbil – même s'il a pris soin de séparer le politique des relations commerciales fructueuses que la Turquie entretient avec le Kurdistan irakien, excluant tout blocus turc. Le leader du parti ultranationaliste

turc MHP, lui, n'a pas pris de telles précautions: Devlet Bahçeli a déclaré le 23 que la Turquie devait «prendre position [...] contre les préparatifs de Barzani pour un référendum d'indépendance incorporant les villes turkmènes», ajoutant que «si nécessaire, la Turquie devrait considérer ce référendum comme une cause de guerre». Enfin, deux ministres français, Défense (Jean-Yves Le Drian), et Affaires étrangères (Florence Parly), arrivés de Bagdad à Erbil le 27, ont exprimé leur «préférence pour un Kurdistan autonome demeurant au sein d'un État irakien».

La position d'Ismail Beşikçi tranche sur les autres. Interviewé en Allemagne par *Rûdaw*, le sociologue turc, qui a payé de 17 ans de prison ses travaux sur les Kurdes, a déclaré que non seulement le moment pour que le Kurdistan demande son indépendance était venu, mais qu'il était même bien tard...

Aux demandes américaines, Barzani a répondu que «toute demande de report du référendum devrait être accompagnée d'une proposition alternative plus forte que celui-ci», et qu'en l'absence d'une telle proposition, le référendum ne saurait être reporté... Dans une interview à *Al-Shark al-Awsat* publiée le 30, il a déclaré qu'un report du référendum d'un an au 25 septembre 2018 était envisageable... si le gouvernement irakien et la communauté internationale (les États-Unis, la coalition internationale, l'Union européenne, l'ONU) garantissaient que ses résultats seraient alors acceptés – une position proche de celle exprimée le 3 par Molla Bakhtyar, Secrétaire du bureau politique de l'UPK: le Kurdistan pourrait accepter une «alternative» au référendum... si les Kurdes obtenaient des garanties régionales et internationales que

leurs droits seraient respectés dans un nouvel accord avec l'Irak.

Le 30 juillet, Bakhtyar avait aussi brandi en cas d'échec du référendum la menace d'une demande par les Kurdes de la mise en œuvre de «l'article 140». Cet article de la Constitution de 2005 prévoyait un référendum en 2007 dans les territoires disputés entre Bagdad et Erbil pour que les populations concernées puissent décider elles-mêmes de leur sort. Dix ans après, on attend toujours son organisation, et cet article n'est pas le seul non respecté: le 14, une délégation du Haut comité du référendum a amené à Bagdad une liste de 50 articles non respectés par le gouvernement irakien. Certains concernent justement la gouvernance économique des territoires disputés: le 2, après la conclusion d'un accord Iran-Irak sur la construction d'un pipeline de Kirkouk vers l'Iran, Rebwar Talabani, président du Conseil provincial de Kirkouk, a relevé que celui-ci, négocié sans participation de la province, ne respectait pas l'article 112 de la constitution, qui stipule que «ce qui relève de la politique, de l'administration ou de la gestion du pétrole sur le territoire d'une province productrice doit être décidé en coordination [avec celle-ci]». Mais ceux dénonçant le référendum kurde comme anticonstitutionnel ne s'émeuvent guère des violations du gouvernement central...

Les «territoires disputés» au sud de la Région du Kurdistan, contrôlés par les pechmergas depuis la fuite de l'armée irakienne devant Daech en 2014, constituent le grand point de désaccord. Bagdad demande leur restitution, le GRK répond que les pechmergas ne quitteront pas une terre pour laquelle ils ont donné 2000 martyrs, et a



décidé d'y tenir également le référendum. Le 9, la commission électorale du Kurdistan a annoncé qu'elle ouvrirait des bureaux de vote à Mossoul et à Kirkouk... «partout où se trouvent des pechmergas», et le 29, à la demande du gouverneur de Kirkouk, le Conseil provincial, dans une session boycottée par les représentants turkmènes et arabes, a voté en ce sens: le 25, les habitants se prononceront sur l'indépendance du Kurdistan, puis un autre référendum, conforme à celui mentionné dans l'article 140, leur permettra de décider s'ils veulent rejoindre celui-ci.

Le débat sur le référendum a également été vif à l'intérieur de la Région du Kurdistan. Le mouvement du Changement (*Gorran*) est demeuré sur sa ligne demandant la réactivation du parlement du Kurdistan *dans les mêmes conditions qu'au moment de sa fermeture en août 2015* (ce que *Gorran* appelle «normalisation» et non «réactivation») comme préalable à sa participation au référendum, qualifiant celui-ci d'illégal s'il ne faisait pas l'objet

d'une loi votée selon les règles. Le 12, *Gorran* a appelé à retarder la consultation jusqu'à ce qu'elle puisse être organisée «dans des conditions correctes» et que le Parlement ait pu aussi discuter du mode de désignation du président de la Région (point principal de désaccord entre *Gorran* et le PDK). Une réunion de plus de 5 h entre PDK et *Gorran* tenue le 21 à Suleimaniyeh n'a pas permis d'arriver à un accord. Le 24, le Bureau politique de l'UPK a réitéré son insistance pour que le parlement soit réactivé avant le référendum et annoncé une nouvelle rencontre avec *Gorran*. Certains au Kurdistan ont demandé un report par crainte de ses conséquences, comme le ministre de l'agriculture Abdul Sitar Majid, inquiet d'une pénurie et d'une importante augmentation des prix des denrées agricoles. D'autres analysent la consultation comme une manière de mettre de côté les problèmes politiques internes, comme le millionnaire fondateur et propriétaire de la chaîne de télévision *NRT*, Shaswar Abdulwahid. Abdulwahid a lancé le 5 une campagne «Non pour l'instant»

(*Nexêr le êsta da*), avant d'annoncer le 8 la création d'un mouvement du même nom appelant au report du vote, puis celle d'un canal de télévision satellitaire sur *NileSat*, qui a commencé à émettre le 20 au soir – l'UPK a exclu l'un de ses députés, Farhad Sangawi, qui avait rejoint ce mouvement.

Malgré ce contexte pour le moins tendu, les analystes s'accordent à prévoir une victoire massive du «oui» si le référendum se tient comme annoncé, d'autant que les délégations kurdes récemment venues négocier à Bagdad n'ont obtenu aucune avancée. Le 15, Shakhawan Abdullah, vice-président du bloc PDK au parlement irakien, a même annoncé que son parti ne nommerait aucun ministre sur les postes réservés pour lui au gouvernement central: «Cela ne sert à rien», a-t-il expliqué, «Les salaires ont été coupés au Kurdistan alors que le ministre des Finances était un Kurde. Le chef d'état-major était aussi un Kurde, et les pechmergas n'avaient ni salaires ni armes...».

---

## YÉZIDIS: LE GÉNOCIDE PAR DAECH SE POURSUIT

**L**e 3 août, les Yézidis ont marqué le troisième anniversaire de l'attaque de Daech sur le Sindjar. Avant celle-ci, il y avait environ 400.000 yézidis au Sindjar. Environ 3.100 ont été tués et 6.800 enlevés pour devenir des combattants ou des esclaves sexuelles. Des milliers d'hommes capturés ont été assassinés. Quelques centaines de familles sont revenues au Sindjar, mais nombreux sont ceux qui ne sont pas rentrés en raison de l'absence de services de santé et d'éducation, voire par peur du retour des djih-

distes ou du fait que l'idéologie des djihadistes est encore présente parmi leurs voisins arabes. 3.400 femmes et enfants restent en captivité. 200.000 se trouvent au Kurdistan d'Irak, souvent dans des camps, ou en Syrie. Selon le chef du bureau du maire de la ville de Sindjar, un millier de familles sont revenues. Certains yézidis blâment pour l'invasion de Daech le gouvernement irakien de l'époque, dirigé par Nouri al-Maliki, dont la politique sectaire a mené à la chute de Mossoul. D'autres reprochent aux pechmergas kurdes d'avoir fui en les aban-

donnant (un rapport non publié du GRK établi en 2015 ferait état de la fuite de 18.000 pechmergas devant Daech juste avant l'attaque sur le Sindjar). Beaucoup déclarent maintenant ne pas faire confiance aux *Asayish* kurdes présents dans la zone et demandent une protection internationale.

Le même jour, la Commission d'enquête des Nations-Unies sur la Syrie a déclaré que le génocide de Daech contre les Yézidis se poursuivait, les femmes capturées étant encore quotidiennement violées et les enfants bat-

tus, tandis que les États manquent à leurs obligations d'empêcher et de punir ces crimes. Les familles de personnes encore aux mains de Daech s'inquiètent du sort de leurs proches: quand Tell Afar a été en partie libéré de l'emprise des djihadistes, seuls 7 Yézidis ont été sauvés, alors qu'on estimait le nombre de prisonniers en ville à plutôt 500, dont beaucoup de femmes et d'enfants. Un membre du bureau du GRK chargé de localiser et d'«exfiltrer» les Yézidis réduits en esclavage par Daech a déclaré craindre que le groupe extrémiste n'ait transféré ses prisonniers

en Syrie; certains défenseurs des droits des Yézidis pensent que certains pourraient se trouver en Turquie.

Sur une note moins triste, il a été annoncé en fin de mois qu'un projet commun entre plusieurs agences de l'ONU et la République Fédérale d'Allemagne avait permis de réhabiliter 562 maisons dans 11 villages du sous-district de Sinunî au nord du mont Sindjar. Des centaines de familles yézidies ont reçu le 26 les titres de propriété de leurs nouvelles maisons lors d'une cérémonie co-organisée par

ONU-Habitat, le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) et le gouvernement allemand. Autre événement à mentionner, un film sur les souffrances infligées par Daech aux Yézidis du Sindjar, *Under Black*, de la metteuse en scène kurde Shîrîn Cîhanî, a été présenté durant le 13<sup>e</sup> festival AOF (*Action on Film*), qui s'est tenu aux États-Unis du 17 au 26 août. *Under Black*, dont le titre fait allusion au drapeau noir de l'organisation djihadiste Daech, avait été d'abord présenté dans la Région du Kurdistan le 8 mars dernier, à l'occasion de la Journée des Femmes.



# Les mots des Kurdes

**DICTIONNAIRE KURDE-FRANÇAIS**  
 Sous la dir. de Kendal Nezan  
 Riveneuve Editions, 1995 p., 60€

## Le livre

**C**urieuse coïncidence de calendriers. En ce début d'été 2017, les Kurdes d'Irak annonçaient l'organisation d'un prochain référendum sur leur indépendance. Au même moment, à Paris, paraissait un magistral *Dictionnaire kurde-français*. Comme si un peuple voulait afficher sa singularité linguistique à l'appui d'une revendication politique majeure.

C'est affaire de pur hasard. On se gardera de commenter ici la décision du Gouvernement régional du Kurdistan d'Irak (GRK) de tenir une consultation, prévue le 25 septembre, sur l'indépendance de la région. Elle paraît relever de combinaisons politiques kurdo-kurdes locales plus encore que du besoin d'exprimer une volonté politique dont personne ne doute. Tous les pays amis et « parains » du GRK sont contre ce scrutin. S'il a lieu, il devrait être suivi non pas de la proclamation de l'indépendance, mais plutôt d'une négociation avec Bagdad sur un statut d'autonomie encore plus avancé pour le Kurdistan d'Irak.

On saluera, en revanche, la publication de ce monumental dictionnaire kurde-français. Il témoigne de la vitalité d'une langue que les Kurdes ont su préserver dans l'adversité. Répartis sur quatre pays, les 30 millions de Kurdes n'ont cessé d'être confrontés à l'hégémonie culturelle

d'Etats qui n'ont pas leur identité – l'Irak, l'Iran, la Syrie et la Turquie. Le dictionnaire est préfacé par le linguiste français Alain Rey, qui confirme ce que la bataille pour le maintien d'une langue a d'essentiel à la survie d'un peuple.

### « LANGUE MALTRAITÉE PAR L'HISTOIRE »

Le kurde, explique l'auteur du *Dictionnaire historique de la langue française*, s'est trouvé « en contact forcé avec des langues identifiées, par l'Histoire et par la force, à de puissantes nations, parfois à des empires, le russe, le persan, l'arabe, le turc ». Au nom d'une importante tradition orale et littéraire, il a fallu résister pour faire vivre cette langue de la famille indo-européenne.

Alain Rey parle d'« une langue maltraitée par l'Histoire, très importante pour le patrimoine culturel mondial », dont ce dictionnaire est le gardien de la richesse. Il est l'aboutissement d'un travail de trente ans qui n'aurait pas vu le jour sans une petite équipe de linguistes rassemblée par Kendal Nezan, le directeur de l'Institut kurde de Paris. Il reprend et achève une entreprise entamée par deux aristocrates kurdes de l'Empire ottoman, les frères Djeladet et Kamuran A. Bedir Khan. Eux-mêmes entendaient développer un premier dictionnaire kurde-français réalisé par un diplomate russe d'origine lituano-polonaise, Auguste Jaba, et publié à Saint-Petersbourg en 1879.

Jaba avait été en poste à Erzurum, en Turquie. Aujourd'hui introuvable, son livre comptait 15 000 entrées. Le nouvel ouvrage en égrène 85 000, résultat de trente ans d'entretiens recueillis dans la région auprès de Kurdes de toutes conditions. Il fera référence pour toujours, en Europe comme dans les montagnes kurdes. ■

ALAIN FRACHON

FranceSoir 5 août 2017

## La Turquie renforce sa présence militaire à la frontière syrienne

Istanbul, 5 août 2017 (AFP)  
<http://www.francesoir.fr>

L'armée turque a déployé samedi plusieurs pièces d'artillerie dans un secteur de la frontière syrienne où les forces d'Ankara et des milices kurdes s'accrochent régulièrement, a rapporté l'agence de presse progouvernementale Anadolu.

Un convoi militaire comprenant au moins cinq obusiers est arrivé dans la nuit à Kilis (sud), province frontalière de la Syrie et théâtre d'échanges de tirs transfrontaliers récents entre l'armée turque et les Unités de protection du peuple kurde (YPG), selon Anadolu.

Ce déploiement ne vise pas à relever, mais à

renforcer les effectifs déjà présents à la frontière syrienne, a précisé l'agence, citant des sources militaires.

La province de Kilis se trouve en face du "canton" kurde d'Afrin, situé dans le nord-ouest de la Syrie et contrôlé par les YPG, honnies par Ankara, mais soutenues par Washington.

L'armée turque et les YPG ont échangé à plusieurs reprises ces derniers mois des tirs dans cette zone frontalière et Ankara a maintes fois menacé de lancer une offensive contre Afrin.

La Turquie considère les YPG comme une émanation du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), organisation séparatiste kurde classée "terroriste" par Ankara et ses alliés occidentaux.



Les Etats-Unis soutiennent en revanche ces milices kurdes qui, associées à des combattants arabes, ont lancé une offensive pour reprendre la ville de Raqa, fief du groupe Etat islamique (EI) en Syrie.

Ankara a déjà lancé une offensive terrestre dans le nord de la Syrie en août 2016 afin de repousser l'EI de sa frontière et empêcher la jonction des différentes zones contrôlées par les YPG. ■



# En Irak, l'impossible retour des yézidis

## Les déplacés sont traumatisés par les persécutions commises durant trois ans par l'EI dans la région de Sinjar

BAADRE (IRAK) - envoyé spécial

**H**azim Khidir n'a pas 30 ans mais en paraît dix de plus. Comme chaque jour, assis sur un fin matelas de mousse, dans la pénombre d'une pièce aux murs de ciment nus, il attend que les heures s'écoulent jusqu'au soir au rythme soutenu de cigarettes de contrebande allumées l'une après l'autre. La maison qu'il habite n'est pas la sienne et, bien que son exil s'y prolonge, Baadre, la bourgade du Kurdistan irakien où il a trouvé refuge, lui est toujours étrangère. « Nous avons tout perdu il y a trois ans », souffle-t-il, le regard perdu dans le vide, l'esprit plongé dans ses souvenirs muets. « Le temps passe et il n'y a plus d'espoir de retrouver nos anciennes vies. »

Le 3 août 2014, son village a été pris d'assaut par les hommes de l'organisation Etat islamique (EI) en même temps que les autres localités des environs du mont Sinjar, foyer historique des yézidis, une minorité religieuse kurdo-phonie du nord de l'Irak. Moins d'un mois après sa proclamation à Mossoul, le « califat » d'Abou Bakr Al-Baghdadi comptait y prolonger ses conquêtes récentes par une tentative de génocide, rendue possible par le retrait des forces kurdes censées protéger la zone.

Dans l'ordre imposé par l'EI, les pratiques religieuses des yézidis, considérées comme polythéistes, les condamnaient à l'annihilation. Maîtres des villages de la plaine, les djihadistes ont organisé le massacre de ceux qui n'avaient pas pu fuir vers la montagne, avant de traiter leurs épouses et leurs enfants comme le butin d'une razzia. Ils seront plus de 6 000 à alimenter le commerce d'esclaves installé par l'EI après l'offensive de Sinjar.

### Torturé avec régularité

Si aucun chiffre fiable sur le bilan des tueries n'a été arrêté, le nombre de victimes est estimé à plusieurs milliers. Après être parti à temps avec un de ses fils sur les hauteurs du mont Sinjar, Hazim a pu éviter la mort et se réfugier au Kurdistan irakien avec des centaines de milliers d'autres yézidis.

**A Dohuk, en janvier. Le petit Ayman a retrouvé sa famille après avoir été vendu par l'EI à un couple de Mossoul.**

MUHAMMAD HAMED/REUTERS



Son épouse et quatre de leurs enfants n'ont pas eu cette chance.

Réduits en esclavage par les djihadistes, ils sont passés ensemble de mains en mains dans les territoires irakiens et syriens de l'EI. Au terme de près de trois années de viols et de sévices, l'épouse d'Hazim est parvenue à le rejoindre par téléphone depuis la Syrie, par l'entremise d'une veuve de djihadiste chargée de régenter un groupe d'esclaves sexuelles yézidies.

« J'ai dû racheter ma famille à Daech », raconte Hazim. Pour 25 000 dollars glanés dans son entourage, il a pu libérer les siens et les faire revenir en Irak en avril, grâce à un passeur. Trois ans après l'avoir perdue, Hazim est de nouveau séparé de sa famille : grâce à un médecin allemand, son épouse et trois de ses enfants ont pu rejoindre Francfort, où le cadet de 4 ans reçoit des soins.

En captivité, il était devenu le

souffre-douleur du premier « propriétaire » de sa mère, un djihadiste libyen qui soumettait l'enfant à des tortures régulières. Hazim conserve sur son téléphone une photographie de son jeune fils prise à son retour en Irak : un corps chétif déformé par les coups, les oreilles à demi arrachées par les morsures que son tortionnaire lui infligeait. « Je ne veux pas qu'ils reviennent, dit Hazim, il n'y a plus rien pour nous ici. »

Il entretient l'espoir de les rejoindre un jour, mais la route de l'Europe lui est encore fermée. Il n'est pas question cependant qu'Hazim retourne à Sinjar. Les rivalités entre les groupes armés kurdes ou relevant de l'autorité de Bagdad qui en ont chassé l'EI, et leurs accrochages épisodiques, empêchent tout retour durable de la majorité des yézidis. « Ma sœur est encore entre les mains de Daech et je n'ai aucune nouvelle, poursuit Hazim. Plus de cinquante hommes de ma famille ont été massacrés près de notre village, leurs cadavres sont encore dans les fosses communes, laissés à l'abandon par les forces qui contrôlent la région. »

Alors Hazim attend dans la petite pièce aux murs nus, au bout d'une rue de terre, en périphérie de Baadre. Au Kurdistan irakien, on estime le nombre de déplacés yézidis venus de Sinjar à 300 000 personnes réparties entre les périphéries de quelques localités de la

### « J'ai dû racheter ma famille à Daech »

**HAZIM KHIDIR**  
réfugié yézidi à Baadre  
(Kurdistan irakien)

région de Dohuk et les camps de tentes installés à leurs abords. Comme Hazim, les exilés yézidis se retrouvent dans un environnement que beaucoup sentent de plus en plus hostile, entre un retour impossible vers leur région dévastée, semée des cadavres de leurs proches, et un rêve européen que tous ne peuvent atteindre.

Dans le camp d'Essian, construit après les massacres et l'exode de 2014, plus de 3 000 tentes jaunies par les vents de poussière s'étendent sous une chaleur caniculaire. C'est ici qu'Ibrahim, 18 ans, est arrivé à l'âge d'homme et a perdu son père, mort de chagrin, d'après lui, pour n'être jamais parvenu à savoir si l'un de ses fils adolescent avait été abattu au cours des massacres, ou converti et recruté de force du fait de son jeune âge.

Chargé de famille depuis, Ibrahim travaille comme journaliste dans le bâtiment ou sur les exploitations agricoles de la région, à la merci de patrons kurdes pour qui les déplacés yézidis représentent un réservoir de main-d'œuvre à

# Après l'EI, une communauté à la merci de ses libérateurs

Des combattants yézidis ont contribué à chasser les djihadistes en s'associant à des forces kurdes et chiites, désormais omniprésentes

KOCHO (IRAK) - envoyé spécial

**A**vec sa kalachnikov et en treillis dépareillé, Adnan monte la garde devant une ruine. Tandis que le soleil disparaît lentement à l'horizon, couvrant d'un halo orangé le mont Sinjar bientôt gagné par la nuit, le milicien yézidi de 23 ans prend sa faction devant la carcasse de l'école du village de Kocho. Douze jours après leur offensive du 3 août 2014, c'est ici que les djihadistes ont regroupé l'ensemble de la population de cette localité yézidie, séparé les hommes des femmes et des enfants avant d'exterminer les premiers à l'arme automatique et de réduire en esclavage les autres. Avec plus de 800 morts, la tuerie de Kocho est le massacre le plus important perpétré par l'organisation Etat islamique (EI) dans la région de Sinjar.

En mai, les djihadistes ont été chassés du village par la Mobilisation populaire, un agglomérat de milices à dominante chiite appuyé par des groupes armés yézidis placés sous leur commandement. Adnan vivait alors dans un camp de déplacés yézidis du Kurdistan irakien : « *Quand j'ai appris que la Mobilisation populaire avançait à Sinjar, je suis parti les rejoindre avec des cousins. On est venus ici pour prendre notre revanche.* » Adnan est originaire du village voisin de Tel Kasab, également repris au printemps par les milices.

En reprenant des localités yézidies que les djihadistes contrôlaient encore début 2017 au sud du

mont Sinjar, les forces de la Mobilisation populaire ont bénéficié d'un élan de popularité parmi les habitants déplacés au Kurdistan irakien, et de ralliements conséquents. Leur présence vient cependant compliquer la carte militaire d'une région déjà fragmentée, écartelée entre les intérêts de forces extérieures et rivales.

## Des factions rivales

A moins de 15 kilomètres au nord de l'école où est posté Adnan, une ligne de front sépare les territoires contrôlés par la Mobilisation populaire des positions des forces du Parti démocratique du Kurdistan (PDK). Pour une solde modique, d'autres jeunes yézidis y portent les armes sous un drapeau différent. Leurs chefs locaux bénéficient, eux, des largesses de cette faction politico-militaire qui défend l'annexion de la région de Sinjar au Kurdistan irakien, dont elle prône par ailleurs l'indépendance vis-à-vis de Bagdad.

Fixé dans les hauteurs et au nord du mont Sinjar, le PDK voit aussi sa présence contestée par une autre formation kurde, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Issu du conflit kurde en Turquie, en guerre contre Ankara, le PKK est une organisation régionale dont les alliés locaux mènent la lutte contre l'EI en Syrie avec le soutien américain. En août 2014, à la suite du retrait des forces du PDK censées protéger la zone, le PKK avait permis l'évacuation vers la Syrie des Yézidis assiégés par l'EI sur les hauteurs du Mont Sinjar. Des ac-

crochages entre les deux factions kurdes ont eu lieu en janvier et en mars. La Turquie, alliée au PDK, a aussi mené des raids aériens sur les positions du PKK à Sinjar.

« *Le PDK nous a trahis en 2014. Le PKK a permis de sauver de nombreux yézidis, mais depuis il suit ses propres intérêts. Les partis kurdes n'ont plus rien à apporter aux gens de Sinjar* », assure Kassim Shewan. A la tête de trois cents combattants yézidis retirés sur les hauteurs du mont Sinjar depuis 2014, ce chef de guerre a réussi au cours des trois dernières années à maintenir à distance les factions kurdes rivales. Rompant avec son positionnement indépendant pourtant unanimement apprécié par les populations yézidies, Kassim Shewan s'est pourtant rallié aux milices de la Mobilisation populaire en mai, pensant échapper ainsi aux rivalités kurdes. Il espère lever avec leur soutien une nouvelle force yézidie en mesure d'être déployée dans toute la région de Sinjar.

En quittant la montagne, ses combattants sont cependant passés sous les ordres de milices chiites liées aux intérêts iraniens dans cette partie du pays. « *La région de Sinjar est devenue un carrefour où se confrontent les puissances régionales et leurs alliés en Irak* », admet le commandant Kassim, qui ne peut échapper aux fractures géopolitiques qui traversent sa région dévastée, divisent la communauté yézidie et empêchent le retour de ses déplacés trois ans après les massacres de l'EI. ■

A. K.A.

bas prix. « *Nous sommes des réfugiés ici au Kurdistan et nous sommes une minorité religieuse. Même si on subit des injustices, on est chez eux, pas chez nous, on n'a pas de droits face aux Kurdes d'ici* », estime Ibrahim.

de Lalish, lieu sacré des yézidis, Kassim tente d'oublier sa peine, seul dans l'agitation des familles venues visiter le sanctuaire construit autour de la tombe du cheikh Adi, que les yézidis considèrent comme le fondateur de leur religion. La misère des camps et le désir brûlant de laisser l'Irak derrière lui l'ont poussé à abandonner l'un de ses fils, âgé de 11 ans, à un passeur kurde censé lui ouvrir la route de l'Allemagne.

« *Comme mon fils Ayman est mineur et qu'il est malade du cœur, je pensais qu'une fois en Allemagne, les autorités allaient donner des visas à toute la famille pour le rejoindre* », raconte Kassim, dont les huit autres enfants vivent avec lui sous une tente à Essian. Sans nouvelle pendant neuf jours, il s'est tourné vers le passeur qui lui a intimé de considérer son fils comme définitivement perdu. C'est seulement après avoir reçu un appel d'un centre de rétention du sud-est de la Turquie qu'il a pu entendre la voix de son fils, et lui promettre qu'on viendrait bientôt le chercher. Kassim ignore encore comment. ■

ALLAN KAVAL



## Turquie: condamnation de deux Tchèques accusés d'avoir combattu aux côtés des Kurdes en Syrie

Prague, 2 août 2017 (AFP)

DEUX RESSORTISSANTS tchèques, un homme et une femme, arrêtés en novembre en Turquie et accusés d'avoir combattu aux côtés des milices kurdes, ont été condamnés mercredi à des peines de prison, a indiqué à Prague le ministre tchèque des Affaires étrangères.

Miroslav Farkas et Marketa Vselichova, âgés respectivement de 30 et de 24 ans, ont été condamnés chacun à 6 ans et 3 mois de prison ferme, sous l'accusation de collaboration avec les Unités de protection du peuple kurde (YPG), considérées comme une organisation terroriste par Ankara.

Placés en détention depuis leur arrestation à la mi-novembre au passage frontalier de Habur, dans le sud-est de la Turquie voisinant avec la Syrie et l'Irak, les deux Tchèques affirment être des travailleurs humanitaires.

"Le verdict d'aujourd'hui représente une grosse déception pour moi", a indiqué à Prague le chef de la diplomatie tchèque, Lubomir Zaoralek.

"Il faut faire le maximum pour que l'affaire soit réexaminée par la Cour d'appel. Je

suis fermement convaincu qu'elle va évaluer la situation de manière différente", a-t-il ajouté dans un communiqué.

M. Zaoralek s'est dit également prêt à reparler de l'affaire avec son homologue turc, Mevlut Cavusoglu.

"Notre ambassade est en contact permanent avec les deux détenus et continuera à assurer un rôle actif d'intermédiaire", a aussi déclaré le ministre.

La porte-parole du ministère tchèque, Michaela Lagronova avait indiqué en novembre à l'AFP que les deux Tchèques avaient été arrêtés lors d'une tentative d'entrer en Turquie par un passage frontalier avec l'Irak, un pays par lequel transitent souvent les combattants étrangers se rendant en Syrie.

"La police a saisi sur eux des documents mentionnant l'organisation YPG", a alors précisé Mme Lagronova.

Marketa Vselichova s'était dite "fascinée par le combat des Kurdes pour leur liberté", dans un entretien paru en août 2016 dans le journal tchèque Dnes, selon lequel elle s'était déjà rendue à quatre reprises dans cette région. ■



International New York Times AUGUST 4, 2017

# Hollowed-out force in Syria, lacking allies, loses C.I.A. aid

WASHINGTON

BY MARK MAZZETTI,  
ADAM GOLDMAN  
AND MICHAEL S. SCHMIDT

The end came quickly for one of the costliest covert action programs in the history of the C.I.A.

During a White House briefing early last month, the Central Intelligence Agency director, Mike Pompeo, recommended to President Trump that he shut down a four-year-old effort to arm and train Syrian rebels. The president swiftly ended the program.

The rebel army was by then a shell, hollowed out by more than a year of bombing by Russian planes and confined to ever-shrinking patches of Syria that government troops had not reconquered. Critics in Congress had complained for years about the costs — more than \$1 billion over the life of the program — and reports that some of the C.I.A.-supplied weapons had ended up in the hands of a rebel group tied to Al Qaeda further sapped political support for the program.

While critics of Mr. Trump have argued that he ended the program to curry favor with President Vladimir V. Putin of Russia, there were in fact dim views of the effort in both the Trump and Obama White Houses — a rare confluence of opinion on national security policy.

The shuttering of the C.I.A. program, one of the most expensive efforts to arm and train rebels since the agency's program arming the mujahedeen in Afghanistan during the 1980s, has forced a reckoning over its successes and failures. Opponents say it was foolhardy, expensive and ineffective. Supporters say that it was unnecessarily cautious, and that its achievements were remarkable given that the Obama administration had so many restrictions on it from the start, which they say ultimately ensured its failure.

The program did have periods of success, including in 2015 when rebels using tank-destroying missiles, supplied by the C.I.A. and also Saudi Arabia, routed government forces in northern Syria. But by late 2015 the Russian military offensive in Syria was focusing squarely on the C.I.A.-backed fighters battling Syrian government troops. Many of the fighters were killed, and the fortunes of the rebel army reversed.

Charles Lister, a Syria expert at the Middle East Institute, said he was not surprised that the Trump administration ended the program, which armed and trained thousands of Syrian rebels.



AL DRAGO/THE NEW YORK TIMES

**Mike Pompeo, director of the C.I.A., left, recommended to President Trump last month that he shut down aid for Syrian rebels. The president swiftly ended the program.**

(By comparison, a \$500 million Pentagon program that envisioned training and equipping 15,000 Syrian rebels over three years, was canceled in 2015 after producing only a few dozen fighters.)

"In many ways, I would put the blame on the Obama administration," Mr. Lister said of the C.I.A. program. "They never gave it the necessary resources or space to determine the dynamics of the battlefield. They were drip-feeding opposition groups just enough to survive but never enough to become dominant actors."

Mr. Trump has twice publicly criticized the effort since he ended it. After The Washington Post first reported on his decision, Mr. Trump wrote on Twitter that he was ending "massive, dangerous, and wasteful payments to Syrian rebels fighting Assad." During an interview with The Wall Street Journal last month, the president said many of the C.I.A.-supplied weapons ended up in the hands of "Al Qaeda" — presumably a reference to the Qaeda-affiliated Nusra Front, which often fought alongside the C.I.A.-backed rebels.

Michael V. Hayden, a former C.I.A. director, said the president's comments "might give the agency pause with regard to how much he will have their backs on any future covert actions."

Gen. Raymond A. Thomas III, the commander of United States Special Operations Command, said during a conference last month that ending the C.I.A. program was a "tough, tough decision."

"At least from what I know about that program and the decision to end it, it was absolutely not a sop to the Russians," he said. "It was, I think, based on an assessment of the nature of the program, what we're trying to accomplish,

the viability of it going forward."

A C.I.A. spokesman declined to comment.

President Barack Obama had reluctantly agreed to the program in 2013 as the administration was struggling to blunt the momentum of Syrian government forces loyal to President Bashar al-Assad. It soon fell victim to the constantly shifting alliances in Syria's six-year-old civil war and the limited visibility that American military and intelligence officials had over what was occurring on the ground.

Once C.I.A.-trained fighters crossed into Syria, C.I.A. officers had difficulty controlling them. The fact that some of their C.I.A. weapons ended up with Nusra Front fighters — and that some of the rebels joined the group — confirmed the fears of many in the Obama administration when the program began. Although the Nusra Front was widely seen as an effective fighting force against Mr. Assad's troops, its Qaeda affiliation made it impossible for the Obama administration to provide direct support for the group.

American intelligence officials estimate that the Nusra Front now has as many 20,000 fighters in Syria, making it Al Qaeda's largest affiliate. Unlike other Qaeda affiliates such as Al Qaeda in the Arabian Peninsula, the Nusra Front has long focused on battling the Syrian government rather than plotting terrorist attacks against the United States and Europe.

The American officials spoke on the condition of anonymity because they did not want to be identified discussing a program that is classified.

In the summer of 2012, David H. Petraeus, who was then C.I.A. director,

first proposed a covert program of arming and training rebels as Syrian government forces bore down on them.

The proposal forced a debate inside the Obama administration, with some of Mr. Obama's top aides arguing that Syria's chaotic battlefield would make it nearly impossible to ensure that weapons provided by the C.I.A. could be kept out of the hands of militant groups like the Nusra Front. Mr. Obama rejected the plan.

But he changed his mind the following year, signing a presidential finding authorizing the C.I.A. to covertly arm and train small groups of rebels at bases in Jordan. The president's reversal came in part because of intense lobbying by foreign leaders, including King Abdullah II of Jordan and Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel, who argued that the United States should take a more active role in trying to end the conflict.

Given the code name Timber Sycamore, the covert program began slowly, but by 2015 the C.I.A.-backed rebel groups had made significant progress against Syrian forces, pushing into areas of the country long considered to be government strongholds. The offensive gained momentum after the C.I.A. and Saudi Arabia began supplying the powerful tank-destroying weapons to the rebel groups.

But the rebel push in Idlib, Hama and

Latakia Provinces in northern Syria also created problems for Washington. The Nusra Front, often battling alongside the C.I.A.-supported rebel groups, made its own territorial gains.

It was Nusra's battlefield successes that Mr. Putin used as one justification for the Russian military offensive in Syria, which began in 2015. The Russian campaign, a relentless bombing of the C.I.A.-backed fighters and Nusra militants, battered the rebels and sent them into retreat.

The program suffered other setbacks. The arming and the training of the rebels occurred in Jordan and Turkey, and at one point Jordanian intelligence officers pilfered stockpiles of weapons the C.I.A. had shipped into the country for the Syrian rebels, selling them on the black market. In November, a member of the Jordanian military shot and killed three American soldiers who had been training Syrian rebels as part of the C.I.A. program.

White House officials also received periodic reports that the C.I.A.-trained rebels had summarily executed prisoners and committed other violations of the rules of armed conflict. Sometimes the reports led to the C.I.A. suspending cooperation with groups accused of wrongdoing.

John O. Brennan, Mr. Obama's last C.I.A. director, remained a vigorous defender of the program despite divisions

inside the spy agency about the effort's effectiveness. But by the final year of the Obama administration, the program had lost many supporters in the White House — especially after the administration's top priority in Syria became battling the Islamic State, also known as ISIS or ISIL, rather than seeking an end to Mr. Assad's government.

During one meeting in the White House Situation Room at the end of the Obama administration, with C.I.A.-backed rebels continuing to lose ground in the face of withering Russian bombing, Mr. Brennan pressed the case that the United States continue to back the effort to topple Mr. Assad, according to one person who attended the meeting.

But Susan E. Rice, the national security adviser, shot back. "Make no mistake," she said, according to the person in the meeting. "The president's priority in Syria is fighting ISIS."

Backed by Russian aircraft, Syrian government forces gradually began to reclaim areas near the Turkish border that had long been rebel strongholds, and eventually pushed many of the rebels back to the besieged city of Aleppo.

Aleppo fell to Syrian government troops in December.

*Eric Schmitt, Matthew Rosenberg and Matt Apuzzo contributed reporting.*

THE DAILY STAR

August 6, 2017

## Elections in Kurdish-led areas will not divide Syria: minister

Aug. 06, 2017 DAMASCUS  
<http://www.dailystar.com.lb>

A senior Syrian government minister on Sunday dismissed as a "joke" plans by the Kurdish-led administration in northern Syria to hold elections and said they would not be allowed to threaten the country's territorial unity.

Deputy foreign minister Faisal Mekdad also said the Syrian government must eventually assert control over Kurdish-led areas, which until now Damascus has tolerated in an uneasy relationship.

"[The elections] will be a joke. Syria will never ever allow any part of its territory to be separated," Mekdad said in Damascus in an interview with Reuters and the BBC.

Syria's multi-sided conflict has turned the country into a patchwork of areas controlled by the government of President Bashar Assad, various rebel groups, Daesh (ISIS) militants and Kurdish-led groups.

Kurdish groups and their allies control swathes of the north in areas held by the U.S.-backed Syrian Democratic Forces (SDF), an alliance of



militias spearheaded by the Kurdish YPG.

At the end of July the Kurdish-led administration there set dates between late summer and January for local council and regional assembly elections in a move apparently aimed at consolidating its growing autonomy.

The Kurdish groups have carved out self-governing regions since early in the six-year conflict, but they say they are not seeking independence from Damascus.

"We believe that in the north of Syria we have Syrian citizens who will not endanger the situation in the country or move ahead to any manifestation of dividing Syria. Those who will move in those directions know what price they have to pay," Mekdad said.

When asked if the Syrian government was willing to take back control of areas now controlled by Kurdish groups he said: "It is not a matter of 'willing' it is a matter of 'must'."

"The territorial integrity of Syria will never be under dispute," he said.

Mekdad said it was the responsibility of the international community to maintain Syria's unity.

He reiterated Damascus's regular call for external countries to stop funding groups fighting in the conflict.

He also urged the United States to stop its activities inside Syria, saying he believed its actions were illegal and were costing "thousand of lives".

A U.S.-led coalition against Daesh supports the SDF with air strikes and other military assistance in its fight to oust the hard-line extremist group from Syria.

The coalition, which investigates reports of civilian deaths as a result of its campaign against Daesh in Syria and Iraq, said in early July at least 600 civilians had been killed in its air strikes in the two countries since the operation began in 2014. War monitors in Syria and Iraq put the tolls much higher. ■





Zach D. Huff  
09-Aug-2017

<https://www.forbesmiddleeast.com>

# The Kurdish Economy Is Rebounding After Three Years Of Instability

Hailed as “the next Dubai,” Iraqi Kurdistan enjoyed breakneck economic growth amid an era of stability and safety.

That was, until the so-called ISIS brought it all to a grinding halt.

New commercial towers and shopping centers began to dot the capital city, trading was set to open at the first Kurdish stock exchange, and the first ski resort had just begun selling season passes.

Kurdish Iraq welcomed 2.9 million tourists in 2013, and Erbil was named “Arab Tourism Capital” in 2014 — even though the city isn’t Arab.

Those hailing from unstable, neighboring areas with weak passports, found Kurdistan an attractive getaway. A hidden Iraq emerged, seemingly worlds away from the mayhem consuming the rest of the war-torn country.

But the ISIS advancement brought an end to many of the once ongoing developments.

Three years later and with decisive victories of the Iraqi and Kurdish forces against ISIS, confidence in Iraqi Kurdistan is coming back.

Now, one can feel the buzz generated by the return of expat workers and large companies in places like Ainkawa, the thriving suburb of Erbil. Vogue hipsters roam the city, catching the eye of international media.

Drive-throughs, like Kentucky Fried Chicken and Hardee’s, are regularly open until 2:00 AM. Reports even say that a Trump-affiliated hotel may join other recently-opened luxury lodging. In Ainkawa, it’s easy to forget you’re in Iraq.

Foreigners once skeptical of security in the Kurdistan Regional Government (KRG) now appreciate a safety record superior to Europe and the United States. Compare Erbil’s single incident two years ago with the tragic events occurring in western capitals and cultural centers like Paris, Berlin, and London.

The signs of change go beyond anecdotal impressions, though. In the southern city of Kirkuk—which Kurdish forces took over from Iraq in 2014—foreign investors have poured more than \$1 billion in the last year alone.

Once fearing instability, potential investors took notice of improvements in security, and new shopping centers and housing projects are starting in earnest for the first time.

The energy sector generates some 85% of public revenues, with around 600,000 barrels of crude oil in average daily exports. A pending deal with Russian energy giant Rosneft would turn that into one million barrels per day through a fresh \$3 billion investment.

This turn of fortune has allowed the Kurdistan region to repay 25% of debts owed to oil companies—an impressive feat in a short amount of time.

Still, the KRG is working to lessen dependency on oil—which only employs one percent of workers—and to enact austerity measures for the



The Kurdish capital of Erbil. Photo credit: Shutterstock

1.4 million government employees who comprise more than 50% of the labor force.

The volatility in oil prices and total cut of the Kurds’ share of the Iraqi federal budget was a wake-up call to a government finding itself unable to pay the massive workforce.

Once forced to seek a cash infusion from the international community, the budget deficit shrank by 99%, from \$4 billion in 2013 to just \$63 million in 2016. That same period saw the total budget reduced to only \$5.4 billion, from a comparatively plum \$10 billion.

Leading this transition, Prime Minister Nechirvan Barzani declared in a recent speech that, “In Kurdistan, we are going into the recovery phase,” and that economic diversification can help the tourism industry “replace oil and gas.”

Other new initiatives aim to also boost agriculture and manufacturing, to provide more diverse job opportunities and potential sources of revenue.

Early numbers do seem to point towards recovery: 1.6 million people visited Kurdistan in 2016—versus just 782,000 in 2015—and aggressive efforts are underway to court new foreign companies.

Newcomers to emerging markets are often deterred by onerous bureaucracy. Yet, the region’s tax and regulatory environment are surprisingly friendly to companies: corporate taxes are 15%, personal income taxes hover at just five percent, and there are no sales or VAT taxes. The region even has generous tax abatement incentives lasting for up to a decade for new projects.

“The KRG will do its best to help the private sector and have them invest here,” said Prime Minister Barzani. “I invite all local and foreign investors here to take advantage of our laws and offers, and invest.”

Compare virtually any measure of progress, and it appears the situation for the Kurds is on a long-term upswing, regardless of what happens to the rest of Iraq.

In the decade from 2003 to 2013—the end of Saddam Hussein’s reign to the arrival of ISIS—the number of schools boomed from 3,200 to 6,000, with the literacy rate jumping from 53% to 84%.

Hospitals multiplied from 22 to 125. Nearly 11,000 miles of roads were paved. Over 50,000 low-income housing units were completed, and the poverty rates in Kurdish provinces remain the lowest in Iraq.

The Kurds have already scheduled an independence referendum for this fall, with the worst of the economic, refugee and terror-related crises now behind them.

Some raise doubts whether an independent Kurdistan will be viable, yet few will dispute their now-proven adaptability to some of the Middle East’s harshest challenges. ●

*Zach D. Huff, Middle East analyst specializing in Kurdish affairs, and a part-time resident in Iraqi Kurdistan.*”

Le Monde 4 AOÛT 2017

# L'armée turque mise au pas un an après le putsch raté contre Erdogan

## Le gouvernement a remplacé mercredi les principaux chefs militaires

ISTANBUL - correspondante

**A** l'issue d'une réunion de quatre heures présidée par le premier ministre, Binali Yıldırım, mercredi 2 août, le Conseil militaire suprême (YAS) a décidé de remplacer les commandants des forces navales, aériennes et terrestres de Turquie. Le chef des forces terrestres, Salih Zeki Çolak, va être remplacé par l'actuel chef de la gendarmerie, Yasar Güler. Le commandant de la marine, Bülent Bostanoğlu, sera remplacé par le vice-amiral Adnan Özbal, et le général Hasan Küçükakyüz va prendre la tête de l'armée de l'air à la place du général Abidin Ünal. Le chef d'état-major, Hulusi Akar, un fidèle soutien du président Recep Tayyip Erdogan, a été maintenu à son poste jusqu'à la fin de sa mission, en 2019.

Le YAS se réunit habituellement chaque année au mois d'août pour décider des promotions et des mises à la retraite au sein de l'armée. La réunion de mercredi était la troisième du genre depuis la tentative de coup d'Etat attri-

buée au prédicateur en exil Fethullah Gülen. Les décisions n'ont pas encore été annoncées officiellement. Elles doivent être approuvées par le président, qui a considérablement renforcé son contrôle sur l'armée depuis la tentative de putsch conduite par des officiers factieux le 15 juillet 2016.

Juste après le putsch, le gouvernement a mis les militaires au pas, limogeant entre autres 149 généraux sur 358. Selon un rapport établi par le Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate) et rendu public le 21 juillet, la purge a touché 10 840 officiers et soldats depuis la tentative de coup d'Etat.

### Sous tutelle

A la faveur de l'état d'urgence imposé le 20 juillet 2016, l'institution militaire a été placée sous la tutelle du ministère de la défense. Les académies militaires ont été transformées en écoles nationales de sécurité, les hôpitaux militaires dépendent du ministère de la santé. Le personnel féminin a été autorisé à porter le foulard et il est question d'ouvrir les portes des établissements d'enseigne-

ment militaire aux élèves issus d'écoles religieuses. Enfin, le YAS voit dorénavant siéger en son sein les ministres de l'intérieur, de la justice et des affaires étrangères. En 2019, lorsque la réforme constitutionnelle voulue par le président Erdogan entrera en vigueur, l'état-major et les services secrets (MIT) relèveront de sa seule autorité.

Toute l'histoire de la Turquie durant ces quinze dernières années peut se résumer à une lutte sans merci des islamo-conservateurs contre la domination des militaires. Autrefois décrite dans la Constitution (et ce jusqu'en 2010) comme la « gardienne de la République turque », l'armée a longtemps régenté le pouvoir civil. Dépositaire de l'héritage de Mustafa Kemal Atatürk, le fondateur de la République laïque et unitaire en 1923, elle a pesé sur la vie politique du pays, avec trois putschs à son actif – en 1960, 1971 et 1980 – et le renversement en douceur d'un gouvernement dominé par les islamistes en 1997. Mais depuis l'arrivée au pouvoir du Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur) en 2002, les généraux ne tirent plus les ficelles.

Lors des grands procès Ergenekon et Balyoz (2007-2013), des dizaines de hauts gradés ont été accusés par des procureurs acquis à Fethullah Gülen – alors le meilleur allié de M. Erdogan – d'avoir cherché à renverser le gouvernement AKP. Bien que la plupart des charges aient été fabriquées par les magistrats gülenistes, nombre de militaires de haut

## Un journaliste français écroué

Un journaliste indépendant français a été placé en détention, mardi 2 août, par les autorités turques, qui l'accusent d'activités « terroristes » après avoir trouvé dans son ordinateur des photos le montrant en compagnie de combattants kurdes syriens. Loup Bureau, qui a notamment collaboré avec la chaîne française TV5Monde, avait été interpellé la semaine dernière à la frontière entre l'Irak et la Turquie.

rang ont alors été condamnés à de lourdes peines. Pour les remplacer, les islamo-conservateurs ont nommé des militaires loyaux, dont des adeptes de la « fraternité » Gülen.

Tout a basculé quand l'alliance de l'AKP avec le prédicateur a volé en éclats en 2013, à la suite de révélations de corruption au sein du gouvernement. Les militaires emprisonnés dans le cadre des grands procès ont été libérés tandis que des mandats d'arrêts étaient émis contre les procureurs gülenistes qui avaient instruit les affaires de corruption.

M. Erdogan fit son mea culpa le 20 mars 2015, lors de sa visite à l'académie militaire d'Istanbul: « Moi, et le pays tout entier, avons été bernés. Ces opérations [les procès Ergenekon et Balyoz] nous ont déçus. Toutes ces affaires n'étaient qu'un complot orchestré par une organisation avide de mettre la main sur la Turquie grâce à ses réseaux au sein des institutions étatiques et des médias. » ■

MARIE JÉGO

The AMERICAN INTEREST

AUGUST 7, 2017

## KURDISH CONUNDRUM

# Erdogan Hints at New Military Action in Syria

Andrew Bernard Aug 7, 2017  
<https://www.the-american-interest.com>

The Turkish intervention in Northern Syria has been at a standstill for months as the Turkey-backed Free Syrian Army isn't pressing against the Assad regime to the south and can't push east to the Euphrates so long as the Kurds have U.S. protection. But now Turkey's President Erdogan is making noise about renewed military action against the Syrian Kurds, as Reuters reports:

"We will not leave the separatist organization in peace in both Iraq and Syria," Erdogan said in a speech on Saturday in the eastern town of Malatya, referring to the YPG in Syria and PKK bases in Iraq. "We know that if we do not drain the swamp, we

cannot get rid of flies." [...]

Recent clashes have centered around the Arab towns of Tal Rifaat and Minnigh, near Afrin, which are held by the Kurdish YPG and allied fighters.

Erdogan said Turkey's military incursion last year dealt a blow to "terrorist projects" in the region and promised further action. "We will make new and important moves soon," he said.

Turkey has been steadily building up its forces along the Syrian border at various points opposite YPG-held territory, but the choice of where the Turks might strike is a difficult one. So far, the U.S. has responded by making its presence sufficiently

obvious that any Turkish incursion would meet U.S. resistance. Last month, U.S. special forces deployed to Tal Abyad, driving around the border town in trucks flying American flags and shortly thereafter appeared on social media:

Tal Abyad has been suspected as one possible incursion point because the Turks could then drive directly onto Raqqa and claim that they did it to fight terrorism. But so long as the U.S. retains a presence in Northeast Syria that seems unlikely. More troubling is the Turkish buildup around Afrin in the northwest, where there is no known U.S. presence. An attack on Afrin, which the U.S. could do little to stop, might provoke a crisis for all of Syria's Kurds, who remain the U.S.'s primary ground force against ISIS.

We've written before about how the standoff between Turkey and the Syrian Kurds will remain a tinderbox going forward. The U.S. presence and commitment to Syria's Kurds has escalated significantly under the Trump administration, even as the President has terminated support for anti-Assad rebels. So long as the U.S. maintains its presence in Syria, a crisis with Turkey can probably be averted. The question is how long the U.S. is willing to stay. ♦



# LET KURDS ESTABLISH A DEMOCRACY

**Kurdistan's independence referendum may be controversial and disputed but both sides of the political arena in the region promise a tolerant system with respect for democratic values.**

By Ceng Sagnic August 10, 2017  
<http://www.jpost.com>

**T**HE Iraqi Kurdistan region might have recently achieved a unique status in the history of the Muslim Middle East. As the regional government prepares to hold a referendum on its independence from Iraq in September, a relatively large group led by a Kurdish entrepreneur opened a counter-campaign, advocating an anti-independence agenda. The group's leader, Shaswar Abdulwahid, announced the inauguration of the campaign, titled "No for Now," in a press conference in Sulaymaniyah, the second largest city in the Kurdistan Region.

His speech was broadcast by almost every television channel in the region, including his own. The young Kurdish campaigner was recently in the United States holding private talks with American media, lobbyists and even statesmen to mobilize support for Iraq against the Kurds' referendum. He safely landed back in Kurdistan last week to officially announce his campaign to vote "No." He is not quite alone though. His fellow campaigners continue to appear on television, allegedly funded by the two ruling parties in the region, proudly vowing their support for Iraq to remain united.

A prominent Christian community leader and a Western-educated politician, Anoo Abdoka, thinks quite the opposite though. The Christian intellectual authored an article in recent days declaring that he, as a Christian, does not want to remain an Iraqi anymore. The article was widely shared in Kurdish social media circles, with unprecedented support from Christians for Kurdistan's immediate secession from Iraq to become a sovereign state. The controversial article was published only a few days before an elderly Christian woman was assaulted by sectarian thugs in Baghdad. This week, one of Kurdistan's top diplomats, Hemin Hawrami, tweeted in solidarity with the assaulted lady, inviting her to settle in Kurdistan.

In June, days after the Kurdistan Regional Government decided on its independence referendum, governor of the oil-rich and disputed Kirkuk Najmaldin Karim addressed a populous crowd in three languages commonly spoken in the city. In his speech dedicated to promoting Kurdistan's independence, Karim started with Kurdish, continued in Arabic and finally in Turkmen. The governor promised the people of Kirkuk that a prospective independent Kurdistan will belong to all Kirkukis, where there are four official languages. Kirkuk, where Kurdish Peshmerga repeatedly defeated the Islamic State in its environs since 2014, will be voting in the upcoming referendum to decide if it wants to stay in Iraq or be part of a future independent Kurdistan. Karim, Kirkuk's neurosurgeon governor, speaks three of the four official languages but promises to learn also Syriac to address the Christian community in their own language.

**I**raq's prosperous Kurdistan Region continues to cling to the demonym "Kurdistanis" since 1991 when the regional government was established under the auspices of the US-imposed no-fly zone extending from the 36th parallel northwards. Despite the common use of "Kurdish" and "Kurds" in English-language publications to define the residents of the region, none of the laws passed by its parliament ever used these words to define the people in Kurdistan. Responding to Kurdish nationalists who are often offended by the lack of references to Kurds in the government's rhetoric, all drafts of the region's never ratified constitution defined Kurdistan as the land of all its residents regardless of ethnic and religious backgrounds. Kirkuk governor Karim follows the same path in a city that is predominantly Kurdish-inhabited.

A controversial issue between the region's tiny Islamic groups and the government has been a verse in the region's anthem, "Ey Raqib." The anthem, authored by a 20-yearold poet in an Iraqi prison in 1938, reads,



"Kurdistan is our religion, credo," which is enough for Islamists to reject it. In conventions attended by the region's president and battle-hardened Peshmerga generals, representatives of Islamic parties refuse to stand up for the national anthem. In Kurdistan's neighbors Iraq, Syria, Iran and Turkey, disrespectful behavior to the national anthems of these countries is punishable by imprisonment. That being said, this is only if Iran's mullahs are kind enough to send you to prison instead of hanging you publicly for treachery, or Iraq's notorious Shi'ite militias don't raid your house to teach you a lesson on how to be a good citizen.

**I**raqi Kurdistan has been subject to a set of crises since 2013, ever since the former Iraqi prime minister Nouri al-Maliki ordered the Dijla Operations Command in Peshmerga-controlled regions to "unify" Iraq after the US withdrawal. Since 2014, the regional government has not received a single penny from the central Iraqi government despite its constitutional right to 17% of Iraq's overall annual budget. Kurdistan's Peshmerga forces fought ISIS on a front line some 900-km. long for over two years without receiving salaries because of the region's Iraqi-imposed financial crisis. The region hosts over a million Iraqi-Arab IDPs (internally displaced persons) in its cities, where the indigenous Arabic population makes up less than 5% of the population but their language is officially recognized.

Today, Iraqi Kurdistan is counting the final days for its independence referendum, set for September 25. The financial crisis is likely to continue after the vote. ISIS may recover under a different name, or re-form to attack the Peshmerga on numerous fronts again. Iranian-backed Shi'ite militias may decide to fulfill their promise to overrun Kurdistan and ignite a bloody war.

Turkey and Iran may close their borders to the region, and Iraq may close its airspace to isolate it. But these risks are not linked to independence, these are constant risks that Kurdistan has lived through since 1991 as it established a government that does not ban opposition, persecute minorities, prohibit languages or employ religious militias to enforce divine rulings with weapons provided by external powers.

Kurdistan's independence referendum may be controversial and disputed but both sides of the political arena in the region promise a tolerant system with respect for democratic values. The region's semi-autonomous government advocates for an independent state that will belong to all ethnic and religious groups where being an oppositionist will not lead anyone to prison. The much weaker opposition aligns with Iraq and Iran against independence, but does not promote the persecution of minorities, intellectuals and activists as practiced in these countries. An independent Kurdistan, free from Iraq's sectarian militias and never-ending political crises, may be seen as a valuable attempt to form the second democracy in the Middle East after Israel, and the very first in the Muslim Middle East. ●

The author is coordinator of the Kurdish Studies Program at the Moshe Dayan Center for Middle Eastern and African Studies in Tel Aviv.



# Paul Maubec

## Journaliste et écrivain



**P**aul Maubec, journaliste, écrivain et spécialiste de la question kurde, né le 13 mai 1938 à Bois-Guillaume (Seine-Maritime), est mort mardi 1<sup>er</sup> août, à Guéret, dans la Creuse. Il formait avec son épouse Edith, photographe, un rare duo de journalistes dont les reportages, les analyses et les livres étaient signés du pseudonyme commun de Chris Kutschera.

En 1969, après avoir couvert le conflit du Biafra, la guerre civile qui déchirait alors le Nigeria, ils se consacrent au Moyen-Orient. Ils seront parmi les premiers journalistes à se rendre à Oman après la chute du sultan Saïd.

Au cours des années 1970 et 1980, ils travaillent dans tous les pays de la péninsule Arabique où l'exploitation des hydrocarbures prend son essor. Ils couvrent la lutte armée en Erythrée et se ren-

**13 MAI 1938** Naissance à Bois-Guillaume (Seine-Maritime)  
**1971** Premières rencontres avec les Kurdes d'Irak  
**1979** « Le Mouvement national kurde » (Flammarion, 1979), cosigné avec Edith Maubec, sous le pseudonyme Chris Kutschera  
**1<sup>ER</sup> AOÛT 2017** Mort à Guéret (Creuse)

dent dans le pays à plusieurs reprises après l'indépendance. Mais c'est à la question kurde que le couple Chris Kutschera consacra l'essentiel de son travail.

Le premier contact a lieu dans les montagnes du Kurdistan irakien en 1971. Le chef kurde Mustafa Barzani y règne sans être inquiété par l'aviation irakienne, entouré de sa parentèle et de ses peshmergas, sur une enclave perdue

dans les reliefs accidentés des zones frontalières. Les combattants forment une guérilla montagnarde, travaillée par des allégeances tribales. Long fume-cigarette, imposant turban rouge et blanc, Barzani est un personnage charismatique qui inspire à ses visiteurs étrangers une sympathie sincère.

**Lutte pour l'autonomie des Kurdes**  
Une relation se noue. Après la révolution de 1979, les Chris Kutschera rallient les maquis de montagne des Kurdes iraniens. Dirigés par Abdul Rahman Ghassemlou, chef militaire doublé d'un intellectuel polyglotte auquel le couple de journalistes restera très lié, ils tentent d'arracher au nouveau pouvoir en place à Téhéran la reconnaissance d'une autonomie pour les Kurdes, majoritaires dans le nord-ouest du pays.

A Beyrouth, Paul et Edith Maubec rencontrent Abdullah Öcalan, chef en exil du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui se lance en 1984 dans une lutte armée meurtrière et toujours en cours contre Ankara.

Dans les années 1980 pendant l'état d'urgence au Kurdistan de Turquie, ils parcourent le pays kurde en se faisant passer pour un couple de touristes afin de rendre compte du sort des populations qui subissent alors une véritable occupation militaire.

Bien que le travail du couple ait été publié au fil des années par plusieurs grands quotidiens internationaux, une multitude de magazines français et plusieurs publications académiques, il ne se départit jamais d'une certaine précarité, condition nécessaire d'une liberté à laquelle ils étaient l'un et l'autre très attachés.

*Le Mouvement national kurde* (Flammarion, 1979), une somme historique, signée Chris Kutschera, sur les premières décennies de lutte politique et militaire des Kurdes reste un ouvrage de référence.

Le savoir encyclopédique du couple attirait dans leur appartement parisien, aux murs couverts jusqu'au plafond de livres d'histoire et de récits de voyage, journalistes, chercheurs ou simples voyageurs venus écouter les souvenirs et les conseils toujours prodigués avec générosité et bienveillance.

Après 2003 et la chute de Saddam Hussein, Paul et Edith Maubec se sont rendus régulièrement au Kurdistan irakien, dont l'autonomie

était désormais reconnue. En 2014, le conflit contre l'Etat islamique ouvre une nouvelle phase historique et le couple est de retour. Agé de 76 ans, affaibli par la maladie de Parkinson qui affectait sa mobilité, mais animé par une passion intacte pour le sujet auquel il avait consacré sa vie, Paul Maubec se rend sur le front avec les peshmergas kurdes irakiens pour ce qui sera son dernier reportage.

Ces dernières années, Paul Maubec a assisté son épouse dans la constitution d'archives photographiques du monde kurde en numérisant des documents recueillis auprès de sources publiques et privées à travers le monde. Edith, la photographe du couple Kutschera, continue à se consacrer à ce projet avec pour impératif de transmettre cette mémoire kurde en images dont le couple était, au fil des années, devenu le dépositaire. Malgré la disparition de Paul Maubec, l'œuvre kurde de Chris Kutschera se poursuit. ■

ALLAN KAVAL

# The case for Kurdistan

Shlomo Ben-Ami 8 Aug 2017  
<https://www.aspistrategist.org.au>

The Kurds—who occupy a mountainous region that includes portions of Armenia, Iran, Iraq, Syria, and Turkey—are the largest ethnic group in the world without a state to call their own. It is time to change that.

The Kurds have been making bids for statehood—and having them brutally suppressed—since the early 20th century. But there is a strong case for the United States, in particular, to work towards securing a homeland for the Kurds—a case buttressed by Kurdish militias' indispensable contribution to defeating the Islamic State.

To be sure, the establishment of a 'greater Kurdistan' that includes all areas where the Kurds comprise a majority remains impossible. If internal Kurdish politics were not enough to prevent such an outcome, geostrategic constraints certainly would be.

Kurdish independence is particularly implausible in Turkey. The Kurds' main representative in that country, the Kurdistan Workers' Party (PKK)—which champions a distinctly secular, Marxist brand of nationalism—has been fighting the Turkish government for decades. But, the government, led by President Recep Tayyip Erdoğan, has not wavered in its commitment to preventing the establishment of a Kurdish state, to the point that even the PKK's founder, Abdullah Öcalan, now favors a resolution that falls short of independence.

Erdoğan's commitment to ending the PKK's quest is so strong that he is also working to prevent Syria's Kurds from leveraging sovereignty from their military gains against ISIS. He fears that Kurdish success in Syria would inspire Turkey's Kurds to revive their own fight for statehood in the country's southeast. This fear of nationalist spillover has driven Erdoğan's campaign to create a buffer zone along the Turkish border that extends well into the territory now controlled by Syrian Kurds.

But the Kurdish community in Iraq, represented by the Kurdistan Regional Government, has a real shot at statehood. The KRG is a quasi-sovereign entity overseeing an efficient military and an independent economy. Although it is plagued by cor-



ruption and cronyism, like every other political organisation in the region, the KRG represents the only truly functional government in Iraq, presiding over the country's most peaceful and stable areas.

The strength of the KRG's position is not lost on its leaders. The ruling Kurdish Democratic Party plans to hold a referendum on independence this September. Yet even a resounding call for secession will not be enough to achieve success. For that, the US must throw its weight behind the pro-Western KRG and offer resolute support for the independence effort.

After 14 years of failed military intervention in Iraq, the US should recognise that 'a unified, stable, democratic, and federal Iraq', as a State Department spokesperson recently put it, is a chimera. Since the US-led invasion in 2003, Iraq's political system has become highly polarised along sectarian lines, with the ruling Shia majority marginalising the Sunnis, including the Kurds. Indeed, Sunni exclusion was a key reason for the rise of ISIS.

Today, Iraq is effectively an Iranian trusteeship, not a US ally. To the dismay of the Kurds and other Sunni Iraqis, Shia militias controlled by the Iraqi and Iranian governments, such as Hashd al-Shaabi, are filling much of the void left behind by ISIS.

As the experience in Yugoslavia showed, when ethnic or religious cleavages explode, the most effective path to peace may well be separation. And a Kurdish state has a real chance of thriving; an independent Kurdistan could manage to combine natural-resource wealth with a tradition of

stable and pragmatic governance, thereby creating a sustainable democracy. This would amount to a win for pro-Western forces in the Middle East.

Even Turkey may be willing to accept such an outcome. The US and Turkish governments agree on distinguishing the Kurds in Iraq from those in Turkey, for whom statehood is not an option. In fact, Turkey has strong relations with the KRG—bilateral trade has lately been expanding, and KRG oil pipelines extend into Turkish territory—because Erdoğan's government views it as a counterweight to Turkey's PKK.

Moreover, now that President Donald Trump, by ending US military support for Syria's anti-government rebels, has effectively handed the country over to Russia and Iran, Sunni-led Turkey needs a strategic buffer against Shia-led Iraq and Syria more than ever.

As it stands, the Trump administration—not to mention Iraq's national government, led by Prime Minister Haider al-Abadi—claims that the Kurdish referendum, let alone secession, would destabilise Iraq. Some argue that it might even drive voters to choose a more radical Shia government in next year's elections—one that would be far less accommodating towards the Kurds.

But, with US backing, such an outcome could be avoided. In fact, it is in America's own interest to build a true Sunni alliance that includes an independent Kurdistan. The Palestinians, who have also spent far too long on the losing side of the Middle East's strategic game, could enrich such an alliance further.

The Trump administration is eager to contain the influence of the Russia–Iran–Hezbollah axis in the Middle East. But it cannot achieve this objective by simply offering more arms to Saudi Arabia or its Sunni proxies. Respecting the yearning of disenfranchised and oppressed peoples—beginning with the Kurds—for freedom, democracy, and competent governance remains vital for a durable Western imprint on the region's future. ♦

*Shlomo Ben-Ami, a former Israeli foreign minister, is vice president of the Toledo International Center for Peace. He is the author of Scars of war, wounds of peace: the Israeli–Arab tragedy. This article is presented in partnership with Project Syndicate © 2017. Image courtesy of Pixabay user ErikaWittlieb.*



## Turquie : deux soldats tués dans un attentat dans le sud-est

Ankara, 12 août 2017 (AFP)

**DEUX SOLDATS TURCS ont été tués samedi dans l'explosion d'une bombe artisanale déclenchée par des séparatistes kurdes dans le sud-est du pays, a rapporté l'agence progouvernementale Anadolu.**

L'explosion a été déclenchée lors du passage d'un véhicule militaire dans la province de Batman, explique l'agence, attribuant cet attentat aux militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), une organisation classée "terroriste" par Ankara et ses alliés occidentaux.

La Turquie était par ailleurs en deuil samedi après la mort d'un adolescent de

15 ans, Eren Bülbül, tué par des militants du PKK vendredi soir à Trabzon, dans le nord-est du pays, selon les médias locaux. D'après eux, Eren était parti prévenir les autorités que des combattants kurdes étaient présents lorsque ceux-ci l'ont abattu.

Les télévisions nationales ont diffusé en direct samedi après-midi la cérémonie de son enterrement, à laquelle a assisté le ministre de l'Intérieur, Süleyman Soylu.

Les dirigeants des principaux partis politiques ont condamné cet acte et le mot-dièse "heureusement que tu es là Eren" était parmi les plus partagés en Turquie.

Le sud-est de la Turquie est en proie à des violences quasi-quotidiennes depuis la reprise du combat entre le PKK et Ankara après la rupture, à l'été 2015, d'un fragile cessez-le-feu visant à mettre fin à un conflit qui a fait plus de 40.000 morts depuis 1984. ●





August 10, 2017

## Barzani: Iraq's chance of unity is gone and Kurds aren't to blame

By Rudaw.net 10/8/2017

**ERBIL, Kurdistan Region**—Iraq has missed the only guarantee of keeping itself together and the country united by violating its own constitution and practicing a kind of policy that has estranged all ethnic and religious groups, including the Kurds, says Kurdistan Region President Masoud Barzani.

"The State of Iraq is divided in reality and the basis of partnership and constitution have ended," said Barzani in interview with the London-based al-Hayat newspaper. "A sectarian war is going on and the state has no soverei-

gnty and the Kurdistan Region is not responsible for what Iraq has come to."

"On the contrary, we consider the independence of Kurdistan a solution to the problems and turmoil. Iraq's non-commitment to the constitution and wrong policies is what targeted the unity of Iraq."

"The constitution was the sole guarantee for Iraq's unity and with its violation the chance to preserve it is gone."

Barzani said that the Kurds want to choose their own future through a referendum and avoid repeating the bitter experiences of the last century.

"The decision on referendum and going in the direction of independence is

a peaceful process and far from violence and its ultimate goal is prevention of new disasters and wars," Barzani said.

"We are not for war, but for brotherhood and friendship."

The Kurdish president reassured Kurdistan's neighbors that a Kurdish state won't be a threat to them, but a force for good in the region.

"We have called for a referendum and detailed the causes that led to this step," Barzani told the Arabic newspaper. "We don't want to repeat the failed experience of the last hundred years with Iraq which was filled of tragedies. The neighboring countries must understand this and we've explained to them

that we are a force for stability and security in the region."

"Our referendum does not mean war against any neighboring country. We seek good relations with them especially Turkey."

Barzani insisted that only the Kurdish people had the right to set the timing for a referendum and that suggestions that the current timing was not right were unreasonable.

"As regards the timing of the referendum, the Kurdish leadership has made that decision and there is no turning back," he said.

"The referendum is a legitimate right of our people which must be implemented as soon as possible for the world to see the will of our people."

"If some of them say the timing isn't right, we shall ask them when is the right time? If we wait for others to choose the time it will never be. Only the people of Kurdistan can decide the timing." ■



August 9, 2017

## Barzani: Baghdad wants Erbil to withdraw to pre-2003 borders

By Rudaw 9/8/2017  
<http://www.rudaw.net>

**ERBIL, Kurdistan Region** — Baghdad wants the Kurdistan Region to withdraw from disputed areas and return to pre-2003 borders between the autonomous region and Iraq, said Kurdistan President Masoud Barzani, vowing that the Peshmerga will not retreat from any areas that were taken with the blood of fallen soldiers.

"This is their plan. They say you should go back to the green line," Barzani said, referring to the line that separated Peshmerga from the army of Saddam Hussein before the US-led invasion of Iraq in 2003.

This line "was not the border of Kurdistan," Barzani told a gathering of Muslim clerics in Erbil on Wednesday.

The pre-2003 borders exclude disputed areas such as Kirkuk, Khanaqin, Tuz Khurmatu, Makhmour, and Zumar from the Kurdistan Region.

During the war against ISIS, the Region has increased its territory by at least 40 percent, bringing many of these disputed areas under its de facto control after the Iraqi army withdrew in the face of advancing ISIS militants.

Barzani said that Erbil has been given only two options when it comes to the disputed, or Kurdistan, areas claimed by both Erbil and Baghdad: retreat or stay. He said Erbil refuses the first, while the latter may lead to military confrontation.

"If you retreat, how can you say that to the faces of the families of the martyrs? If you stay, you will face a war," Barzani said.

Kurdistan has lost more than

1,700 Peshmerga since the beginning of the war against ISIS.

Barzani said that the planned independence referendum can work as a peaceful tool to settle outstanding issues between Erbil and Baghdad.

He reminded attendees that "the culture" of resorting to military means to resolve the Kurdish issue has not changed in Baghdad after decades of genocide against Kurds at the hands of the Iraqi government. He used the example of a 2008 incident in Qaratapa, near Khanaqin.

At that time, he said, the Iraqi army had asked the Peshmerga to deploy troops to the area to clear it of terrorists. The Peshmerga carried out the task during which they lost 18 soldiers and sustained 46 injuries.

The agreement between the Iraqi army and the Peshmerga was that



the Kurdish force would withdraw after the military operation.

Barzani said that while the Kurds expected appreciation for their service, instead they received a message from the Iraqi army telling them they had 24 hours to leave the area or face a military confrontation.

"The bell rang for me then," Barzani said, insisting that Iraq has failed to work as a country with Kurds on an equal footing.

Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi said last month that he would not "deploy tanks" to the Kurdistan Region in response to the referendum this fall, despite the vote being "unconstitutional, illegitimate." ■



13 août 2017

## On se bat pour chaque mètre: des Kurdes irakiens résolus à évincer Daech de Hawija

13.08.2017e  
<https://fr.sputniknews.com>

Des grands drapeaux de Daech flottent dans les airs au-dessus de la ville irakienne de Hawija, mais les Kurdes promettent de se battre jusqu'à la fin: ils délogeront les terroristes de cette zone, martèle le commandant Hussein Yazdan Bana que Sputnik a rencontré aux abords de cette ville qui vit sous le joug de

Daech.

La ville de Hawija reste depuis plus de trois ans sous le contrôle de Daech, ainsi que ses alentours dans la province de Kirkouk. Hawija est aujourd'hui l'un des principaux fiefs des djihadistes en Irak, mais les unités kurdes sont sûres qu'elles mettront bientôt un terme au règne de Daech dans la zone. Sputnik s'est rendu sur place pour se rendre compte de l'atmosphère et de la détermination des troupes.

«Nous insistons sur sa [de la province, ndr]

libération complète et nous n'allons laisser aucun mètre sous leur contrôle [de Daech, ndr]», a déclaré le commandant des unités de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), Hussein Yazdan Bana.

La zone est riche en pétrole et abrite plusieurs raffineries. En outre, Daech profite de l'emplacement de la ville qui assure la liaison entre Tikrit et Baiji, d'où l'on peut atteindre Mossoul et les frontières syro- et turco-irakiennes.

➤ Bien que l'opération de libération de la province de Ninive ait été annoncée en 2016 et que plusieurs villes dans les alentours aient été libérées, Hawija reste sur la triste liste des villes encore contrôlées par les terroristes. En juillet, Daech a choisi Hawija pour y installer son QG après qu'il a été délogé de Mossoul.

«La distance entre les forces peshmergas concentrées ici et celles de Daech devant nous, à droite et à gauche, est d'entre 1,5 et trois kilomètres», précise le commandant, dont les troupes sont chargées de protéger les limites du district de Hawija.

Pendant que les unités de l'UPK s'activaient, les djihadistes posaient des mines afin de limiter leur déplacement. Les combats acharnés lors des opérations de libération de la chaîne montagneuse de Bative, au nord de Hawija, baptisées Scorpion 1, 2 et 3 ont démontré le caractère stratégique de la zone tant pour les Kurdes que pour Daech.

La tactique des terroristes est dangereuse pour les combattants kurdes et pour les habitants civils: «Ils ont adopté une nouvelle méthode d'attaquer par petits groupes, ils réussissent à se cacher et à apparaître à Kirkouk, Douzb et dans des villages environnants pour y perpétrer des attaques-suicides», explique M.Bana.

Après la libération de Mossoul, le Premier-ministre irakien Haïder al-Abadi a affirmé que l'armée allait bientôt s'attaquer à Hawija avec la même détermination. «Le bassin de Hawija comprend la ville elle-même, quatre banlieues et 500 villages, tous sous le contrôle du groupe terroriste», indique le commandant, ajoutant que de nombreux habitants des villages ont préféré quitter leurs maisons. Les peshmergas les ont aidés à trouver refuge.

*«Tous ceux qui sont restés dans les villages devant nous, ce sont les djihadistes», poursuit-*

il.

En cela, le commandant soutient pleinement la tenue du référendum sur l'indépendance du Kurdistan irakien, prévu pour le 25 septembre, en dépit des critiques de Bagdad et ses alliés, Washington et Téhéran.

L'offensive de l'armée irakienne visant à éliminer les djihadistes de Daech de la province de Ninive et de sa capitale, Mossoul, a été lancée en octobre 2016. Les troupes gouvernementales étaient appuyées par des milices populaires et l'aviation de la coalition internationale dirigée par les États-Unis.

Le 9 juillet, le commandant adjoint de l'unité de lutte antiterroriste, le lieutenant-général Abdel Wahab al Saidi, a hissé le drapeau irakien au-dessus du dernier repaire des terroristes dans la vieille ville de Mossoul, ce qui signifie la complète libération de la rive occidentale du Tigre. ♦



August 9, 2017

## SDF shell positions of Turkey-backed rebels in response to attacks on Kurdish district northwest Syria

August 9, 2017 Kurdish Region, Syria  
<http://aranews.net>

The Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) on Tuesday shelled positions of the Turkey-backed rebels in the Kaljibrin town in northern Aleppo.

The offensive comes in response to ongoing attacks by the Turkey-backed Syrian rebels on the Kurdish district of Afrin, northwest of Aleppo.

"The Syria Democratic Forces shelled areas in Kaljibrin town in the northern countryside of Aleppo, causing material damages," the Syrian Observatory for Human Rights said.

The SOHR reported last night that the Turkish Forces shelled places in Raju area located in Afrin countryside.

"Several injuries were reported as a result of the shelling. It should be noted that the area has been wit-

ness-ing during the past few weeks shelling by the Turkish Forces and their backed factions targeting areas in Afrin countryside and SDF-controlled areas in the northern countryside of Aleppo," the observatory reported.

Simultaneously, the SDF shelled rebel-controlled areas in the northern countryside of Aleppo, leaving dead and injured in most of the shelled areas.

The Turkish government has threatened to launch the Euphrates Sword operation in order to surround Afrin canton, which is held by the Kurdish People's Protection Units (YPG).

The Turkish President Tayyip Erdogan on Saturday threatened to attack the Kurds in Afrin (also known as Efrin).

"We will not leave the separatist organization in peace in both Iraq and Syria," Erdogan said, in reference to the YPG. ●



*Kurdish fighters of the YPG [leading SDF member] in Afrin bid farewell to comrades killed during clashes against ISIS. Photo: ARA News*



August 8, 2017

## Ankara Confirms its Readiness to Respond to any Move in Syria's Afrin

Saeed Abdelrazek / August 8, 2017  
<https://englishaawsat.com>

Ankara - Turkey has confirmed that it would respond immediately to any action or attack against it from the Syrian city of Afrin, which is under the control of the Syrian Kurdish Democratic Union Party (PYD) and its military arm People's Protection Units (YPG), or against any other area on the Syrian side.

Turkish Deputy Prime Minister Bekir Bozdag said in an interview with media representatives in Ankara Monday that his country did not and will not hesitate to take any steps that would preserve its national security "when it is necessary."

Turkey is directly concerned with the developments and unrest behind its southern border, and no one should expect it to ignore what is happening in its



*Turkish Deputy Prime Minister Bekir Bozdag. (AP)*

vicinity, especially that it shares a 910 km border with Syria, Bozdag added.

His statements came only two days after Turkish President Recep Tayyip Erdogan opened the door again to the possibility of Turkey repeating operations similar to the Euphrates Shield in northern Syria to prevent what he called a "terrorist state" in

areas controlled by Kurdish militias.

Reports have repeatedly tackled "Saif al-Furat" (Euphrates Sword) operation in which Turkey is preparing to implement along with factions loyal to the Free Syrian Army in order to surround Afrin and expel Kurdish militias to the east of the Euphrates River.

Meanwhile, Bozdag reiterated his country's rejection of the support provided by Washington to the Kurdish YPG and supplying them with weapons in the pretext of relying on them in Raqqa operation and the fight against ISIS.

He said that the US resorting to cooperation with the Kurdish militias to confront the ISIS terrorist organization is a "grave" mistake.

Regardless of the tactical motives, Bozdag noted, fighting ISIS with the help of another terrorist organization is a great mistake.

The United States continues to supply the SDF Alliance with arms as it considers it an ally and relies on it in the war against ISIS and in liberating Syria's Raqqa city.

The US confirmed that the majority of the weapons are sent to the Arab forces participating in the alliance, but the armaments do not include heavy weapons or tanks. ♦



# Influential Arab tribes lend support to Kurdish independence bid

By Rudaw.net 9/8/2017

Since the Kurdistan Region announced in June that it will be holding an independence referendum in September most of the ethnic and religious minorities in Kurdistan have expressed support for the project.

Among them Arab tribes living on the fringes of the Kurdistan Region and in areas where they share land with the Kurdish region.

Kurdish President Masoud Barzani, who announced the referen-

ce, has since reassured non-Kurdish minority groups that a Kurdish state will be home to all as it has always been a place of religious freedom.

On Tuesday, Barzani met with Sheikh Anwar Ahmad Ajil, the chief of the al-Shammar, one of Iraq's largest tribes.

A statement from Barzani's office said that the Arab sheikh and his delegation lauded the Kurdish president and the Peshmerga forces for their



President Masoud Barzani met with Sheikh Anwar Ahmad Ajil, the chief of the al-Shammar, one of Iraq's largest tribes on Tuesday in Erbil. Photo: KRP

contribution to the fight against ISIS in their areas and for the safe atmosphere created for all peoples in the Nineveh province.

In recent days many Arab tribes have asked for Peshmerga presence in their areas to guarantee safety and some have urged the Kurdish election

commission to include them in the planned September referendum.

In the town of Jalawla last week, members of various communities, including Arabs and Turkmen aired support for an independent Kurdish state which they believed would give them a bright future. ■



August 9, 2017

# Barzani says Turkmens of Tal Afar loyal to Islamic State

by Mohamed Mostafa Aug 9, 2017  
www.iraqinews.com

Baghdad — Kurdistan Region's President Masud Barzani has said that most of Sunni Turkmen citizens in Nineveh's Tal Afar are loyal to the self-proclaimed Islamic State.

Barzani's remarks on Wednesday to Saudi newspaper AlHayat come as the Iraqi Cabinet and the military command prepare for an invasion of the outstanding Islamic State stronghold town which the group has held since 2014.

"Those who remained in Tal Afar are Sunni Turkmen, and a majority of them cooperated with Daesh (IS)," Barzani told the newspaper. He, however, said he hopes the town would be libera-

ted with the least losses possible among civilians

Asked about the participation of Shia-led, pro-government paramilitary troops- Popular Mobilization- in the Tal Afar battle, Barzani said his government had a conviction from the beginning that the operation should be exclusively carried out by the government forces.

"There had been fears of actions of revenge against innocent children and women that could complicate things further," Barzani said. "Tal Afar is located outside the region (Kurdistan) and we believe it is necessary that the Iraqi army takes on the liberation of that region."

Prime Minister Haider al-Abadi had recently said that Tal Afar was the next target of opera-



tions against IS with the participation of the mobilization forces. The mobilization forces' engagement in the anticipated campaign had been a point of controversy, with opponents, including regional Sunni powers like Turkey and Saudi Arabia, saying the step could have sectarian complications.

Mobilization forces, formed in 2014 as per a decision by Iraq's Shia clergy to combat IS, have regularly faced accusations of committing human rights violations at areas recaptured from IS. Abadi has regularly defended the troops. ◆



# Erdogan évoque une opération turco-iranienne contre les rebelles kurdes

Istanbul, 21 août 2017 (AFP)

UNE OPÉRATION conjointe de la Turquie et de l'Irak contre les rebelles kurdes qui disposent de bases arrière en Irak est "toujours à l'ordre du jour", a déclaré lundi le président turc Recep Tayyip Erdogan.

La déclaration du chef de l'Etat intervient après la visite la semaine dernière à Ankara du chef d'état major iranien Mohammad Bagheri, au cours de laquelle les deux pays ont discuté de la lutte contre les rebelles kurdes.

"Une opération commune avec l'Irak contre ces organisations terroristes est toujours à l'ordre du jour", a déclaré le président turc, faisant allusion au Parti des travailleurs du Kurdistan turc (PKK) et au Parti pour une vie libre au Kurdistan (PJAK), un parti kurde iranien qui lui est affilié, tous deux ayant des bases arrière en Irak.

Selon le quotidien Türkiye, l'Irak a fait lors de la visite de son chef d'état major une "proposition surprise" à la Turquie, sur le lancement d'une opération contre les rebelles kurdes à Sinjar et à Qandil, dans le nord de l'Irak.

Interrogé sur les affirmations de ce journal au cours d'une conférence de presse avant son départ pour une visite en Jordanie, M. Erdogan a confirmé la tenue de discussions à ce propos.

"Nous pensons que si nos deux pays coopèrent, nous pouvons atteindre des résultats beaucoup plus rapidement", a déclaré le chef de l'Etat, sans autre détail. Les violences entre Ankara et le PKK, une organisation classée "terroriste" par la Turquie et ses alliés occidentaux, ont repris à l'été 2015 après un court cessez-le-feu.

Outre de violents combats dans le sud-est de la Turquie, Ankara mène régulièrement des opérations ponctuelles contre les bases arrière du PKK dans le nord de l'Irak.

Ankara a longtemps déploré que Téhéran ignore ses appels à une opération commune contre les rebelles kurdes.

Le général Bagheri a affirmé lundi que les deux pays se sont également mis d'accord pour renforcer les contrôles à leur frontière commune, alors que la Turquie a annoncé il y a deux semaines le début de la construction d'un "mur de sécurité" à sa frontière avec l'Irak.

"Les actions de la Turquie et de l'Irak se complètent dans ce domaine", a estimé le général Bagheri selon les médias iraniens. "Nous sommes arrivés à de bons accords pour empêcher le passage des terroristes de part et d'autre de la frontière".

Les deux pays ont également réitéré leur opposition à la tenue d'un référendum d'indépendance au Kurdistan irakien le 25 septembre.

Un tel changement géographique "peut provoquer des tensions et des affrontements à l'intérieur de l'Irak et cela ne se limitera pas à ce pays", a déclaré M. Bagheri. "L'insécurité se propagera aux pays voisins notamment en Iran et en Turquie, ce qui est inacceptable." ●



# Not all Kurds on board with Kurdish independence vote

Some residents of Sulaimaniyah are fed up with the Iraqi Kurdistan government's poor management of the economy and may take their frustration out in the upcoming independence referendum.



Fazel Hawramy  
August 10, 2017  
/www.al-monitor.com

**S**ULAIMANIYAH, Iraq — The majority of Kurdish parties agreed June 7 to hold a referendum for independence in September. While outside pressure to stop the controversial referendum has been constant, the deadliest blow might, however, come from within. Ordinary Kurds, in particular those in Sulaimaniyah, are angry about the government's mismanagement of the economy, and many appear ready to express their dissatisfaction in their approach to the referendum.

Over the last two months, Al-Monitor has spoken with several dozen people, primarily in Sulaimaniyah, to gauge their views on the upcoming referendum. Those interviewed include police officers, teachers, peshmerga, shopkeepers, taxi drivers and civil servants, the overwhelming majority of whom reject the referendum outright. They consider it a ploy by the current leadership to distract attention from its failure to efficiently run the government and manage the economy for the last 25 years, since the establishment of the Kurdistan Regional Government (KRG) in 1992.

Sulaimaniyah, nestled between several mountain ranges, is the largest province in Iraqi Kurdistan, the other two being Dahuk and Erbil. Sulaimaniyah is home to around 2 million of the region's total indigenous population of 5.2 million people. The anger and frustration among them is palpable.

"Why should I vote yes in the referendum?" Shaho Mahyaddin, a father of two, asked rhetorically. "After 17 years of being a traffic police officer, what do I have? No electricity. No water. I have no house or investment. I have nothing. The only thing I had was my salary [\$980 a month], but over the last two years, they have cut it by more than 30%. How can I feed two children on that amount?"

**R**eeling from low oil prices, the KRG last year resorted to cutting the salaries of public sector employees — a bloated 1.4 million-person workforce — by up to 65% to counter the economic meltdown. The move had serious adverse effects for the economy, including a decline in purchasing power. Traders in the bazaar, already hit hard by the economic crisis, are now also worried about the possible impact of the upcoming referendum.

"People are buying only essential goods, such as flour and rice, because they are worried about the day after the referendum," said Dashtawan, an assistant in a shop selling kitchen wares. "This July was the worst month in terms of trading in the bazaar for me, even worse than when Daesh attacked," referring to the Islamic State offensive in summer 2014. Dashtawan said that with only few exceptions, the majority of the people he knows in the bazaar are angry about the economy and are very likely to vote no at the polls.

"We have had this business since 1953, but it has never been this bad," said Najat, who has worked in his father's tea house in Sulaimaniyah's main bazaar since he was 15. Najat said his business has been in decline for the last three years, since Baghdad and Erbil began having serious disputes.

"I used to sell about 400 teas per day, but now it is around 120," said Najat, as he poured tea for the only customer in the little tea house. "Despite this, I will vote yes in the referendum, because this is a once-in-a-lifetime chance, and we should not miss it."

Many civil servants have spent their savings since early 2014, when Baghdad refused to disburse Kurdistan's share of funding in the national budget, and salaries were cut. With no social security net, many residents are anxious about the negative impact of the referendum. Teachers are one group that has been particularly hit by the financial crisis, with cuts to their salaries of almost 70%.

"I will go to the polls, and I will mark a resolute no," said Nesar, a primary schoolteacher from Halabja who has taught for 18 years. "The government has slashed my salary of \$900 by 65%." When Al-Monitor asked



Protesters, most of them schoolteachers, demonstrate against the Kurdistan Regional Government for delays in paying their salaries, Sulaimaniyah province, Iraqi Kurdistan, Sept. 27, 2016. REUTERS/Ako Rasheed

whether he would vote yes if the government reinstated his salary, he responded, "No, because I have no trust whatsoever in the current leadership."

It is ironic that under the British and other regimes in Iraq, the people of Sulaimaniyah have always been rebellious, including at the forefront of the independence movements, but 25 years of Kurdish rule have turned them against a referendum for independence. During parliamentary elections in September 1930, the Kurds of Sulaimaniyah called on the British government, which held the League of Nations mandate over Iraq, to allow them to create an independent state as a British protectorate so they would not be at the mercy of an Arab king in Baghdad.

**W**hen the Sulaimaniyah Kurds realized the futility of their effort, anger grew toward the British and what the Kurds saw as their betrayal. Rejecting Baghdad Arab rule, they poured into the streets while most of the rest of Kurdistan remained silent. By the end of election day, 14 residents were dead and many more wounded, killed or injured at the hands of British and Iraqi forces.

In the second half of the 20th century, the people of Sulaimaniyah rebelled several more times. Ordinary Kurds were only too happy to name their children after a famous peshmerga commander or a battle that the peshmerga won against the Iraqi army. They have supported the peshmerga with whatever they could, but many are now scratching their heads and looking for answers to what went wrong. These days it is difficult to mention the name of a certain former peshmerga commander turned politician and not elicit a curse from the average Kurd. The people today despise or have no patience for their Kurdish rulers.

"The main problem is the trust between the public and the political elite," said Abdulbaset Ismail, who fought for four years as a peshmerga commander against the Iraqi army in the 1980s. "We fought to free the Kurds from the yoke of the Iraqi state, but I never thought we would create this mess."

Ismail, whose nom de guerre in the mountain was Halo Soor, is driving a taxi these days in Erbil and has difficulty making ends meet. He had commanded a unit of 26 peshmerga in the mountains, 24 of whom lost their life fighting the Iraqi army in the pursuit of Kurdish independence.

"Don't get me wrong. I am all for independence, but not under the banner of these thieves," Ismail said. Asked if he would vote on Sept. 25, he replied, "I'd rather cut off my index finger than vote in the referendum."♦

Fazel Hawramy is an independent journalist currently based in Iraqi Kurdistan. Twitter: @FazelHawramy

# Is Barzani backing away from independence referendum?

**Iraqi Kurdistan's president expects "guarantees and alternatives" from Washington**



Week in Review  
August 12, 2017  
www.al-monitor.com

No surprise for readers of Al-Monitor, including readers of this column last week, that Iraqi Kurdistan's President Massoud Barzani may consider stepping back from holding a referendum on Iraqi Kurdish independence previously scheduled for Sept. 25.

In a telephone call Aug. 11, US Secretary of State Rex Tillerson commended Barzani on negotiations between Erbil and Baghdad on "outstanding issues" and asked him to postpone the referendum. Barzani responded that by doing so he "would expect guarantees and alternatives for their [the Iraqi Kurds] future."

Barzani has not yet made a decision to call off the referendum as this column goes to press. Hoshiyar Zebari, a close adviser to Barzani, said, "The date is standing, Sept. 25, no change," after the call with Tillerson, according to Reuters.

Fazel Hawramy writes that while international opposition to the referendum has been overwhelming, "the deadliest blow might, however, come from within. Ordinary Kurds, in particular those in Sulaimaniyah, are angry about the government's mismanagement of the economy, and many appear ready to express their dissatisfaction in their approach to the referendum."

Hawramy also reports that pressure from Iran to postpone the referendum intensified in recent weeks, including a "secret" visit by an Islamic Revolutionary Guard Corps Quds Force delegation to Erbil on July 30, soon after contentious meetings between Patriotic Union of Kurdistan leaders and Iranian officials in Tehran earlier in the month.

Iraqi cleric Muqtada al-Sadr raised the topics of the Iraqi Kurdish referendum and support for a "unified Iraq" with Saudi Crown Prince Mohammed bin Salman in Riyadh on July 30. That visit, as reported by Hamdi Malik, was "part of Sadr's efforts to keep a balance in his relations with neighboring countries in a bid to ease sectarian tensions in Iraq and strengthen his position as an Iraqi leader." Ibrahim Malazada reported last week on Sadr's and other Iraqi clerics' opposition to the referendum.

While originally envisaged as a means to maximize leverage in negotia-



*Iraq's Kurdistan Region President Massoud Barzani (C) sits during his meetings with clerics and elders from the cities of the Kurdistan Region in Erbil, Iraq, Aug. 9, 2017. REUTERS/Azad Lashkari*

tions with Baghdad, the referendum instead has revealed the limits of support for Iraqi Kurdish independence among the region's allies. In a recent report for the Carnegie Endowment for International Peace, Al-Monitor columnist Denise Natali summarizes the dilemma for the Kurdistan Regional Government (KRG): "Despite an intense lobbying campaign in Washington, DC, and Europe, the KRG has failed to gain key regional and international actors' official support for the referendum or Kurdish secession. Governments and institutions may affirm the Kurds' right to self-determination, like all peoples of the world, and recognize the significant contributions that the Kurdish peshmerga have made to the fight against the Islamic State. Yet they remain committed to Iraq's territorial integrity and state sovereignty. Even the US Congress — where Iraqi Kurds enjoy important influence — has conditioned future military support to the Kurdish peshmerga on the KRG remaining part of the Iraqi state."

Barzani has provided inspired leadership during Iraqi Kurdistan's most challenging periods. He has also been a reliable and effective ally in US efforts to combat the Islamic State and battle terrorism in the region. Washington has every interest in providing "guarantees and alternatives" so Barzani does not lose face with his people and the region if he agrees to the US request to postpone the referendum. But the United States has shown that it will take no steps that compromise a unified Iraq — a hard and fast position Washington shares with Brussels, Moscow and Ankara, as well as with Tehran and Damascus.◆

## Ankara Using Energy Agreements to Stop Kurdish Independence Referendum

Saeed Abdelrazek August 11, 2017  
https://english.aawsat.com

Ankara – Ankara announced on Thursday that the Iraqi Kurdistan Region's insistence to hold an independence referendum will harm cooperation in the energy sector with Turkey.

Minister of Energy and Natural Resources Berat Albayrak said during a television interview that the "whole of northern Iraq" will pay

the price for the Kurdish region's decision to go to polls.

Going back on the decision to hold the referendum will be a "safe step," he added.

The government of the autonomous region of Kurdistan had announced in June that it will hold an independence referendum on September 25, ignoring warnings from several countries, including Turkey, that this will spark a dispute with Baghdad.

President of Iraqi Kurdistan Masoud Barzani voiced on Wednesday his commitment to holding the vote on time, adding that Baghdad failed to establish real partnership with the Kurds.

The decision to hold the referendum was issued by the political leadership in the autonomous region and not a single party, he stressed.

Turkey and Iraqi Kurdistan signed an energy agreement in 2014 that sees energy resources extracted from Kurdistan travel through neighboring Turkey towards the European Union. The agreement is valid for 50 years.

Ankara fears that the referendum will result in the formation of a Kurdish entity that will merge with Kurdish-controlled regions in Syria and later Kurdish regions in Iran and Turkey to form what is known as Greater Kurdistan.●



AFP

## Washington souhaite un report du référendum d'indépendance au Kurdistan irakien (Kurdes)

Bagdad, 12 août 2017 (AFP)

WASHINGTON a appelé les Kurdes irakiens à reporter le référendum sur l'indépendance prévu le 25 septembre, a indiqué la présidence de cette région autonome du nord de l'Irak, ajoutant avoir réclamé des "garanties" et des "alternatives" en échange de ce report.

Lors d'une conversation téléphonique avec Massoud Barzani, qui dirige le Kurdistan irakien, le secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson a affirmé que "le gouvernement des Etats-Unis voudrait que le référendum soit reporté", selon un communiqué de la présidence kurde publié tard vendredi.

"Les problèmes entre la région du Kurdistan et le gouvernement fédéral à Bagdad doivent être réglés par le dialogue entre les deux parties", a encore plaidé M. Tillerson, poursuit-on de même source.

M. Barzani a répondu que "le peuple du Kurdistan attendait des garanties et des alternatives pour son avenir".

Début juin, le leader kurde avait annoncé la tenue le 25 septembre d'un réfé-

rendum d'indépendance malgré l'opposition de Bagdad.

Cette annonce intervenait dans un contexte délicat pour cette région autonome confrontée à un marasme économique lié notamment à la chute des prix du pétrole, sa principale ressource, et qui accueille plus d'un million de déplacés par les combats entre le groupe Etat islamique (EI) et les forces irakiennes. Les combattants kurdes sont eux aussi engagés dans la lutte contre les jihadistes de l'EI.

Le référendum du 25 septembre ne sera pas contraignant mais il déclenchera le processus d'indépendance.

Les dirigeants irakiens à Bagdad dénoncent ces démarches comme contraires à la Constitution. Elles suscitent également l'opposition de pays voisins comme la Turquie et l'Iran, qui craignent qu'un tel processus ne fasse tache d'huile chez leur propre minorité kurde.

Parmi les cinq millions de Kurdes irakiens, les avis divergent aussi sur l'opportunité du référendum et plusieurs initiatives ont vu le jour pour réclamer un report de cette consultation. ●

Le Monde JEUDI 17 AOÛT 2017

## Turquie : Loup Bureau « très isolé » en prison

Macron s'est entretenu avec Erdogan au sujet du journaliste français détenu depuis fin juillet

ISTANBUL - correspondante

Le président français, Emmanuel Macron, et son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan, ont évoqué, mardi 15 août, par téléphone, la situation du journaliste français Loup Bureau, emprisonné en Turquie à la suite d'un reportage. « C'est très positif, c'est le premier signe d'une réelle implication politique de la France, s'est réjoui Loïc Bureau, le père du jeune homme, interrogé par téléphone. C'est ce que nous attendions. De plus, il y aura une suite puisque les deux dirigeants sont convenus de se reparler. »

Voici vingt-deux jours que le journaliste, inculpé par un juge turc pour « appartenance à un groupe terroriste », se morfond à la prison de Sîrnak, non loin de la frontière turco-irakienne. « Il est dans l'isolement le plus total. Le consulat de France lui a fait parvenir des livres mais il ne les a pas encore reçus, ils sont encore à la fouille », explique Loïc Bureau, qui a pu parler samedi quelques minutes avec son fils par téléphone. Une visite consulaire avait été autorisée la veille.

Le journaliste, qui a notamment travaillé pour Arte et TV5 Monde, a été interpellé le 26 juillet alors qu'il franchissait en toute légalité, ses papiers en règle, la frontière irakoturque au poste de Habur. C'est là, dans le cadre d'un contrôle de routine, qu'il a été placé en garde à vue à Sîrnak, la ville la plus proche, pour être ensuite relâché en fin de

journee. Mais, peu de temps après et alors qu'il attendait le bus à Sîrnak, une unité antiterroriste est venue l'arrêter. Il a alors été présenté à une ancienne juge pour enfants fraîchement nommée qui l'a aussitôt inculpé pour « appartenance » à une organisation terroriste, sans nommer cette dernière.

Plus de 4 000 magistrats ont été démis de leurs fonctions dans le cadre des purges qui ont suivi le coup d'Etat du 15 juillet 2016, entraînant une grande désorganisation de l'institution judiciaire. Il n'est pas rare actuellement de voir des magistrats eux-mêmes accusés d'appartenance au mouvement du prédicateur Fethullah Gülen, décrit comme l'instigateur du coup d'Etat, instruire des dossiers liés au « terrorisme ».

### « Charges extrêmement lourdes »

Dans le cas de Loup Bureau, l'objet du délit est un documentaire sur les Kurdes syriens et sur leurs milices armées YPG réalisé en 2013. Aux yeux des autorités turques, ces milices ne sont qu'une filiale des Kurdes autonomistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), avec lesquels une guerre est en cours depuis plus de trente ans.

Toutefois, en 2013, la Turquie était en paix avec le Parti de l'union démocratique (PYD) – dont les YPG sont le bras armé – et avec son chef Saleh Muslim, lequel était régulièrement reçu à Ankara. A l'époque, une trêve était également en vigueur en Turquie entre les autorités et le PKK. Les choses

### Trente-cinq mandats d'arrêt ont été émis par Istanbul contre des journalistes accusés de « soutien au terrorisme »

ont commencé à se gâter en 2015.

« Il est absurde qu'un documentaire diffusé à la télévision française puisse servir de pièce à conviction dans le cadre d'une enquête sur le terrorisme, déplore Loïc Bureau, qui se démène pour que son fils soit lavé de l'accusation de terrorisme et libéré. Loup est allé une seule fois en Syrie, en 2013, il n'y est pas retourné depuis. Le 26 juillet, il a franchi la frontière turco-irakienne en toute légalité et ne comptait pas travailler en tant que journaliste en Turquie. D'ailleurs, il s'appretait à prendre un avion à Ankara pour rentrer en Europe. »

Aucun des avocats du jeune homme n'a eu accès au dossier, comme c'est le cas pour les affaires liées au terrorisme. « Impossible de savoir sur quels faits les juges et le procureur turcs se sont fondés pour motiver l'incarcération de Loup », regrette Rusen Aytac, une avocate du barreau de Paris qui défend le journaliste.

Son collègue Martin Pradel confirme : « Les autorités turques

assument parfaitement le fait de poursuivre des avocats pour avoir plaidé, des journalistes pour avoir informé. Du point de vue français, c'est surprenant, mais en Turquie, cette considération est assumée. » Le conseil n'est pas très optimiste sur le sort de son client, « Loup est en difficulté, son incarcération est dure, il est très isolé, et les charges qui pèsent contre lui sont extrêmement lourdes ».

La conversation que le chef de l'Etat français a eue avec le président turc est tout de même une bonne chose. « Etant donné la situation des magistrats turcs, on comprend qu'ils ne peuvent pas prendre des décisions contraires à la volonté du numéro un turc, donc cette intervention était indispensable. Nous l'appelions de nos vœux depuis le début », ajoute M. Pradel.

Plus de 160 journalistes sont actuellement emprisonnés en Turquie. Récemment, 35 mandats d'arrêt ont été émis contre des journalistes accusés de « soutien au terrorisme », dix d'entre eux ont été arrêtés à Istanbul, dont Burak Ekici, du quotidien d'opposition *Birgün*.

Leurs défenseurs sont eux-mêmes visés : lundi 14 août, des journaux progouvernementaux (*Aksam*, *Star*, *Sabah*) ont publié des noms de journalistes turcs affiliés à un groupe de soutien aux journalistes emprisonnés, sur l'application WhatsApp. Ils se sont empressés de les présenter comme des fomentateurs de rébellion, des traîtres. ■

MARIE JÉGO

**ORHAN PAMUK**

# “Ce que je dirais à Erdogan”

**BIO**

Né en 1952 à Istanbul, ORHAN PAMUK est notamment l'auteur de « Mon nom est Rouge », « Neige », « le Musée de l'innocence » et « Istanbul, souvenirs d'une ville », qui fait l'objet d'une réédition illustrée à paraître en octobre (Gallimard, 536 p., 35 euros). Son œuvre a été traduite en soixante langues.

Le PRIX NOBEL de littérature 2006, qui réprovoque la politique du PRÉSIDENT TURC, ne l'a jamais rencontré. Il publie une FORMIDABLE fresque romanesque qui a fait un malheur dans son pays. Entretien

Propos recueillis par **DIDIER JACOB**

**CETTE CHOSE ÉTRANGE EN MOI**, par Orhan Pamuk, traduit du turc par Valérie Gay-Aksoy, Gallimard, 688 p., 25 euros (en librairie le 17 août).  
**UN CAHIER DE L'HERNE SPÉCIAL PAMUK** paraîtra le 13 septembre (296 p., 33 euros).

Cet été, Orhan Pamuk séjourne, comme souvent, dans une des îles des Princes, à une heure au large d'Istanbul. Alors qu'il publie en France son roman le plus populaire en

Turquie à ce jour, la situation ne cesse de se dégrader dans son pays. Mais Pamuk ne cache pas sa bonne humeur. Son roman, qui a nécessité six ans d'un effort acharné, est une réussite éclatante, saluée comme telle dans le monde entier. Pamuk raconte la vie de Mevlut, un pauvre vendeur venu d'Anatolie à la fin des années 1960 pour vendre du yaourt dans les rues d'Istanbul. C'est une fresque exaltante, une histoire d'amour à la tendresse inspirée, autant qu'un reportage sur les décennies qui ont fait d'Istanbul la mégapole qu'elle est devenue, et dont Orhan Pamuk est, plus que jamais, le Saint-Simon pour la mémoire, et le Voltaire pour les idées.

**Vos livres n'ont pas toujours été appréciés dans votre pays. Qu'en a-t-il été cette fois de votre nouveau roman ?**

En Turquie, ils l'ont adoré. Mon roman le plus populaire avant celui-ci, « Mon nom est Rouge », s'était vendu dans mon pays à 250 000 exemplaires en vingt ans. Celui-ci a fait le même score en l'espace de vingt mois. Il est vrai que je n'ai pas mis en scène, cette fois, la haute société occidentalisee d'Istanbul, mais les Turcs moins favorisés. En tout cas, ce succès à la fois public et critique m'a fait plaisir, d'autant que, dans mon entourage, les gens doutaient que je puisse raconter la vie d'un marchand ambulant, d'un pauvre vendeur de yaourt, moi, le privilégié, l'écrivain laïque et occidentalisé. Ça a été d'ailleurs, pour moi, le défi principal. **Mais pourquoi avoir fait d'un vendeur de yaourt le héros de votre livre ?**

J'ai eu envie de sortir, de voir ma ville du point de vue d'un de ses plus pauvres habitants. Henry James l'a fait dans « la Princesse Casamassima ». Il ne savait rien des classes défavorisées mais, en effectuant des recherches, il a pu mener à bien son projet. De même, cela fait des années que j'avais envie de tourner le dos à ce milieu bourgeois d'Istanbul que je connais par cœur, et de peindre la société de la rue. C'était presque, pour moi, une nécessité éthique. C'est l'art du romancier par excellence : s'identifier avec quelqu'un qui ne vous ressemble en rien. Balzac, Dickens, Tolstoï, Dostoïevski ont tous écrit sur des prolétaires. A Istanbul, j'ai vu, dans mon enfance, les bidonvilles que je décris. J'ai vu des vendeurs de rue, des marchands de yaourt. A l'époque, dans les années 1950, celui-ci n'était pas vendu dans les épiceries. Des vendeurs qui portaient sur leurs épaules des jarres contenant le précieux liquide passaient dans les rues, criant pour alerter les mères de famille qui les appelaient, depuis les balcons, dans les étages de leurs immeubles. C'était exotique, parfois inquiétant. Ces gens venaient d'une Anatolie pauvre, comme je le raconte dans le livre. J'ai vu ma grand-mère et ma mère leur donner non pas seulement de l'argent, mais des cadeaux, surtout quand ils vendaient aussi de la boza, la nuit.

**La boza était, à l'époque, un mets apprécié de la société turque.**

Oui. C'est une boisson fermentée, qui était prisée par les classes supérieures ottomanes car elle contient de l'alcool. Dans trois verres de boza, on trouve autant d'alcool que dans un verre de bière. Sauf que personne, à l'époque, ne le disait. Et comme la consommation d'alcool n'était pas autorisée, ça marchait du tonnerre. Certains sultans islamistes ont tenté, du coup, de fermer les commerces de boza. Avec Atatürk, la consommation d'alcool s'est libéralisée. On aurait pu penser que la consommation de boza allait se tarir, mais c'est le contraire qui s'est produit : la boza est devenue à la mode, parce qu'elle appartenait, non sans un certain romantisme, aux traditions de l'ancienne Turquie.

## “JE SUIS DEVENU UN ÉCRIVAIN FÉMINISTE !”

**A travers votre héros Mevlut, vous décrivez, en réalité, la naissance de la Turquie moderne...**

Beaucoup de choses ont changé, en effet, à commencer par les pots de yaourt fabriqués successivement en céramique, puis en

verre, puis en carton, puis en plastique. J'aime consigner les plus petits détails de la vie quand ils sont révélateurs d'une évolution économique et sociale – autant, selon moi, que le nom d'un roi ou d'un ministre.

**Ce livre a-t-il demandé beaucoup de recherches ?**

D'abord, j'avais autour de moi des gens qui ont interrogé des percepteurs de la compagnie d'électricité, des serveurs de restaurant ou des policiers à la retraite, intarissables sur les histoires de mafia dans les rues d'Istanbul. J'ai moi-même fait beaucoup d'interviews de vendeurs de rue. Quand j'achetais une portion de poulet au riz à un marchand ambulant, je demandais toujours d'où venait le poulet, d'où venait le riz, comment il avait été cuisiné, etc. Et comme le vendeur se doit d'être aimable avec son client, il répondait toujours à mes questions. Ça a été une source d'information essentielle. La vérité, c'est que, dans presque tous les cas, ce sont les femmes des vendeurs qui faisaient tout. Ce sont elles qui achetaient le poulet, le riz, qui le cuisinaient et qui faisaient la vaisselle ! Quand je m'en suis rendu compte, j'ai décidé d'accorder une place plus importante aux épouses, dans le livre, à commencer par celle de Mevlut. Contrairement à la plupart des Turcs, Mevlut se caractérise par sa gentillesse, sa sollicitude pour sa femme. Ils se parlent sans cesse. C'est pourquoi mes lectrices adorent le personnage. A 65 ans passés, je suis devenu l'écrivain le plus féministe du pays [rires]. Quand le livre est sorti, il y a deux ans, et que je me suis déplacé pour sa promotion dans de nombreuses villes, les dames s'asseyaient au premier rang pour m'applaudir...

**Vous décrivez, dans le livre, les bouleversements qui ont affecté la société turque, mais aussi la ville d'Istanbul.**

**Etes-vous nostalgique de la cité que vous avez connue dans votre enfance ?**

Il est vrai que tout a changé si profondément, autour de moi, qu'il me semble de plus en plus que rien n'est appelé à demeurer durablement. Quand je suis né, les maisons les plus modernes avaient deux étages et un jardin. Elles ont été remplacées par des immeubles de quatre étages sans jardin, puis par des immeubles de six étages. J'aurai vu la population de ma ville passer de un à dix-sept millions d'habitants. Il s'est donc produit des changements considérables. Tous les dimanches, pendant que j'écrivais ce livre, je me suis rendu en grande banlieue, avec mon garde du corps et ma compagne, pour découvrir la vie dans les quartiers pauvres, pour apprendre tout simplement à quoi ressemble mon pays. Comme un écolier ferait ses devoirs.

**Vous dites que tout disparaît, mais n'y a-t-il rien, dans votre ville, qui soit resté identique ?**

Le Bosphore, les vieilles mosquées, les rues étroites et la texture des choses. Oui, tout cela perdure. Un sentiment de mélancolie aussi, la perception d'un manque, le manque de l'Europe qui est à nos frontières. Mais pas de nostalgie, non. Je veux vivre le changement de ma ville. Je veux raconter des histoires d'aujourd'hui. Cela dit, notre gouvernement conservateur ne préserve rien, à part les mosquées. Tout le patrimoine disparaît.

## “40 000 PERSONNES ONT ÉTÉ EMPRISONNÉES”

**Votre récit mêle les techniques d'un roman réaliste du XIX<sup>e</sup> à celles d'un roman d'avant-garde. Pourquoi ?**

Au début, je voulais écrire un roman à la



Dickens. Mais le problème, avec Dickens, c'est qu'on est toujours dans le mélodrame. J'ai donc privilégié l'humour au détriment des larmes. D'autre part, j'ai tenté d'intégrer, dans le récit, ces interviews aux tonalités si différentes, ce qui crée une multiplicité de points de vue, comme dans les expérimentations romanesques plus récentes.

**Quand vous étiez jeune, étiez-vous engagé politiquement ?**

Absolument pas. J'ai été élevé en appartement, passant le plus clair de mon temps à l'intérieur, dans un décor constitué de vieux meubles à la fois européens et ottomans. Plusieurs de mes oncles maternels et paternels, qui dirigeaient des magazines et des journaux, écrivaient des tribunes sérieuses et parlaient politique à la maison.



Un vendeur de rue avec son plateau de "simit", petits pains briochés turcs traditionnels.

L'un d'eux a passé un certain temps en prison et, à sa sortie, est devenu un héros. Plus tard, il s'est lié d'amitié avec les Premiers ministres suivants, et mon défunt père ironisait sur la manière dont il louait le gouvernement à tout bout de champ. Quoi qu'il en soit, les hommes politiques, surtout s'ils étaient en place, n'étaient pas bien vus par moi ni par ma famille à l'époque de ma jeunesse. Plus tard, quand je suis entré à l'université dans les années 1970, tous mes amis étaient plus ou moins des activistes gauchistes, qui m'accusaient de ne rien faire à part lire des livres. Ces amis courageux ont toujours eu plus d'illusions à perdre que moi lorsque la « démocratie » turque prenait son énième virage à droite, et que les écrivains étaient une nouvelle fois jetés en prison.

**Que pensez-vous du régime de Recep Tayyip Erdogan ?**

Erdogan a fait de la prison en 1998. Au début, il faisait de grandes tirades, réclamant plus de démocratie et moins de pouvoir pour les militaires. Dans les premières années de son accession au pouvoir, il a

donc promis d'œuvrer pour la liberté d'expression, et l'entrée dans l'Union européenne. Tout ça était bel et bon et, au début des années 2000, il a réussi à faire croire que le pays était plus démocratique qu'avant. Mais quinze ans plus tard, nous nous retrouvons avec un régime qui n'a rien à voir avec celui que nous attendions. Quelque 130 000 personnes ont perdu leur travail l'année dernière après ce terrible coup d'Etat manqué, 40 000 personnes ont été emprisonnées pour des motifs politiques, dont beaucoup d'intellectuels et de professeurs qui critiquaient le gouvernement. Comme il n'y avait plus de place dans les prisons, des détenus de droit commun ont été amnistiés en secret pour que des prisonniers politiques puissent être incarcérés à leur place. Et ils construisent sans cesse de nouvelles prisons. Selon Reporters sans Frontières, la Turquie est devenue l'un des pires pays au monde pour les journalistes - 140 sont détenus pour ce qu'ils ont écrit. Nous ne sommes en rien une démocratie à l'euro-péenne, mais une démocratie électorale où la liberté d'expression est très peu respectée. D'ailleurs, les juges sont sous le contrôle du gouvernement. Et avec cette nouvelle Constitution, qui vient d'être adoptée, toute personne gagnant les élections - de droite ou de gauche, peu importe - doit se conduire en autocrate.

**"ERDOGAN M'A TÉLÉPHONÉ UNE FOIS"**

**Avez-vous rencontré Erdogan ?**

Non. Bien qu'il ait été Premier ministre et président de la Turquie durant ces quinze dernières années, je ne l'ai jamais vu, sauf à la télévision. Pour tous mes amis qui ne sont pas turcs, c'est incompréhensible. Quand j'ai reçu le prix Nobel en 2006, Erdogan m'a appelé au téléphone à New York pour me féliciter.

**Que diriez-vous à Erdogan si vous finissiez par le rencontrer ?**

Je le remercierais pour son coup de fil d'il y a onze ans. J'ajouterais que le pays ne semble plus aussi libéral, ouvert, européen et engageant qu'il l'était dans ses premières années au pouvoir. Je lui dirais que mes amis écrivains, professeurs, peintres, qui n'ont jamais été particulièrement concernés par la politique, en parlent maintenant sans cesse, évoquant notamment ceux qui ont été brutalement jetés en prison, sans preuve, arbitrairement, comme seule une société fermée et autoritaire le permet. Je mentionnerais certains écrivains que le public turc lit



Le chef d'Etat turc Recep Tayyip Erdogan dans le palais présidentiel, à Ankara (juillet 2016).



Des Stambouliotes manifestent leur soutien à Erdogan place Taksim, le 18 juillet 2016, deux jours après la tentative de coup d'Etat militaire.

depuis trente ou quarante ans, comme Nazlı Ilicak, une journaliste politique conservatrice de 73 ans, ou Ahmet Altan, romancier populaire libéral qui s'est engagé contre la participation de l'armée dans la vie politique. Ou le sociologue Ali Bulaç, traducteur du coréen et ancien conseiller d'Erdogan lorsqu'il démarrait son mandat de Premier ministre. Tous ces gens ont défendu Erdogan au début de sa carrière et, aujourd'hui, tous sont en prison. Méritent-ils leur sort simplement parce qu'ils ont critiqué le chef de l'Etat ces trois dernières années ? Sont-ils vraiment des terroristes ?

**Margaret Atwood a déclaré que vous étiez à la fois une rock star, un gourou et un analyste politique. Vous reconnaissiez-vous dans ce jugement ?**

Quand Atwood a dit cela, c'était il y a quinze ans, dans la critique de mon roman « Neige » qu'elle avait publiée dans le « New York Times ». A l'époque, les lecteurs turcs n'étaient pas prêts à se poser la question de la montée de l'islam politique, que je racontais de manière critique, de même que je critiquais les forces au pouvoir dont je pensais qu'elles n'avaient pas pris la mesure de ce qui se passait en Turquie. Quoi qu'il en soit, le jugement de Margaret Atwood était erroné en ce que je suis avant tout un romancier, pas un commentateur politique. Il est vrai qu'il est très difficile d'éviter les sujets politiques dans un pays qui, sur le plan des droits de l'homme et de la liberté d'expression, se classe parmi les pires au monde.

**Qu'avez-vous pensé de l'attribution du prix Nobel à Bob Dylan ?**

J'adore Bob Dylan. Quand j'étudiais l'architecture en 1971-1972, je passais des journées à tirer des traits et à écouter Bob Dylan, qui m'a sauvé d'un ennui total. Mais le prix Nobel de littérature devrait être attribué à des écrivains remarquables, pas à des musiciens remarquables.

**Quelle est la journée parfaite d'Orhan Pamuk ?**

Je me lève le matin et je trouve un petit mot de ma compagne sur mon manuscrit, à l'endroit où j'en étais la veille. Elle part travailler vers huit heures et me laisse seul pour écrire. Quand elle revient le soir, la meilleure partie commence. Je lui lis ce que j'ai écrit dans la journée, guettant sur son visage, phrase après phrase, sa réaction. Puis nous regardons la BBC, les télévisions internationales, nous dinons et buvons du vin. C'est la journée idéale. ■



Un marchand ambulancier installé place Taksim, à Istanbul.





# Barzani: We do not want another 100-years of tragedies tied to Iraqi state

Mewan Dolamari / August 09-2017  
<http://www.kurdistan24.net/>

**E**RBIL, Kurdistan Region (Kurdistan 24) – The Constitution of Iraq and spirit of partnership with Baghdad has been violated, and the country is divided with sovereignty only existing 'in theory,' the top Kurdish official said on Wednesday.

"In reality, the state of Iraq is fragmented, and the foundations of the Iraqi Constitution and the building blocks of our partnership have been broken. There is a sectarian war in Iraq, and there is no sovereign Iraqi state," said President of the Kurdistan Region Masoud Barzani in an interview with London-based al-Hayat.

Barzani argued the Kurdistan Region cannot be held responsible for the decisions of Baghdad which have created instability in Iraq.

The Kurdistan Regional Government (KRG) has scheduled and insists on holding a referendum on independence for the Kurdistan Region on Sep. 25,



2017, to decide whether or not to secede from the rest of Iraq.

Barzani stated that the move toward independence is part of a peaceful process aimed at deterring violence. "The main purpose [of the referendum] is to prevent further tragedies and wars from taking place[in the future]."

**R**egarding the timing of the vote, the President noted that if the Kurdistan Region waited for others to accept its decision, the right time would never come.

"Independence is a legitimate claim for our people, and the referendum can rightfully be held, at the

earliest opportunity, so the world can be made aware of the will of the people of Kurdistan... We do not want to spend another 100-years repeating the same tragedies tied to the Iraqi state."

Barzani stressed regional neighbors must be aware that the Kurdistan Region has been a factor of security and stability in the region in the past, and an independent Kurdistan would stay the course.

He highlighted that the referendum is not a declaration of war or hostility against neighboring states. "We believe in the need to establish friendly relations with our neighbors, especially Turkey."

**R**eflecting on the situation of Kurds living in nearby regions, he noted their existence cannot continue endlessly being denied, and that the issue must be resolved peacefully within those states to achieve peace, stability, and progress.

The President emphasized that the result of the referendum will indicate the will of the people of the Kurdistan Region, "which would be binding."

During the interview, he also explained that the Kurdistan Region was informed and assured that it would be the Iraqi army to liberate Tal Afar, west of Mosul, with the support of the US-led coalition, not the Shia Hashd al-Shaabi militia, also known as the Popular Mobilization Forces (PMF).

Barzani noted that the KRG would not allow the PMF to enter territories in the Kurdistan Region, stating the Peshmerga will not initiate a war against anyone, but that it has "the right to defend [itself] if [war] is imposed on us." ●

# Netanyahu: Time for Kurds to have their own state

Israeli PM endorses Kurdish independence, telling Republican lawmakers Kurds 'share our values'.

Tzvi Lev, 14/08/17  
[www.israelnationalnews.com](http://www.israelnationalnews.com)

**I**sraeli Prime Minister Binyamin Netanyahu offered rare support for Kurdish independence, telling a visiting delegation of 33 Republican Congressmen last week that he was in favor of an independent state for the "*brave, pro-Western people who share our values*," The Jerusalem Post reported.

Netanyahu has traditionally shied away from expressing sentiments in favor of the Kurds as to avoid offending Turkey, who has a large, restive Kurdish minority.

The previous time Netanyahu publicly supported the Kurds was in 2014, when he said that "*It is upon us to support the Kurds' aspiration for independence, and calling them a 'fighting people that have proven political commitment and political moderation, and they're also worthy of their own political independence.'*"

The Kurds are one of the world's largest stateless ethnic minorities, and live in Syria, Iraq, Iran, and Turkey.



An independence referendum for Iraqi Kurdistan will take place in September 2017. Former Likud MK Gideon Sa'ar, who many see as Netanyahu's potential heir, has urged Israel to support Kurdish independence, saying in June that "they have proven themselves over decades to be a reliable strategic partner for us."

Zach Daniel, a Middle East analyst based in Tel Aviv and Iraqi Kurdistan and an expert of Kurdish affairs, praised Netanyahu's statement. "Netanyahu's reiteration of his 2014 declaration-which was followed by virtually every major Israeli political figure-had a unique audience" he told Arutz Sheva. "The Trump administration has so far failed to change course from the same Obama and Bush policies on Iraqi Kurds and Iraq's unity, and Netanyahu was encouraging Congress to lead on this, and the issue of containing Iran's proxies."

"These statements buoy the Kurds, as they look abroad for support for their independence referendum in September." ♦

# Barzani: Iraq Failed to Maintain Partnership with Kurds

Erbil – August 10, 2017  
<https://english.aawsat.com>

The head of Iraq's Kurdistan region, Masoud Barzani, reiterated his adherence to hold an independence referendum on September 25, noting that Iraq "has failed to maintain a true partner-

ship with the Kurdish people."

During a meeting on Wednesday with Kurdish Muslim clerics in Erbil, Barzani said: "The Kurds have long tried to establish a federal state in Iraq," adding that since 2003, the Iraqi government has violated around 55 articles of the Constitution, which was adopted by the people.

He also stressed that Kurdistan would never represent part of Iraq, "if Baghdad continues to violate the Constitution," revealing that in 2004, the proportion of Kurds in the Army was 40 percent, while "today it is zero".

"The independence referendum is not the property of one person or one party, but belongs to the people of Kurdistan and all the Kurdish parties," Barzani said, adding that "the Kurdish people have been subjected to genocide since the establishment of the Iraqi state in the 1920s."

Meanwhile, Barzani's media advisor, Kifah Mahmoud, told Asharq Al-Awsat newspaper that the Kurdish leader has stressed that the decision to hold the referendum was not biased or personal, in reference to those who claim that the decision was solely made by the president and



FILE PHOTO: Iraqi Kurdish regional President Masoud Barzani speaks during news conference with Ammar al-Hakim, leader of the Islamic Supreme Council of Iraq (ISCI), in Baghdad, Iraq, September 29, 2016.

the Kurdistan Democratic Party.

Mahmoud pointed out that Barzani "realizes the important role of religious scholars in support of the independence referendum, which is equal to the role of media, teachers in schools, and politicians." ♦

REUTERS

# Iraq's Kurds stick to independence vote despite U.S. request to postpone it

August 12, 2017 ERBIL, Iraq-Maher Chmaytelli (Reuters)

**IRAQ'S KURDS are sticking to a plan to hold an independence referendum on Sept. 25, despite a U.S. request to postpone it, a high-ranking Kurdish official told Reuters on Saturday.**

The United States and other Western nations are worried that the vote could ignite a fresh conflict with Baghdad and turn into another regional flashpoint. Turkey, Iran and Syria, which together with Iraq have sizeable Kurdish populations, all oppose an independent Kurdistan.

"The date is standing, Sept. 25, no change," said Hoshiyar Zebari, a close adviser to Kurdistan Regional Government President Massoud Barzani, after U.S. Secretary of State Rex Tillerson asked Barzani to postpone the referendum.

Tillerson made the request in a phone call with Barzani on Thursday, Zebari said.

"On the issue of the postponement of the referendum, the President (Barzani) stated that the people of the Kurdistan Region would expect guarantees and alternatives for their future," said a statement issued on Friday by the Kurdistan Regional Government (KRG) presidency, after Tillerson's call.

The U.S. State Department said in June it was concerned that the referendum will distract from "more urgent priorities" such as the defeat of Islamic State militants.

Islamic State's self-proclaimed "caliphate" effectively collapsed last month, when U.S.-backed Iraqi forces completed the takeover of the militants' capital in Iraq, Mosul, after a nine-month campaign in which Kurdish Peshmerga fighters took part.

The hardline Sunni militants remain however in control of territory in western Iraq and eastern Syria. The United States has pledged to maintain its backing to allied forces in both countries until the militants' total defeat.

The Kurds have been seeking an independent state since at least the end of World War One, when colonial powers divided up the Middle East, but their territory ended up split between modern-day Turkey, Iran, Iraq and Syria.

Barzani, whose father led struggles against Baghdad in the 1960s and 1970s, told Reuters in July the Kurds would take responsibility for the



FILE PHOTO - U.S. State Secretary Rex Tillerson gives an opening statement during the ASEAN-U.S. Ministerial meeting of the 50th Association of Southeast Asia Nations (ASEAN) Regional Forum (ARF) in Manila, Philippines August 6, 2017.

expected 'yes' outcome of the referendum, and pursue its implementation through dialogue with Baghdad and regional powers to avoid conflict." "We have to rectify the history of mistreatment of our people and those who are saying that independence is not good, our question to them is, 'if it's not good for us, why is it good for you?'," he said in an interview in the KRG capital, Erbil.

Iraq has been led by Shi'ites since the overthrow of Saddam Hussein, a Sunni, by the U.S.-led invasion of 2003.

The country's majority Shi'ite community mainly lives in the south while the Kurds and Sunni Arabs inhabit two corners of the north. The center around Baghdad is mixed.

Kurdish officials have said disputed areas, including the oil-rich Kirkuk region, will be covered by the referendum, to determine whether they would want to remain or not in Kurdistan.

The Kurdish Peshmerga in 2014 prevented Islamic State from capturing Kirkuk, in northern Iraq, after the Iraqi army fled in the face of the militants. They are effectively running the region, also claimed by Turkmen and Arabs.

Hardline Iran-backed Iraqi Shi'ite militias have threatened to expel the Kurds by force from this region and three other disputed areas - Sinjar, Makhmour and Khanaqin. ●



# Iraqi Kurds to defy US in pressing ahead with independence referendum

Mythili Sampathkumar 14 August 2017  
<http://www.independent.co.uk>

Iraqi Kurds have decided to proceed with a referendum on independence despite a US request to postpone the vote.

Secretary of State Rex Tillerson had asked Kurdistan Regional Government (KRG) President Massoud Barzani to delay the 25 September vote because America fears it would detract from "more urgent priorities" in the region, such as defeating the Isis terror group.

The US is also worried that a vote for independence could spark renewed conflict in Baghdad and anger Turkey, Iran, and the Syrian regime even further amid a crush of refugees and continued military activity in Syria.

"On the issue of the postponement of the referendum, the President (Barzani) stated that the people of the Kurdistan Region would expect guarantees and alternatives for their future," the KRG said in a statement.

Mr Barzani also used Twitter to make the announcement public.

The referendum secession from Iraq will be held in the three Kurdish region governorates.

It will also be held in areas of dispute between the Kurdish and Iraqi governments, which are currently under Kurdish military control.

Kirkuk, the province with oil-rich ground, is one of the disputed areas and is likely the one the US is most worried about inflaming tensions in Baghdad.

It is unclear at this time however, if a vote for independence - the expected outcome - will actually result in real independence. Iraqi Kurds have held similar referenda before with a "yes" victory, but no real change.

Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi has supported the Kurds right to vote for independence but he, like the US, said he felt the timing was wrong in April 2017.

The US is also concerned about Turkey's oppo-



Military advisers from the international coalition forces stand during a transfer of authority ceremony on 15 June 2017 at the Kurdistan Training Coordination Center (KTTC) of Erbil, the capital of the autonomous Kurdish region of northern Iraq. SAFIN HAMED/AFP/Getty Images

sition to Kurdish independence since Iraqi Kurds export "most of its oil via a pipeline leading to the Turkish port of Ceyhan, but also overland through Turkey by tanker truck."

Turkey has been playing a key role in the US fight against Isis and the Syrian conflict and President Recep Tayyip Erdogan has already opposed the US arming Kurds in dismantling the terror group. ■

# An independent Kurdistan

As a country that needed any help we could get in 1948, we have our own conscience to guide us in 2017.

ByJPost Editorial August 16, 2017  
<http://www.jpost.com/>

Amid the generally dismal state of affairs in the ongoing human tragedy of the Syrian upheaval, our government has at last shined Israel's light on the Kurdish people's struggle for independence.

In a long overdue series of diplomatic signaling, Prime Minister Benjamin Netanyahu has pushed Kurdish independence before an audience of visiting members of the US Congress, while recently a delegation of Kurdish leaders visited Jerusalem to ask Israel's support.

There is no doubt that Netanyahu's diplomatic initiative - and job, too, since he is also foreign minister - makes good sense simply because it is the right thing to do. Netanyahu has consistently served Israel's diplomacy in numerous foreign visits to establish better relations.

Israel's coming out, diplomatically speaking, ends decades of moral inertia bordering on hypocrisy, in particular its similarly long overdue recognition of the Armenian genocide at the hands of the Ottomans, so as not to hurt the feelings of our erstwhile Turkish ally. Now it doesn't matter what Erdogan may say.

Israel's support comes at a critical time: A referendum on independence in the Kurdistan region of Iraq is scheduled for September 25.

Last week's new support activity saw its debut in a meeting the prime minister held with a delegation of 33 US Republican congressmen. He told the lawmakers that he is in favor of the establishment of an independent Kurdish state in the northern Iraqi region, where it already has de facto sovereignty.

Netanyahu expressed to the group his "positive attitude" toward a Kurdish state, saying that the Kurds are a "brave, pro-Western people who share



A KURDISH Peshmerga soldier holds a Kurdistan flag during an intensive security deployment after clashes with Islamic State militants.. (photo credit:REUTERS)

our values."

Next followed the revelation that senior Iraqi Kurdish officials have visited Israel over the past few weeks and urged Jerusalem to both support their independence and send a message to Washington to do the same, Zionist Union MK Ksenia Svetlova told The Jerusalem Post.

We disagree with the US position that now - with victory over Islamic State and an Iraqi prime minister who is having some success - is "not the time to rock the boat" with Kurdish independence. On the contrary, an independent Kurdish state would be a gift to the Middle East.

Michael Oren, deputy minister in the Prime Minister's Office, said that in addition to the referendum issue, Netanyahu's remarks to the US delegation were also the result of the awareness in Jerusalem of "the rapidity with which Iran is consolidating its position in the region and Iraq, and that a Kurdish state would be one way to block it."

This, coincidentally, is not only the right thing to do, but the right time and the right place. As far as possible repercussions that might disturb the great peace we already enjoy, it is about time that people consider another people that is no less deserving - or at least as deserving - as the Palestinians.

The moral imperative is as clear as it ever was: As a country that needed any help we could get in 1948, we have our own conscience to guide us in 2017.

Fortunately, we can now act as our own sovereign state in our national self-interest, particularly with regard to the ongoing Iranian genocidal threat to our existence. An independent Kurdistan would not only amplify Turkey's concerns over independence yearnings among its own Kurdish population, but would also serve as a formidable obstacle to Iranian efforts to establish an Islamist crescent from Iraq to Turkey.

Given the surge of Iranian aggression across the Middle East, a sovereign Kurdish state would block the land route connecting the world's greatest sponsor of terrorism with its proxies in Syria and Lebanon. One of the most effective strategies Israel can adopt is to recognize an independent Kurdistan and fully support it - even militarily in an alliance against Iran.

Iranian Revolutionary Guard commander Maj-Gen. Qasem Soleimani recently declared support for Hamas in its efforts to wipe Israel off the map. The Kurdistan region of Iraq led by President Masoud Barzani's government will not permit Iranian shipments to terrorist groups to pass through its territory.

Just like the Jews, the Kurds passionately believe that their culture, language and historic destiny can only be realized by achieving the same rights that other nations possess. ■

# Turkey squawks as KRG referendum nears

**As regional and US pressure ramps up on Iraqi Kurds to postpone the independence referendum, Iraqi Kurdistan President Massoud Barzani seems unlikely to crack.**



Amberin Zaman  
August 16, 2017  
www.al-monitor.com

**T**urkey turned up the volume of its opposition to a planned referendum on Kurdish independence in Kurdish-controlled northern Iraq today, warning the move could lead to civil conflict.

Comments from Turkish Foreign Minister Mevlut Cavusoglu were among the strongest admonishments from Turkey to date as the Kurdistan Regional Government (KRG) presses ahead with plans for the plebiscite, which is due to be held on Sept. 25. "In that country, which has been through so many problems, a referendum on independence can make the situation even worse. ... God forbid, it could even bring civil war," Cavusoglu said.

A presidential spokesman joined the chorus of objections, saying Turkey would not recognize an independent Kurdish state. Ibrahim Kalin told the private radio station Best FM, "The fundamental reason that we are opposed to this referendum is Iraq's territorial and political integrity." Kalin assured listeners that there was "no question of a negative approach to Iraq's Kurds or to Syria's Kurds or other Kurds in the region." Turkey wishes to maintain its friendly ties with the KRG. But when the Iraqi Kurds "unilaterally declare 'we are independent,' who is going to recognize [them]?" Kalin asked. "Baghdad, Turkey, Iran, the neighboring countries — none of these will."

The statements came amid unconfirmed reports that Turkish President Recep Tayyip Erdogan had invited Massoud Barzani, the president of Iraqi Kurdistan, to Turkey presumably to persuade him to postpone the referendum. Barzani has yet to respond to the invitation said to be extended last month.

Turkish cooperation, however, is critical to the Iraqi Kurds for several reasons. Iraqi Kurdistan's frail economy depends on near exclusively on oil. Turkey is currently the sole outlet for Kurdish crude, which is exported via Ceyhan in southern Turkey. Several thousand Turkish troops deployed across Iraqi Kurdistan provide insurance against Iranian-backed Shiite militias. They also help contain the fighters of the Kurdistan Workers Party (PKK). Though the PKK's main targets are Turkish security forces, the group is also vying for influence in Iraqi Kurdistan and is harshly critical of Barzani and his conservative Kurdistan Democratic Party.

**B**ut if the Turkish government were to turn hostile, its troops could pose a threat. This is why the Iraqi Kurds are desperate above all for US support. US endorsement, as Barzani sees things, would fend off potential aggression from Iran as well as Baghdad. Iraqi Kurdish leaders have told the United States they would welcome US military bases on their soil, and the KRG has mounted a vast lobbying effort in Washington to bring the Donald Trump administration on board.

But the Americans want the Iraqi Kurds to put off the referendum at least until after Iraq's parliamentary elections that are scheduled to be held in April next year.

The independence referendum, Washington's argument goes, would weaken Iraq's moderate Prime Minister Haider al-Abadi before his pro-Iranian rivals. It would also disrupt the US-led campaign against the Islamic State. The Iraqi Kurds dismiss such concerns, saying the referendum will not lead to independence overnight. The Iraqi Kurdish peshmerga will con-



Turkish Foreign Minister Mevlut Cavusoglu gestures during a news conference at the European Commission in Brussels, Belgium, July 25, 2017. REUTERS/Eric Vidal

tinue to support the battle against IS. Besides, if Abadi is re-elected, the Americans will tell them to stay put on the grounds that they stand a better chance of fixing their long running disputes with Baghdad.

Piling on the pressure, US Secretary of State Rex Tillerson called Barzani last week to ask him to postpone the referendum, but to no avail. "The date is standing, Sept. 25, no change," said Hoshyar Zebari, a prominent member of Barzani's inner circle. An Iraqi Kurdish official told Al-Monitor this week that the referendum would go ahead as planned.

Barzani apparently would only agree to a deferral if the United States were to formally commit to supporting the independence referendum at a future date. This much was clear in the statement by the KRG presidency following Tillerson's call.

"On the issue of the postponement of the referendum, the president stated that the people of the Kurdistan Region would expect guarantees and alternatives for their future." Without such guarantees, Barzani cannot justify scotching the referendum. His political credibility would be shredded.

But administration sources told Al-Monitor on condition they not be identified that Tillerson was against being drawn into making commitments that might be interpreted as US backing for an independent Kurdish state.

**A**nother worry is that the referendum might force Iran, which opposes it more fiercely than any, to react militarily against the Iraqi Kurds, if only to pre-empt subsequent moves toward independence. While the Trump administration continues to make bellicose noises about Iran, "Washington does not want to be drawn into those kinds of fights," a source familiar with the administration's thinking told Al-Monitor.

So will Barzani finally crack? As things currently stand, it seems unlikely. At most, he may defer the referendum in the so-called disputed territories, notably the oil-rich province of Kirkuk, which has significant Arab and Turkmen populations.

Turkey has repeatedly warned against including Kirkuk in the referendum. Kalin emphasized that point in the Best FM interview, saying the KRG had "no right" to include the province. "Kirkuk is attached to Baghdad. Kirkuk has a very special place in our history. Kirkuk is a Turkmen city. There are Kurds and Arabs there, too."

Still, amid all the clamoring, Barzani remains confident that US military support for his peshmerga will not be disrupted. Many KRG officials insist Washington's reluctance has more to do with timing than a fundamental rejection of Iraqi Kurdish independence. They may well be right. And though Turkey is becoming more vocal about its opposition, it has not played the oil card; the pipeline carrying it has not been shut down due to "technical problems." Besides, as fellow columnist Semih Idiz outlined this week, Erdogan is relying on his alliance with Barzani to get votes from conservative anti-PKK Kurds in nationwide municipal and parliamentary elections that are due to be held in March and November 2019, respectively.

Turkey may well choose to reserve its ammunition to fend off Kurdish independence at a more crucial point, rather than to expend it on a referendum. The big question remains: What will Iran do? ♦

*Amberin Zaman is a columnist for Al-Monitor's Turkey Pulse who has covered Turkey, the Kurds and Armenia for The Washington Post, The Daily Telegraph, The Los Angeles Times and the Voice of America. She served as The Economist's Turkey correspondent between 1999 and 2016. She was a columnist for the liberal daily Taraf and the mainstream daily Haberturk before switching to the independent Turkish online news portal Diken in 2015. On Twitter: @amberinzaman*



# Allemagne. Le mouvement Gülen en chute libre

Depuis la tentative de coup d'État du 15 juillet 2016, Ankara accuse les partisans de Fethullah Gülen d'avoir fomenté la rébellion. Ceux-ci vivent dans la peur, jusque sur le territoire allemand.

—Frankfurter  
Allgemeine Zeitung  
Frankfort

Ce soir-là, ceux que l'on accuse d'être des conspirateurs se comportent de manière impeccable. Les partisans de l'imam Fethullah Gülen étant réunis dans les locaux de l'association catholique Matthiashaus, à Bottrop, dans la Ruhr, la troupe de théâtre qui arrive comme à l'accoutumée pour ses répétitions doit repartir. L'un des organisateurs, élégamment vêtu, demande au gardien de prendre les coordonnées de celle-ci pour pouvoir la contacter : il tient à s'excuser personnellement pour le désagrément.

Polis, obligeants, bien habillés : ainsi se présentent les gülenistes en public. Les critiques accusent l'association de se montrer sectaire, de manquer de transparence et d'être très conservatrice. Mais, ici, rares sont ceux qui croient que le mouvement est à l'origine du putsch manqué du 15 juillet 2016. Or le président Recep Tayyip Erdogan, lui, n'en démord pas. Et depuis un an, les gülenistes en subissent les conséquences, y compris en Allemagne. À quel point ? Voilà de quoi on discute ce soir-là dans ce quartier aux airs de village de la périphérie de Bottrop.

En Allemagne, le nombre de gülenistes a chuté, passant de près de 150 000 à quelque 70 000, selon les estimations d'Ercan Karakoyun, le président de la fondation Dialog und Bildung [Dialogue et éducation], l'institution majeure du mouvement Gülen outre-Rhin. Beaucoup ne veulent plus afficher publiquement leurs liens avec Hizmet – "Service", le nom turc officiel de l'organisation –, notamment par le biais des sites Internet des écoles, associations culturelles ou résidences étudiantes.

Les centres de soutien scolaire gülenistes de toute l'Allemagne ont perdu plus de la moitié de leurs

élèves. En mars 2016, ils étaient encore près de 2 800 ; un an plus tard, il n'en restait qu'à peine 1 250. Un quart des 150 centres ont dû fermer leurs portes.

De plus, sur leurs quelque trente écoles privées reconnues par l'État, deux ont dû aussi baisser le rideau, l'une à Ludwigsburg,

**Les centres de soutien scolaire gülenistes ont perdu plus de la moitié de leur élèves.**

l'autre à Würzburg. Toutes celles qui restent ouvertes souffrent de la baisse du nombre d'élèves, en recul d'environ un quart. Et comme l'argent manque en raison de la rarefaction des membres et des dons, de nombreux collaborateurs ont été licenciés. L'édition allemande du journal *Zaman*, proche de Gülen, a été supprimée à cause de la chute des abonnements et des dons là aussi, mais aussi par manque de contenus rédactionnels en provenance de Turquie – trois mois avant la tentative de putsch, la rédaction avait déjà subi une descente de police.

On peut lire les suites de la tentative de putsch en Turquie sur les affiches apposées sur les murs dépouillés des locaux associatifs de Matthiashaus par les gülenistes venus de tout le Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie : au cours des douze derniers mois, en Turquie, quelque 100 000 personnes ont été emprisonnées et 154 000 licenciées, 1 000 écoles et plus de 1 200 fondations et organisations caritatives ont été fermées, ainsi que 150 journaux, stations de radio et agences de presse.

En comparaison, les repréailles en Allemagne ont l'air bien anodines. Et pourtant, il est effrayant de constater combien, depuis un an, ce conflit intérieur turc s'y est transporté. À Gelsenkirchen et à Duisburg, les vitres d'écoles

proches de Gülen ont été brisées ; des membres du mouvement ont été passés à tabac dans la rue. Les gens se brouillent, les familles se déchirent. Parmi les présents ce soir-là à Bottrop – une soixantaine de personnes, dont une majorité d'hommes, des femmes souvent voilées, des jeunes en âge d'aller à l'école et bon nombre d'individus aux cheveux grisonnants –, la plupart ont vécu des moments désagréables au cours de l'année passée. Ici, presque plus personne n'ose aller en Turquie. Beaucoup figurent sur les listes de terroristes des services secrets de celle-ci et ont reçu à ce titre des mises en garde de la part des autorités allemandes. Beaucoup ont également des proches en prison. Certains se sont fait insulter par des voisins et ont fait l'objet de menaces.

Süheda par exemple, une lycéenne de 17 ans qui habite Duisburg. Elle vit chez ses parents à Marxloh, un quartier où réside une importante population d'origine turque, à proximité immédiate d'une mosquée du Ditib, organisation qui dépend du Diyanet Isleri, l'autorité religieuse turque officielle. Après la tentative de coup d'État, ses voisins ont arrêté de dire bonjour à ses proches. Certains l'ont même insultée et menacée. On a rayé la voiture de ses parents. Par la suite, sa famille a appris que la mosquée du Ditib avait transmis leurs noms à Ankara et qu'ils ne pouvaient plus se rendre en Turquie. Ils ont alors déménagé dans un "quartier allemand" de la ville.

**Terroristes.** Un homme d'une soixantaine d'années, membre de la direction d'une école güleniste de Duisburg, ne veut même pas donner son prénom. Les vitres de son école ont été cassées trois fois. Pour l'heure, personne n'a été appréhendé. Les deux mois qui ont suivi le putsch ont été les pires, explique-t-il. Mais, aujourd'hui encore, il se fait régulièrement traiter de traître et de terroriste

dans la rue.

Une jeune étudiante de 24 ans qui veut devenir professeure de mathématiques et de turc à Essen raconte que son grand-père est gravement malade. Sa mère aimerait le voir une dernière fois. Mais comme son nom figure sur la liste des services secrets, un voyage en Turquie serait trop risqué. Cependant, ici non plus, elle ne se sent pas en sécurité : "On a toujours peur."

Murat Yazgi, un ingénieur d'environ 30 ans, actif au sein de l'association güleniste Dialog NRW [Dialogue Rhénanie-du-Nord-Westphalie], est l'un des intervenants de la soirée. Il en est convaincu : la Turquie attise à dessein les tensions en Allemagne. Et les mosquées du Ditib jouent à son avis un triste rôle dans cette affaire. Les imams qui soutiennent le gouvernement turc ont transmis des informations sur les fidèles à Ankara. Ceux qui critiquent le gouvernement ont été en partie limogés. En Turquie, ils risquent la prison – ou, au minimum, une absence totale de perspectives d'avenir. Au point que certains imams turcs ont obtenu l'asile en Allemagne. Certaines mosquées du Ditib affichent à leur entrée une note : les membres du Fetö [acronyme turc pour "Organisation terroriste de Fethullah"], comme les nomment les partisans d'Erdogan, n'y sont pas les bienvenus.

Les services secrets d'Ankara espionnent les gens en Allemagne et tiennent des listes des partisans de Gülen, avec adresses, numéros de téléphone et photos prises à la dérobée. Si ceux-ci pénètrent sur le territoire turc, ils risquent la prison. L'Union des démocrates turcs européens (UETD), un lobby de l'AKP, sème la peur et la haine sur les réseaux sociaux. Le président de l'UETD de la région d'Essen, un des organisateurs de la manifestation pro-Erdogan qui a eu lieu à Cologne après la tentative de coup d'État, écrit sur Twitter : "Pour vous, qui n'avez pas d'honneur, la mort sera terrible."

Les éditions européennes des médias turcs jettent de l'huile sur le feu. Murat Yazgi a apporté à Bottrop le dernier numéro allemand du quotidien *Sabah*, l'organe de presse de l'AKP et de son président Erdogan. Un numéro de téléphone de Francfort y trône en bonne place, accompagné d'une invitation à le composer pour qui veut dénoncer un partisan de Gülen.

Beaucoup de gulénistes sont convaincus que les consulats turcs aussi les espionnent. Ce qui est en général difficile à prouver. Mais pas dans le cas de Genc Osman Esen et de son école Dialog, dans le quartier de Buchheim, à Cologne. Quelques semaines après le putsch manqué, le consulat général turc a contacté le maire de l'arrondissement, Norbert Fuchs. Il voulait savoir ce qu'il était possible de faire contre l'école et comment M. Fuchs pouvait y contribuer. Indigné, le maire a révélé l'affaire au grand jour.

On ne sait toujours pas clairement ce qui s'est passé dans la nuit du 15 au 16 juillet 2016. Une tentative de coup d'État mené par Gülen, clame Erdogan. Un coup d'État sous contrôle, affirme l'opposition turque : les services secrets et le gouvernement auraient été au courant du projet mais ne l'auraient pas empêché afin de légitimer les emprisonnements massifs qui ont suivi. Une mise en scène de coup d'État, qui aurait servi de prétexte au démantèlement de leur mouvement, soutiennent beaucoup de ceux qui sont rassemblés ce soir-là à Bottrop.

En Allemagne, les observateurs estiment que les putschistes comptaient dans leurs rangs non seulement des kéralistes mais aussi beaucoup de gulénistes, qui voulaient passer à l'action pour prévenir une incarcération assurée. Les autorités allemandes ne croient pas que Fethullah Gülen, qui a choisi

## Certains imams turcs ont obtenu l'asile en Allemagne.

depuis 1999 l'exil en Pennsylvanie, ait donné personnellement l'ordre de faire un coup d'État. Bruno Kahl, le directeur des services de renseignement extérieur allemands (BND), déclarait au mois de mai que rien ne permettait de penser que M. Gülen était à l'origine du putsch. Il a par ailleurs affirmé que le mouvement Gülen n'était pas une organisation terroriste, mais une "association civile de formation continue religieuse et séculaire". Beaucoup de spécialistes ne voient pas le groupe d'un œil aussi positif. Il y a des années déjà, l'écrivain et journaliste turc Ahmet

Sik écrivait dans son livre *Imamin Ordu* ["L'Armée de l'imam", non traduit] comment Gülen noyait les services secrets, l'armée et la justice en Turquie. En Allemagne, d'anciens membres du mouvement racontent qu'on les a forcés à nouer des contacts avec des personnes influentes et à adhérer à des partis politiques.

**Défavorisés.** À Bottrop, les partisans de Gülen ne veulent pas entendre parler. Ils présentent leur mouvement comme une simple association de gens partageant les mêmes idées, sans carte adhérent ni quoi que ce soit d'autre. Murat Yazgi raconte qu'au cours de ses études il rencontrait des gens d'origine turque liés au mouvement bien différents de ce qu'on en dit. Il était impressionné et, comme eux, il a adhéré aux thèses de Fethullah Gülen, grand défenseur de l'éducation et convaincu de la compatibilité de l'islam avec la démocratie et les droits de l'homme.

Et maintenant ? Ce sont surtout les nombreux abandons dans les centres de soutien scolaire qui désespèrent Ercan Karakoyun : ces cours s'adressent avant tout à des enfants socialement défavorisés, ayant un accès limité à l'éducation – dont les parents sont manifestement en grande partie des partisans d'Erdogan. Cette aide apportée aux familles peu éduquées est pourtant, à ses yeux, l'apport majeur du mouvement Hizmet en Allemagne. Les écoles privées, elles, sont plutôt fréquentées par des enfants de la classe moyenne turque et ces établissements auront encore beaucoup de demandes d'inscription lors de cette rentrée scolaire. Ercan Karakoyun est confiant. Il n'est pas le seul ce soir-là à Bottrop : en Turquie, tant de gens ont été envoyés derrière les barreaux sans raison que même les plus fervents partisans d'Erdogan ont des amis ou des parents proches en prison. Ils commencent peu à peu à se poser des questions.

—Leonie Feuerbach  
Publié le 15 juillet

Courrier

n° 1399 du 24 au 30 août 2017



## Erdogan appelle au boycott

Le 18 août, le président turc appelait les électeurs d'origine turque à ne pas voter pour les partis "ennemis de la Turquie" aux élections allemandes du 24 septembre.

—Gazete Duvar (extraits)  
Istanbul

Tout le monde s'accorde à le dire : si les électeurs turcs vivant en Allemagne [et naturalisés allemands] prennent au sérieux l'appel du président Erdogan à boycotter les élections législatives du 24 septembre, ce sera le Parti social-démocrate (SPD) qui en souffrira le plus – car ceux-ci votent en général à 70 % pour le SPD. Mais Erdogan ne s'en est pas seulement pris au SPD, il a aussi visé l'Union chrétienne-démocrate (CDU) et les Verts. Parallèlement aux déclarations d'Erdogan, le ministre turc aux Affaires européennes, Ömer Çelik, s'est fendu de 28 tweets accusant le ministre allemand des Affaires étrangères, Sigmar Gabriel (SPD), d'être un "raciste" et un homme d'"extrême droite". Reste à savoir quel sera le niveau de participation aux élections parmi les 1,3 million d'électeurs d'origine turque, et s'ils prendront cet appel au sérieux.

Contrairement à Angela Merkel, Sigmar Gabriel s'est montré ces derniers mois extrêmement critique envers Erdogan et le gouvernement de l'AKP [parti du président]. Il a dénoncé la violation des droits de l'homme en Turquie, il a fait part de son inquiétude quant à l'état de la démocratie et de l'État de droit ; en tant que partenaire du gouvernement de coalition, il a déclaré qu'il considérait les citoyens

allemands détenus en Turquie [dont le journaliste Deniz Yücel depuis février dernier] comme des otages du régime. La querelle entre Gabriel et Erdogan s'est tellement envenimée que, lorsque son épouse a fait l'objet de menaces téléphoniques, Gabriel a d'abord pensé à une manigance des supporters d'Erdogan. Qu'un président turc soit tombé si bas dans l'estime d'un dirigeant politique étranger est en soi une tragédie.

À l'inverse des sévères critiques formulées par Gabriel, la chancelière Angela Merkel répète qu'il faut "travailler à trouver une solution avec Erdogan sans nous couper des forces démocratiques turques". Même si les relations avec l'Allemagne se dégradent, le niveau d'interpénétration économique, historique et culturelle fait que la situation actuelle ne peut guère empirer et que les acteurs des deux côtés préféreront continuer de veiller à leurs intérêts mutuels.

**Alliance.** Si Merkel reste à son poste de chancelière à la suite de ces élections, elle maintiendra une alliance avec Erdogan, en dépit de prises de bec occasionnelles. Quoi qu'il en soit, sachant que la CDU ne récolte habituellement que 6 % des suffrages des électeurs d'origine turque, on comprend qu'elle se sente peu concernée par ces appels au boycott.

Les chances qu'Erdogan influence les élections allemandes sont évidemment très faibles. Mais il parvient néanmoins, par cette agitation, à montrer sa force et à faire parler de lui. Les dirigeants politiques et les candidats au Bundestag se trouvent tout d'un coup dispensés de l'obligation d'expliquer leurs programmes et se contentent d'occuper l'attention médiatique en répondant aux déclarations d'Erdogan. Au final, tout le monde bénéficie du tempérament colérique d'Erdogan. Les politiques se trouvent libérés de leurs missions et de leurs responsabilités.

—Ayşegül Karakülhancı  
Duman  
Publié le 22 août



# Syrie. À Damas, la peur prend ses quartiers

Jadis, les Syriens ne craignaient que la police et les sbires du régime. Aujourd'hui, la méfiance haineuse entre sunnites, chiïtes et chrétiens redessine les contours de la ville des Omeyyades.



—Al-Jumhuriya (extraits) Istanbul

Rahaf est épuisée. Toute la journée, cette femme trentenaire a couru à droite à gauche à la recherche d'un appartement. Et elle sait qu'elle n'est pas au bout de ses peines. Car à Damas, il est difficile de trouver un "logement décent et abordable", explique-t-elle. "Surtout pour une sunnite comme moi."

Elle en a bien vu un certain nombre qui lui auraient convenu dans les quartiers du vieux Damas à majorité chrétienne ou chiïte, à Al-Qassaa et à Bab Touma. Mais, dit-elle, "après des semaines de recherches, je suis arrivée à la conclusion que les propriétaires refusent de louer à des sunnites". Ce n'est jamais dit ouvertement, mais Rahaf a tout de même entendu un propriétaire lui répondre : "Désolé, mais vous n'êtes pas des nôtres."

Elle a également essayé de s'enregistrer dans un des monastères situés dans le quartier de Bab Charqi [quartier chrétien

du vieux Damas], qui proposent généralement des chambres pour jeunes femmes, mais là encore, elle s'est heurtée à une série de refus, sous prétexte que toutes les chambres étaient occupées. Le fait est qu'à Damas, et plus particulièrement dans les vieux quartiers, on n'a plus seulement peur des sbires du régime, de se faire arrêter, d'être réquisitionné par l'armée ou de recevoir une balle perdue. C'est une autre peur qui se diffuse, la peur de l'autre. Tout le monde se referme sur sa communauté, et tous ceux qui arrivent d'autres régions du pays se heurtent à une sourde hostilité.

Saad possède une grande maison traditionnelle à Bab Touma, quartier à majorité chrétienne de la vieille ville de Damas. Il avait l'habitude de louer des chambres à des étudiants et à des touristes, surtout durant l'été quand les étrangers affluaient pour apprendre l'arabe dans les instituts et écoles pour lesquels Damas était réputée.

Mais la guerre a mis un terme au tourisme, et Saad a dû se résoudre à louer à des Syriens, la plupart du temps des déplacés ayant fui les régions "chaudes", selon son expression. Il préférerait pourtant louer aux étudiants. "Partout on me dit de ne pas louer à des personnes déplacées pour ne pas avoir de problèmes. Il vaut mieux être prudent. On ne sait jamais ce qui peut arriver."

Ghalia, autre jeune femme à la recherche d'un logement, raconte ce qui lui est arrivé le jour de Pâques. Elle a voulu rendre visite à des amis à Bab Touma, mais quand elle est arrivée dans la zone interdite à la circulation automobile pour cause de cérémonies religieuses, elle s'est heurtée à un barrage. Elle a dû montrer sa carte d'identité, puis on lui a signifié qu'elle ne pouvait pas poursuivre son chemin, sauf à faire venir un de ses amis pour l'accompagner dans le quartier.

**Divisions confessionnelles.** "Il nous faut désormais nous mettre sous la protection de quelqu'un pour pouvoir évoluer librement dans la ville, se lamente-t-elle. Il suffit d'être originaire d'un village des environs pour être refoulé à un barrage." Damas a accueilli des centaines de milliers de personnes déplacées depuis le début de la guerre. Mais les différentes communautés n'ont eu de cesse de se replier sur elles-mêmes. "C'est toute une génération qui rejette l'autre et qui voudrait s'en débarrasser, par les armes s'il le faut."

Les divisions confessionnelles se reflètent également sur le marché florissant de l'immobilier, chaque communauté tendant à se renfermer sur elle-même à l'intérieur de quelques quartiers contigus. Un potentiel acheteur se voit donc fréquemment confronté à des questions très directes, du genre : "Êtes-vous chrétien, sunnite ou chiïte ?" Dans les quartiers de Bab Al-Salam et d'Al-Amara, les propriétaires sunnites ne vendent qu'à des sunnites, tandis que dans les quartiers chiïtes tels qu'Al-Joura, les propriétaires préfèrent les acheteurs chiïtes ou parfois chrétiens.

Aujourd'hui, les acheteurs sont surtout des chiïtes, ce qui se voit aisément compte tenu de la multiplication de banderoles, d'images de l'imam Ali et de portraits de "martyrs" morts aux côtés des forces du régime syrien. Cela donne lieu à d'innombrables rumeurs selon lesquelles les immeubles seraient en train d'être rachetés par dizaines par des Iraniens. Et difficile de faire la part des choses entre fantasme et réalité. Salim, qui habite à Al-Amara, semble confirmer le fait : "Chaque jour, nous voyons de nouveaux visages dans le quartier. Leurs habits, et surtout le type de voile des femmes, montrent qu'ils sont chiïtes. Sans doute s'agit-il de Syriens, mais nous les soupçonnons d'agir en hommes de paille pour des Iraniens qui achètent massivement, mais préfèrent rester discrets."

Une autre source de rumeurs sont les incendies qui se sont multipliés dans la vieille ville. Le 25 avril 2016, le feu a ravagé une centaine de boutiques dans le souk d'Al-Asrouniyé, situé près de la mosquée



des Omeyyades. Selon la version officielle, il serait dû à un court-circuit dans une des boutiques et aux produits en plastique hautement inflammables qui s'entassaient dans ce souk. Mais beaucoup de Damascènes murmurent que ce serait le régime syrien lui-même, et à travers lui l'Iran, qui aurait provoqué le feu. Ils expliquent qu'auparavant les propriétaires des boutiques dans ce souk avaient subi des pressions tendant à les pousser à vendre leurs boutiques à des chiïtes iraniens, mais qu'ils avaient été nombreux à résister.

Le but de l'opération serait d'élargir le périmètre autour du tombeau de Sayyida Ruqayya [situé derrière la mosquée des Omeyyades, et qui est le deuxième lieu de pèlerinage chiïte en Syrie, après celui de Sayyida Zaynab, dans la banlieue de Damas], pour y installer toujours plus de boutiques et de bureaux d'associations et d'œuvres caritatives chiïtes. Depuis, il y a eu une série d'autres incendies de moindre ampleur dans d'autres quartiers.

Dans les secteurs à majorité chrétienne, on constate depuis deux ans le déploiement de milices chiïtes, à tel point que certains habitants parlent de provocation. *“On les entend parler dans des langues étrangères qu'on n'arrive pas à identifier, explique Georges, habitant d'un de ces quartiers. Et puis, ils font leurs processions religieuses et accrochent des banderoles avec leurs mots d'ordre chiïtes. Des pans entiers de nos quartiers sont devenus des fiefs de combattants chiïtes, qui soutiennent le régime Assad.”*

**“Chaque communauté crée maintenant des milices pour la défense de son quartier.”**

**Georges,**  
UN HABITANT DE DAMAS

Georges parle également des fêtes chiïtes qui éclipsent les fêtes chrétiennes et qui donnent lieu à l'installation de barrages, renforçant les divisions de ces quartiers. Selon Georges, *“chaque communauté crée maintenant des milices confessionnelles pour la défense de son quartier.”*

Ces divisions s'observent lors des processions chiïtes qui passent à travers le vieux souk Al-Hamidiyah jusqu'à la mosquée des Omeyyades, quand une partie des riverains ont du mal à cacher leur désapprobation, tandis que d'autres les encouragent. Quant à passer près du mausolée de Sayyida Ruqayya, c'est toute une aventure, selon Georges : *“Il y a des barrages partout où l'on procède à des fouilles, surtout en période de fêtes religieuses.”*

*“La ville ne ressemble plus à ce qu'elle était avant 2011, conclut-il. Tous les rapports sociaux s'y délitent. Même si nous devions réussir à dépasser nos désaccords politiques, il sera autrement plus difficile de dépasser nos divisions intercommunautaires.”*

**—Jana Salem**  
Publié le 10 août

## TURQUIE

# L'Europe ne doit plus céder face à Erdogan

**Interpellé sur ordre d'Ankara le 18 août à Grenade, l'écrivain allemand d'origine turque Dogan Akhanli est aujourd'hui assigné à résidence à Madrid. Une arrestation indigne de l'Europe, dénonce la Berliner Zeitung.**

—Berliner Zeitung Berlin

**C**'est le soulagement : l'auteur allemand d'origine turque Dogan Akhanli, interpellé en Espagne où il passait ses vacances, a finalement été libéré. Le pire a été évité, et c'est tant mieux.

L'Espagne est manifestement un État de droit. L'idée surgit spontanément, sur fond d'attentats à Barcelone et d'efforts redoublés des autorités espagnoles dans la lutte contre le terrorisme.

Mais dans un deuxième temps, une autre idée émerge : ne sommes-nous pas en train de plonger dans le chaos – tant au plan du sentiment de sécurité individuel que de la confiance en l'État de droit et du système des relations internationales ?

Faudra-t-il bientôt, en Europe, commencer à réfléchir non seulement à la question des “pays tiers sûrs” [où peuvent être expulsés les migrants], mais aussi aux destinations de vacances sûres ? À la suite de l'interpellation d'Akhanli, la Fédération allemande des journalistes (DJV) recommande déjà à tous les représentants des médias d'opposition turcs de s'enquérir, avant de se rendre à l'étranger, d'éventuels mandats d'arrêt ou avis de recherche dont ils pourraient faire l'objet.

Le plus grave dans cette histoire est que désormais quiconque déplaît à Erdogan doit craindre pour sa liberté et son intégrité non seulement sur le territoire turc mais dans le monde entier.

Erdogan est en train d'étendre son pouvoir sur nous tous. Sur le plan rhétorique, il a déjà gagné depuis longtemps. Par ses insultes et ses provocations, c'est lui qui dirige les débats. Depuis longtemps, il a perdu tout sens de la mesure, comme en témoignent ses attaques réitérées le week-end dernier contre le ministre allemand des Affaires étrangères, Sigmar Gabriel.

À présent, Ankara s'en prend à la légalité occidentale. L'arrestation de Dogan Akhanli démontre parfaitement que les avis de recherche lancés par la Turquie auprès d'Interpol constituent une violation des accords internationaux. En principe, ceux-ci visent à étendre la portée du droit international à l'intérieur des frontières natio-

nales. Mais, entre les mains d'un régime arbitraire, les armes du droit deviennent des instruments de destruction. Une destruction de l'intérieur. Erdogan n'a aucun scrupule à brandir des acquis et des normes qu'il refuse d'appliquer à ses propres concitoyens.

Il exploite ce qui est cher aux autres. Il foule aux pieds ce qui fait l'honneur de l'Europe. Et il fait tout cela comme s'il s'agissait de la chose la plus naturelle au monde. En revanche, il suffit de tenter de mettre un frein à ses prétentions et à ses ambitions pour être immédiatement taxé de donner dans le deux poids deux mesures.

Dans le règne animal, ce genre de comportement est qualifié de “parasitaire”. Le parasite n'a que faire du bien-être de son hôte. Le parasite politique Erdogan ne se soucie des droits et des valeurs européennes que dans la mesure où ils peuvent l'aider dans sa quête de pouvoir. Un constat aussi déprimant qu'alarmant.

Il est impératif que l'Europe assure sa défense avec détermination et efficacité. Et qu'elle augmente sa pression sur la Turquie. Lorsque Berlin a récemment menacé de ne plus assurer les investissements des entreprises allemandes en Turquie, les dirigeants d'Ankara se sont immédiatement, de manière à peine voilée, montrés plus conciliants. L'Allemagne dispose ici d'un levier de négociation.

Dans les relations internationales avec la Turquie, il faut être parfaitement clair sur le fait que la Convention européenne des droits de l'homme interdit toute expulsion ou extradition d'individus vers des pays où les procédures conformes à l'État de droit ne sont pas garanties. En d'autres termes : il faut traiter la Turquie pour ce qu'elle est, un État de non-droit.

**—Joachim Frank**  
Publié le 21 août



# Kurds plan ahead for shifting status in Syria

**Syrian Kurds, worried by Turkey's threat to enter Afrin and a possible rapprochement between Washington and Ankara, are firming up their plans for autonomy.**



Fehim Tastekin  
August 16, 2017  
www.al-monitor.com

Syrian Kurds are taking critical steps to deal with the threat of being caught in a vise between their worsening relations with the Damascus regime, and Turkey's possible cross-border operations. Syria's Kurds have just proposed a new governmental structure comprising three federal regions and six cantons in the Democratic Federal System of Northern Syria (previously known as Rojava). They have devised a three-phase election calendar to decide who will run these new areas.

Kurds worry that the US alliance with the Kurdish People's Protection Units (YPG) will be diluted once the Islamic State (IS) is forced out of Raqqa. They believe that Washington will then opt to improve its ties with Ankara. They are now moving quickly to consolidate their gains before the next Geneva conference on the Syrian civil war.

How is this Kurdish democratic autonomy structure shaping up?

The Constituent Assembly of the Democratic Federal System of Northern Syria convened at Rmelan from July 27-28 and adopted a series of critical decisions, with delegates participating from Jazeera, Kobani, Afrin, Manbij, Tell Abyad and Raqqa. According to a document Al-Monitor obtained, the July 27 decision revises the original cantonal system of Jazeera, Kobani and Afrin into three regions with six cantons attached to them:

- The Jazeera Federal Region includes Hasakah and Qamishli cantons. Hasakah canton comprises the towns of Hasakah, Darbasiya, Serekaniye (Ras al-Ain), Tel Tamir, Shadi, Arisha and Hula. Qamishli canton comprises the towns of Qamishli, Derik, Amude, Tirbesiye, Tel Hamis and Tel Barak.
- The Euphrates Federal Region includes Kobani canton and its towns (Kobani and Sirrin), and Tell Abyad canton and its towns (Ain Issa and Suluk).
- The Afrin Federal Region includes Afrin canton and its towns (Afrin, Jandairis and Raqqa), and Sheba canton and its towns (Tel Rifaat, Ehraz, Fafeyn and Kafr Naya).

You may have heard of Sheba. It's a new name that Kurds are using for the area that covers Jarablus, Azaz, Manbij, Tel Aryan and Tel Hasil, all west of the Euphrates. Of these locations, Manbij is considered to be outside the Democratic Federal System of Northern Syria. Actually, apart from Tel Rifaat, all other locations are under the control of Operation Euphrates Shield forces (fighters from the Turkish army and the Free Syrian Army). Although Kurdish civilian administration bodies have been set up in these places, they, along with Raqqa, are not considered Kurdish-controlled.

An official of the Kurdish nationalist Democratic Union Party (PYD) from Raqqa told Al-Monitor by phone: "After they are liberated, the people of Raqqa will decide their status. We are simply helping them. I think Raqqa will be a Kurdish entity outside the federation, like Sheikh Maksoud in Aleppo."

The Sheba Region Executive Assembly officially declared the formation of Sheba canton Aug. 6. The assembly was formed in February 2016, with the participation of 17 representatives from Azaz, 17 from al-Bab, six from Jarablus and six from Safira. Since Tel Rifaat delegates joined, the assembly now has 56 members.

According to a decision made at the Rmelan meeting, there will be communal elections Sept. 22, followed by cantonal and municipal elections Nov. 3 and elections for the People's Assembly of the Federal Regions and the Democratic Federal System of Northern Syria People's Congress on Jan.



REUTERS/Rodi Said  
Kurdish fighters from the People's Protection Units stand next to a US military vehicle in the Syrian town of Darbasiya, close to the Turkish border, April 28, 2017.

19.

Amid myriad ambiguities, why did Rojava decide to speed up its work and devise an election calendar?

Turkey says it will not allow an autonomous entity in the region while a "de-confliction zone" is being formed. Security and government officials — and even many members of Turkey's opposition parties — see that possibility as a threat to the state's integrity and existence. President Recep Tayyip Erdogan made that clear Aug. 2 when he said, "We are determined to expand the dagger we stabbed into their project of forming a terror entity in Syria. Very soon we will take new and important steps in this direction." Turkey considers the PYD a terrorist group.

Some commentators think the United States will not need Turkey after the Raqqa operation is complete. Washington has persistently asked Turkey to refrain from any action that might affect the Raqqa mission because Kurds have warned they will withdraw their forces from Raqqa to defend their own northern areas if Turkey threatens action.

Another important development is the Damascus regime's increasingly hardened position toward the Kurds. It infuriates the Damascus regime to see the Kurds cooperating with the United States and allowing US forces to set up military bases.

Faisal Mikdad, Syria's deputy foreign minister, recently said the Kurdish elections "will be nothing but a joke."

"Syria will never allow the division of its soil," he said. "We know there are Syrian citizens in the north who will not endanger this country. Those striving to divide the country know well the price they will be made to pay."

This is the strongest language the Syrian regime has used in its relations with Syrian Kurds.

Another factor to bear in mind is the new Geneva process. The United States, despite its partnership with the Kurds against IS, couldn't arrange for the PYD and its allies to participate in the Geneva talks because of a veto by Turkey and the objections of the Syrian opposition. Russia also couldn't arrange for the Kurds to join the talks in Geneva or Astana, Kazakhstan. But there are rumors that the Syrian opposition, which is about to select a new negotiation team at a Riyadh gathering, may come up with an opening for Kurds. According to the draft constitution leaked to Arab media outlets, Kurds would have a place in the new power-sharing proposal. The president would be Sunni, with one Christian and one Alawi deputy president. There would be a presidential council. The parliamentary speaker would be Druze and the chief of staff would be Kurdish, according to the draft.

A Kurdish representative who was in the Rmelan meeting is dismissive of the Riyadh meeting, which he said will support the regime. "Like the Syrian opposition," he said, "they invited independent Kurds to Riyadh instead of Rojava Kurdish actors. They will recruit a Kurd, but that won't be anyone representing us."

The PYD official in Raqqa had this analysis for Al-Monitor: "Whether we have US assurances or not, we are trying to thwart a Turkish occupation by relying on the coalition. There is no US guarantee for Afrin. We cannot yet say that the US will disappear after the Raqqa operation. Deir ez-Zor is next in line [in the battle against IS]. After Raqqa, the political process will gain prominence. The Syrian Democratic Forces [the US-supported alliance in which the Kurds play a significant role] will control all areas liberated, including Raqqa. If Damascus accepts the Democratic Federal System, the problem will be over. If not, the US will support the Syrian Democratic Forces until a solution is found. We don't know what they are discussing at Riyadh now, but I don't think the draft constitution will be approved because our [the PYD] model is totally different. →



"Moreover, it is not all that important to go Geneva anymore because Geneva came to us. Twenty days ago the Raqqa Civilian Assembly had a video conference with 73 countries that support the coalition. Commanders of US forces come [to us]. Soon, other delegations will also come. In other words, today we have the full backing of the coalition. I don't favor joining the new Syria delegation [that will be] decided at Riyadh because they will do everything to marginalize us. Turkey is now working on handing over Afrin to the Syrian regime, but we are in contact with the Russians about it.

We are ready for every eventuality."

This is how the Kurds are trying to transfer the situation from the battlefield to the table and raise the bar for negotiations. But do they have a unified, free hand? Can they afford to ignore the multitude of potential spoiler elements on the Kurdish side that have their own interests and aspirations?◆

*Fehim Tastekin is a Turkish journalist and a columnist for Turkey Pulse who previously wrote for Radikal and Hurriyet.*

Tasnim  
News Agency

August 17, 2017

## Iran, Turkey Opposed to Kurdish Independence Plan in Iraq: Top General

TEHRAN (Tasnim) – August, 17, 2017

<https://www.tasnimnews.com>

The Chief of Staff of the Iranian Armed Forces said Tehran and Ankara are opposed to a plan by Iraq's semi-autonomous Kurdistan region to hold an independence referendum, warning that such a move would lead to tensions and conflicts in the Arab country.

"Iran and Turkey share a common view on the decision to hold an independence referendum in



Iraq's Kurdistan region," Major General Mohammad Hossein Baqeri told reporters in Ankara on Wednesday after meeting with Turkish President Recep Tayyip Erdogan.

He said Tehran and Ankara believe that if the referendum is held, it would be a basis for more tensions and conflicts in Iraq.

The top Iranian general added that the consequences of the move could also spill over into neighboring countries and affect them.

"That is why officials from the two countries (Iran and Turkey) insist that this (plan) does not sound

plausible and should not be implemented," he stressed.

General Baqeri also said Tehran and Ankara agreed to improve coordination in their efforts in Syria to boost security and peace in the Arab country.

The two sides arrived at a consensus to improve their border security and pave the way for their armed forces to hold joint military exercises as well, he further said.

Heading a military delegation, the top Iranian general arrived in Ankara on Tuesday morning for talks with top Turkish military and political officials.

He will leave Ankara for Istanbul on Thursday for further meetings with Turkish officials.

Iran and Turkey enjoy cordial bilateral relations. Despite some differences on regional issues, Iran and Turkey are two sides of a trilateral mechanism to maintain ceasefire in certain parts of Syria.

Tehran, Ankara and Moscow cooperation has led to several successful indirect talks between the Syrian government and the opposition groups in the Kazakh capital of Astana. ●

RUDAW

August 18, 2017

## Peshmerga tell Iran military chief to keep out of Kurdistan affairs

By Rudaw.net 18/8/2017

ERBIL, Kurdistan Region – The Peshmerga ministry has hit back after an Iranian military official warned the Kurdistan independence referendum may cause conflict in Iraq.

"Holding the referendum is a natural and just right of the people of Kurdistan and no one other than the people of Kurdistan has the right to talk about it," declared a statement from the Peshmerga ministry on Friday.

Iran's military chief of staff General Mohammad Hossein Bagheri made a rare visit to Ankara for three days this week where he met with his Turkish counterpart, President Recep Tayyip Erdogan, and Turkey's defence minister.

He told Iranian media Wednesday that they discussed the Kurdistan referendum.

The two sides "stressed that if the referendum is held, it will become the basis for a series of tensions and



Rudaw file photo of Peshmerga soldiers in their fight against ISIS.

conflicts inside Iraq, which will have consequences on neighboring countries," Bagheri told Iran's IRNA.

He added that the two countries shared the view that the referendum "should not take place."

It is the first such visit for Iran's military chief to the Turkish capital

since 1979.

The Peshmerga accused Iran of intervening in an internal matter.

"Hereby we announce to everyone that talking about the rights of the people of Kurdistan is not the duty of this person and this will be considered as a blatant intervention in the

internal affairs of Kurdistan," read the statement attributed to a spokesperson of the Peshmerga ministry.

Iran and Turkey, who each have significant Kurdish populations, have said separately that they oppose the Kurdistan Region's plans to hold an independence referendum on September 25.

Iran's ambassador in Baghdad held a meeting with a Kurdistan negotiation team visiting the Iraqi capital to discuss the referendum with both Iraqi and foreign officials.

Ambassador Iraj Masjedi told reporters on Tuesday that they support any "negotiated agreement" between Erbil and Baghdad, taking a softer line than Bagheri and that of Iran's national security advisor who had said the Kurdistan Region should not expect "good things" from Tehran in response to the September vote.

Baghdad has called the referendum unconstitutional and unilateral, and said it will not recognize the result. The Kurdistan Region says Iraq pushed Erbil into calling the referendum by violating at least 50 articles of the Iraqi constitution, including Article 140 that concerns disputed areas claimed by both Erbil and Baghdad, and the budget-share that has been cut since early 2014. ■



# Top Iranian General in Turkey for Talks on Regional Conflicts, Iraqi Kurds

By Edwin Mora 16 Aug 2017  
<http://www.breitbart.com/>

**A**NKARA, TURKEY - The chief of Iran's military recently visited Ankara to find common ground with Turkey on the regional conflicts affecting both neighboring countries and to discuss the independence aspirations of Kurds in Iraq.

Gen. Mohammad Baqeri's trip to Turkey has been described as the first visit by an Iranian chief of staff since Iran's 1979 Islamic revolution.

Reuters reports:

*Turkish and Iranian military leaders held talks on Wednesday over cooperation in the Syrian conflict and counter-terrorism, officials said, during a rare visit to NATO-member Turkey by the Islamic Republic's military chief of staff.*

*Turkey's ties with Washington have been strained by U.S. support for Kurdish fighters in Syria, and the visit by Iranian General Mohammad Baqeri is the latest sign that Ankara is increasing cooperation with other powers such as Iran and Russia.*

Citing an unnamed Iranian source, Reuters notes that Baqeri was accompanied by the ground forces chief of Iran's elite and powerful Islamic Revolutionary Guards Corps (IRGC).

Although Shiite Iran and Sunni Turkey have found themselves on opposite sides of the conflicts in Iraq and Syria, both Ankara and Tehran are reportedly opposed to the formation of an independent Kurdish state in Iraq, fearing it will motivate the Kurds within their territories to do the same.

"The Iranian general's visit comes as Tehran, Ankara, and Moscow are cooperating in what is called the Astana process to resolve the Syrian civil war. The conflict is expected to be discussed during the visit," reports Voice of America (VOA), later adding:

*The aspirations of the region's Kurds is also expected to be on the Iranian general's agenda in Ankara, with both countries having large and restive Kurdish minorities. Next month's independence referendum by Iraqi Kurds will provide common ground, with Tehran and Ankara strongly opposing the vote.*

VOA described the top Iranian general's visit to Ankara as "rare," noting: "The two neighbors have found themselves increasing rivals in Iraq and Syria, but both sides are trying to find common ground."



President of Turkey Recep Tayyip Erdogan (R) shakes hands with General Staff of the Armed Forces of Iran, Mohammad Bagheri (L) ahead of their meeting at Presidential Complex in Ankara, Turkey on August 16, 2017. (Photo by Kayhan Ozer/Anadolu Agency/Getty Images)

In Syria, the rivalry between Iran and Turkey is more pronounced. While Turkey has been backing Syrian opposition groups seeking to overthrow dictator Bashar al-Assad, Iran has been supporting the Russian-backed leader.

In Iraq, both Iran and Turkey have found themselves fighting against the Islamic State (ISIS/ISIL).

However, Iran's ally Baghdad has urged Turkey to leave Iraq.

Moreover, Turkish President Recep Tayyip Erdogan, considered to be an advocate of Sunni Muslim rights in the Middle East, has been a leading critic of Shiite Iran's policy in Iraq and Syria.

"Iran is becoming a very important actor in the region, particularly in Iraq and Syria," former Turkish ambassador to Iraq Unal Cevikoz, who now heads the Ankara Policy Forum, told VOA. "It seems Iran has certain intentions. And when we look at the Turkish-Iranian relations pertaining to the situation in Iraq and Syria, it is obvious Turkey and Iran are not on the same page." ♦

# Netanyahu Expresses Support for Kurdish Independence Amid Concerns of Growing Iranian Power

by TheTower.org Staff | 08.17.2017

**I**sraeli Prime Minister Benjamin Netanyahu voiced his support for an independent Kurdish state in the Kurdish areas of Iraq during a meeting with a delegation of 33 Republican congressmen last week.

According to sources who took part in the discussion, the Prime Minister expressed his "positive attitude" toward a Kurdish state in northern Iraq and described the Kurds as "brave, pro-Western people who share our values." The Jerusalem Post reported

Netanyahu made his comments amid increasing concerns in Jerusalem that Iran is consolidating power in the region, especially in Syria, but also in Iraq, Yemen and elsewhere.

Netanyahu has not addressed the issue of Kurdish independence since 2014 because of the thorny nature of the debate, with many states following a policy of supporting a unified Iraq.

During a speech in Tel Aviv three years ago, the Prime Minister said that "We should ... support the Kurdish aspiration for independence," and called the Kurds "a nation of fighters [who] have proved political commitment and are worthy of independence."

Israel and the Kurdistan Regional Government (KRG) do not have an official relationship but have enjoyed friendly ties for years. In 2015, the KRG appointed its first Jewish Representative, Sherzad Omar Mamsani, tasked with reviving Jewish life in northern Iraq and building bridges between Jews and Kurds. Under his leadership, the KRG officially commemorated the Holocaust for the first time.

Moreover, the Kurdish Jewish Community (KJC) said Jews around the world welcome the decision to hold a referendum for Kurdish statehood.

"On behalf of the all Kurdish Jews in Kurdistan and diaspora we call ... to put an end for suppres-



sion, mass atrocities, displacement, occupation, destroying civilization, history, and our existence, and for the sake of our future generations to serve humanity and live in a peaceful society, let altogether vote and say (YES) for independence of Kurdistan," read a statement from the KJC in June.

# No alternative to September 25 referendum yet, member of Erbil negotiation team in Baghdad

By Rudaw 18/8/2017  
<http://www.rudaw.net>

**B**AGHDAD, Iraq – A member of the Kurdistan referendum delegation visiting Baghdad denied that they have taken a soft line regarding its date, adding that they stick to the decisions made by the leadership in Kurdistan that also includes holding the vote on September 25.

Saadi Ahmad Pira denied media reports that they are prepared to postpone the vote if Baghdad agrees to set a date sometime next year under the supervision of the international community, including the United States.

"As of yet, we have not seen anything that can be an alternative to the referendum," Pira told reporters in Baghdad on Thursday.

"What we are doing now is a sound negotiation with parties within the framework of the decisions made by the High Referendum Council and the [Kurdistani] parties. We strictly adhere to the principles that pushed us to hold the referendum," he added.

The Referendum Council that is headed by Kurdish President Masoud Barzani has set September 25 for the vote in the Kurdistan Region and the disputed or Kurdistan areas claimed both by Erbil and Baghdad.

On Thursday, a Kurdish source with knowledge of the negotiations and who asked not to be named, told Rudaw that there is "a small chance" that the Kurdistan Region would agree



*Kurdish President Masoud Barzani earlier this month declined a request from the United States to postpone the independence referendum set for September 25. He told US Secretary of State Rex Tillerson that they failed to provide an alternative. File photo: Rudaw*

to postpone the referendum until after the Iraqi elections if Baghdad gives guarantees to give the go-ahead for the referendum at a later date.

The guarantee should come "in writing" and be observed by the United Nations and the United States, the source explained.

The source said the delegation showed a softer line since the Iraqi ruling Shiite National Alliance, which includes Prime Minister Haider al-Abadi's Dawa party, expressed their willingness to solve all outstanding issues that pushed Erbil to call the referendum.

The delegation is expected to meet once again this weekend with the National Alliance and resume

negotiations, remaining in the Iraqi capital until Monday

**E**ach side is preparing their stances between now and the meeting later this week, the source said, also confirmed by Romio Hakari, another member of the delegation, adding that Baghdad should also agree to implement a number of articles of the Iraqi constitution which the Kurdistan Region say have been violated by Baghdad, chief among them Article 140 and the budget cut.

Hakari, who is a Christian member of the delegation, told Rudaw on Thursday that the Alliance promised to solve all outstanding issues between the two governments. He said they will set a "timeline" for Iraq to take steps

towards solving the problems within a very short time.

The decision to postpone the vote lies with the High Referendum Council back in Erbil, Hakari said.

Pira, of the delegation, continued to say that the referendum is the "only legal way to reach independence. What we aim for is not secession, but independence."

Erbil has prepared a lengthy report that it claims proves Iraq violated about 50 articles of the Iraqi constitution.

They have met with Iraqi and foreign officials in the Iraqi capital, including with members of the Shiite Alliance, separately.

PM Abadi, VP Maliki, and Iraq's parliament speaker Salim al-Jabouri, among others, have said that any step taken by the Kurdistan Region, including the referendum, should have constitutional backing.

Baghdad calls the referendum unconstitutional, unilateral, and has said it will not recognize the results.

Erbil had so far refused to postpone the referendum, despite calls from Baghdad and neighbours such as Turkey and Iran. It even turned down a request from US Secretary of State Rex Tillerson when he made a phone call with the Kurdish President Masoud Barzani earlier this month.

Barzani told Tillerson that the United States failed to provide an alternative to the September referendum. ■

International New York Times

AUGUST 23, 2017

OPINION

## THE RISKS OF KURDISH INDEPENDENCE

It is an understandable goal. But first the Kurds need democratic institutions, a strong economy and support from Iraq and other countries.

After yearning for independence for generations, Kurds in Iraq are scheduled to take a major step in that direction with a nonbinding referendum set for Sept. 25. The vote, expected to endorse a separate state, would be a mistake, increasing turmoil in a part of the world roiled by the fight against the Islamic State and further threatening Iraq's territorial integrity. Postponement makes better sense.

In many ways, independence is a logical next step for the five million Iraqi Kurds, who carved out their semiautonomous enclave after the 1991 gulf war. Now that their military forces have played a pivotal role in helping to defeat the Islamic State, the Kurds think they are entitled to this long-promised referendum.

Kurdistan has evolved into a relatively peaceful region. It was lucky enough to have oil and gas resources that opened up trade with Turkey and Iran and brought needed revenue.

There are also serious problems. Two families, the Barzanis and the Talabanis, control politics; corruption is widespread. Declining oil prices and disputes with Iraq's central government have left the Kurdistan government in debt. Kurdish authorities are accused

of discriminating against minorities. Could Kurdistan make it as an independent state if Iraq and neighboring states stayed hostile to the idea?

The Kurds have sought an independent state since at least the end of World War I. While the Constitution guarantees them a role in the federal government as well as regional autonomy, the Kurds don't believe the Shiite majority has given them a fair shake. But the referendum would heighten tensions.

The Americans and Europeans have urged the Kurds to postpone the vote until after next year's Iraqi elections. Mr. Barzani responded by assuring critics the vote would not lead immediately to independence but rather a prolonged negotiation with Baghdad over a split.

On Sunday, a Kurdish official told Reuters the Kurds may delay the vote in return for concessions from Baghdad.

It does the Kurdish people little good if their leaders do not make a strong effort to first ensure that Kurdistan's democratic institutions are functioning, the economy is strong and they have support from Iraq and other countries before striking out alone.



# KRG doubles down on independence vote after Baghdad meeting

A visit by a Kurdish delegation to Baghdad amid strong regional and international objections to a Kurdish independence referendum failed to convince the Iraqi government of the merits of the vote.



Omar Sattar  
August 23, 2017  
www.al-monitor.com

The Kurdish delegation's visit to the Iraqi capital Aug. 14 failed to change the declared stances on the Kurdistan region independence referendum scheduled for Sept. 25, but did set the stage for future dialogue to discuss the relationship between Baghdad and Erbil.

The president of Iraq's Kurdistan Region, Massoud Barzani, reiterated Aug. 22 that the referendum is irreversible. This was while the US Secretary of Defense James Mattis, in his meeting with the Iraqi prime minister the same day, expressed his country's support for the unity of Iraq and rejection of any action to divide Iraq. Mattis is supposed to discuss the matter with Kurdish officials in Erbil on Aug. 23.

The Kurdish delegation, headed by the leader of the Kurdistan Democratic Party, Rose Nuri Shaways, met in Baghdad with Prime Minister Haider al-Abadi, parliamentary speaker Salim al-Jabouri and Foreign Minister Ibrahim al-Jaafari, in addition to political leaders of the movement of Shiite leader Muqtada al-Sadr, and discussed with them the referendum, among other pending issues. Chief among these was the disputed areas and the division of oil wealth.

Kurdish government adviser Kifah Mahmoud said, "Erbil will by no means change its mind about the referendum for various reasons, as explained by the Kurdish delegation to the Iraqi parties in the capital."

"The Kurdish delegation sensed a new and unprecedented response on the part of the Iraqi forces, whose objections were limited to the date of the referendum but not the idea, which most political forces in Iraq have come to tolerate," Mahmoud told Al-Monitor.

He said, "No final results have been reached yet, but the visit served as a prelude to discussing the outstanding issues once the referendum is held so that the talks are based on the Kurdish people's desire to either become independent or not. We know that independence needs many years, so we need to find a solution to the disputed areas, amend the constitution and divide the oil wealth by peaceful means."

Reuters quoted Mala Bakhtiar, the chief of the executive body of the Patriotic Union of Kurdistan, on Aug. 20 as saying the Kurdish delegation asked Abadi to make "substantial" concessions in favor of the Kurds in exchange for the postponement of the referendum until further notice. This was denied by Abadi's bureau in a statement that said the Reuters report "only cited the opinion of a party that was not part of the delegation and that provided incorrect information."

Member of parliament Mohammed Sahyoud, a close associate of Abadi, told Al-Monitor, "The Iraqi government informed the Kurdish delegation that it will not recognize the results of a referendum organized by a party that lacks legitimacy. [The referendum] is also contrary to the Iraqi Constitution. The government called on the delegation to solve the internal problems of the region first, elect a new government and breathe new life into the disabled Kurdistan parliament before discussing the issue of the referendum."

The Kurdistan region is has been experiencing a constitutional vacuum crisis since 2015, following the end of Barzani's mandate as president and the disruption of the work of the Kurdish parliament.

"The government wants to solve the outstanding problems with Kurdistan, but not through pressure and a referendum, which will never lead to independence, as the majority of Iraqi and international forces reject Kurdistan's secession from Iraq," Sahyoud added.

The visit of the Kurdish delegation to Baghdad did not include members of the Patriotic Union of Kurdistan, the Movement for Change (also known as Gorran) and the Kurdistan Islamic Union. All the Iraqi figures who met with the delegation advised postponing the referendum and warned against secession. Also, the Iraq's supreme Shiite authority, Ali Sistani, refused to host the delegation in the province of Najaf as had



The president of Iraq's Kurdistan Region, Massoud Barzani, speaks during a joint news conference with German Foreign Minister Sigmar Gabriel (not pictured) in Erbil, Iraq, April 20, 2017.

been planned, and this was interpreted as opposition to the Kurdish referendum.

This comes in light of the continued Turkish and Iranian rejection of the region's continuing steps to hold the referendum, and it may not have been by sheer coincidence that the visit of the Kurdish delegation to Baghdad coincided with the visit of the chief of staff of the Iranian armed forces to Ankara to meet with his Turkish counterpart. They announced a common position against the Kurdish steps toward independence so as not to "lead to a series of tensions and confrontations inside Iraq that would affect neighboring countries."

All this opposition to the referendum has made the Iraqi government think twice before responding to the four demands put forward by the Kurdish delegation, Al-Monitor learned from sources close to the talks. The demands consisted of "allowing the region to act at its discretion when it comes to the oil wells located in the north of the country, demarcating the administrative border of the region by annexing the disputed areas that are now under the control of the Kurdish peshmerga forces, giving Erbil 17% of the country's overall budget and finally implementing Article 140 of the Iraqi Constitution related to the normalization of the situation in Kirkuk."

The central government appears to be pursuing a "brinkmanship" policy with the Kurds. It will not rush to make any concessions and is counting on domestic and international positions to get rid of or postpone the referendum. Meanwhile, Barzani's Kurdistan Democratic Party will try to prove its seriousness in organizing the referendum.

However, the fact that the main Kurdish parties in the province of Sulaimaniyah (the Patriotic Union of Kurdistan and the Movement for Change), which are close to Iran, accepted the minimum promises made by Baghdad (as per Bakhtiar's statement) may lead to the reversal of the equation in the region and the postponement of the referendum.

The Kurdish sources who spoke to Al-Monitor confirmed that the Kurdish delegation would go to Tehran, Ankara and perhaps to Washington and some Gulf states to put forth an idea that might make the referendum acceptable. The idea is that "the referendum will not lead to independence but will be a pressure tool in the negotiations with Baghdad that have been going on for years without any tangible result."♦

Omar Sattar is an Iraqi journalist and author specializing in political affairs. He has worked for local and Arab media outlets and holds a bachelor's degree in political science.



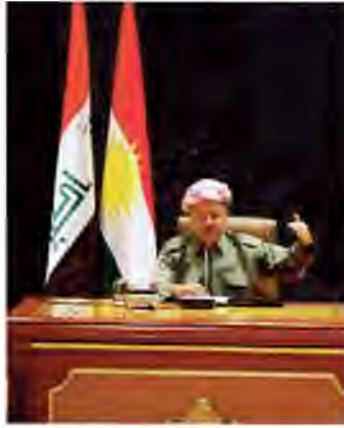
# Iran-Turquie : Une alliance de conjoncture

A l'approche du référendum d'indépendance du Kurdistan iraqien, Ankara et Téhéran s'activent pour contrer la création d'un Etat kurde indépendant à leurs frontières.

Abir Taleb avec agences  
23-08-2017  
<http://hebdo.ahram.org.ej>

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, effectuera une visite en Iran pour des entretiens avec de hauts responsables iraniens. C'est ce qu'a rapporté, jeudi 17 août, le journal Teheran Times. Une annonce faite au lendemain de deux rencontres importantes : la première, à Téhéran, entre un responsable du ministère iranien des Affaires étrangères, Ebrahim Rahimpour, et le sous-secrétaire du ministère turc des Affaires étrangères, Umit Yalcin ; la deuxième, à Ankara, plus significative, entre Erdogan, son chef d'état-major, Hulusi Akar, et le chef d'état-major iranien, Mohammad Bagheri. Peu de précisions ont été données bien que la visite du chef d'état-major iranien ait duré trois jours, sinon quelques déclarations d'ordre général. « L'insécurité » causée par des « groupes terroristes » au niveau de la frontière entre l'Iran et la Turquie « ont conduit le général Bagheri (...) à se rendre en Turquie pour examiner les moyens disponibles pour lutter contre ces groupes avec la Turquie », a ainsi déclaré le général Ramezan Sharif, porte-parole des Gardiens de la révolution, selon des propos rapportés par l'agence officielle iranienne IRNA. Il n'était pas précisé à quels groupes terroristes il faisait allusion. « Actuellement, du fait de la situation dans la région et parce que nous partageons des frontières (...), nous devons discuter avec ce pays sur différents sujets », a-t-il poursuivi. Le général Mohammed Bagheri a, lui, précisé que les deux pays se sont « entendus sur un entraînement conjoint et des échanges d'étudiants », a rapporté le quotidien turc Hürriyet, citant des médias iraniens.

Officiellement, il s'agissait de parler sécurité frontalière, Syrie et Iraq. Officieusement, il s'agissait de la « menace » kurde, comme le pensent les Iraniens, et à un plus grand niveau, les Turcs. C'est en effet sur cette question que Téhéran et Ankara ont des vues convergentes, alors que sur la Syrie, un antagonisme de base les sépare : la Turquie cherche à évincer le président Assad pour mettre fin à la guerre, alors que l'Iran demeure l'un des



principaux alliés et soutiens du président syrien. Mise à part la Syrie, les relations entre la Turquie sunnite et l'Iran chiite ont souvent été tendues, M. Erdogan ayant évoqué par le passé le danger du « nationalisme persan », notamment en Iraq.

Au sujet de la question kurde en revanche, les intérêts se joignent, d'autant plus qu'approche la tenue du référendum d'indépendance du Kurdistan iraqien, le 25 septembre prochain. La Turquie et l'Iran possèdent d'importantes minorités kurdes et s'y opposent avec véhémence

## AVERTISSEMENTS TURCO-IRANIENS

Le Kurdistan iraqien, dirigé par le Gouvernement Régional du Kurdistan (GRK), est situé dans le nord de l'Iraq et il constitue la seule région autonome du pays et une démocratie parlementaire. Les Kurdes le considèrent comme l'une des quatre grandes régions du Grand Kurdistan souhaité, qui comprendrait également le sud-est de la Turquie, le nord de la Syrie et le nord-ouest de l'Iran.

Ni Téhéran, ni Ankara ne veulent d'une entité kurde indépendante dans la région. Et ils n'ont ni caché leur opposition, ni leur inquiétude quant à ce référendum. Pour le chef d'état-major iranien, ce référendum pourrait signifier le début de nouvelles tensions qui affecteront négativement les pays voisins. Pour le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlüt Cavusoglu, il « peut mener jusqu'à une guerre civile » en Iraq.

Dans cette opposition virulente au référendum d'indépendance du Kurdistan iraqien — une affaire théoriquement interne —, l'argument des deux pays repose sur un principe de base : le maintien de l'intégrité territoriale des pays de la région. Tant le responsable du ministère iranien des Affaires étrangères, Ebrahim Rahimpour, que le sous-secrétaire du ministère turc des Affaires étrangères, Umit Yalcin, l'ont réaffirmé lors de leur rencontre la semaine dernière à Téhéran.

Or, l'opposition de la Turquie à l'indépendance du Kurdistan iraqien, région autonome aux termes de la Constitution iraqienne de 2005, est susceptible de mettre en péril la viabilité d'un éventuel Etat kurde. Le Kurdistan iraqien tire ses principales recettes de l'exportation du pétrole, et celle-ci se fait via un pipeline arrivant au port turc de Ceyhan.

## DEUX MURS DE PROTECTION

Pour Ankara, l'enjeu est donc de taille. Plus radicales, les déclarations turques témoignent de l'opposition plus virulente de la Turquie, un pays où la question de la minorité kurde pose problème depuis plusieurs décennies. Malgré de bonnes relations entretenues avec le leader kurde iraqien Massoud Barzani, la Turquie, elle-même en proie sur son territoire à un conflit avec des séparatistes kurdes qui a fait plus de 40 000 morts depuis 1984, fait tout pour empêcher la création d'un Etat kurde à sa frontière. Elle a ainsi déclenché en août 2016 une opération militaire dans le nord de la Syrie pour en chasser les djihadistes du groupe Etat islamique (EI), mais également pour empêcher aux Kurdes syriens de faire la jonction entre les cantons qu'ils contrôlent dans cette région en proie à une guerre civile.

Allant encore plus loin, les autorités ont lancé, début août, un projet de construction d'un mur pour « sécuriser » la frontière avec l'Iran. Plus d'une centaine de kilomètres de béton devraient ainsi être installés à la frontière Est du pays. Ankara entend bloquer le passage d'activistes du PKK, le Parti des tra-

vailleurs du Kurdistan, organisation terroriste aux yeux du pouvoir turc. Ankara veut stopper le passage des militants kurdes et bloquer la contrebande, notamment d'essence, qui sert à financer le PKK. Les autorités turques comptent terminer la première phase du projet d'ici à deux mois : 30 % de la frontière devraient être « sécurisés ». On ne sait pas encore si toute la frontière turco-iranienne sera à terme bouclée par ce mur, mais le projet rappelle un autre mur construit par les autorités d'Ankara. Plus de 80 % de la frontière turco-syrienne sont aujourd'hui protégés par un mur. Officiellement pour empêcher le passage des djihadistes de Daech.

## RÉTICENCES INTERNATIONALES

Lorsque l'administration régionale du Kurdistan iraqien a annoncé, il y a plus d'un mois, qu'elle allait effectuer le 25 septembre 2017, un référendum pour son indépendance, nul ne fut surpris. Pourtant, depuis cette annonce, la polémique ne cesse pas. Jusqu'à présent et malgré l'approche de la date prévue, le président de la région autonome du Kurdistan, Massoud Barzani, n'a pas réussi à recevoir le soutien interne et externe souhaité pour ce référendum. À l'intérieur de l'Iraq, hormis le Parti démocratique du Kurdistan, aucun des grands partis n'a fait de déclaration officielle sur un soutien au référendum. Quant aux Turkmènes et Arabes, qui représentent une forte population dans la région, ils ne sont pas favorables à la réalisation de ce référendum. Et, évidemment, le gouvernement central de Bagdad l'a dénoncé clairement dénoncé.

Sur le plan international, les principales puissances semblent réticentes. La semaine dernière, les Etats-Unis ont demandé aux Kurdes d'Iraq de reporter leur référendum. C'est ce qu'a indiqué la présidence de cette région autonome du nord de l'Iraq, ajoutant avoir réclamé des « garanties » et des « alternatives » en échange de ce report. En attendant, à Erbil, capitale du Kurdistan iraqien, les dirigeants affirment que le référendum aura bien lieu à la date prévue.

Quant à la Russie, sa position ➤

➤ est moins tranchante. Pour l'ambassadeur russe en Iraq, « toute décision concernant l'unité de l'Iraq doit être le résultat d'un processus de négociations, en l'occurrence entre Bagdad et Erbil ». Il importe, selon lui, d'éviter toute démarche qui puisse affaiblir l'Iraq et restreindre ses possibilités de faire face à la menace terroriste. Moscou préconise l'intégrité territoriale de l'Iraq et appelle Bagdad et

le gouvernement du Kurdistan irakien à engager un dialogue étoffé pour examiner les questions en litige et s'entendre sur des principes et des formes acceptables de cohabitation, a déclaré l'ambassadeur de Russie en Iraq Maxime Maximov, à l'agence Sputnik le 14 août dernier.

Reste à savoir ce qu'advient après le référendum. Selon de nombreux observateurs, la victoire du « oui »

ne signifierait pas forcément une déclaration d'indépendance immédiate du Kurdistan irakien. Les Kurdes en sont certes conscients, et leur insistance à tenir ce référendum dans les circonstances actuelles n'est pas fortuite. En effet, la coalition internationale constituée contre Daech forme depuis deux ans les Peshmergas. Ce qui veut dire que par rapport à il y a deux ans, Erbil détient actuellement

une force armée plus professionnelle, mieux organisée et mieux équipée en matière d'armes. Et une grande partie des zones disputées depuis 2005 entre Erbil et Bagdad est aujourd'hui sous le contrôle de l'administration régionale. Bref, la conjoncture en Iraq et au Moyen-Orient, notamment la guerre anti-Daech, a offert une grande opportunité à Massoud Barzani. Et il ne compte pas la laisser passer. ■

THE HUFFINGTON POST

20 août 2017

# La question kurde refait surface

## Les Kurdes seront-ils encore une fois un pion sur l'échiquier qui sera délaissé une fois qu'il aura servi les intérêts géopolitiques d'autres puissances?



David Bensoussan  
20/08/2017  
Blogueur

quebec.huffingtonpost.ca

Les Kurdes seront-ils encore une fois un pion sur l'échiquier qui sera délaissé une fois qu'il aura servi les intérêts géopolitiques d'autres puissances?

En Syrie, les Kurdes ont combattu avec succès l'État islamique au nord de la Syrie. Ils ont reçu l'appui de l'Occident malgré les réticences de la Turquie qui a occupé une enclave au nord de la Syrie afin de contrevenir à la formation d'une continuité territoriale kurde au sud de sa frontière. Alors que l'État islamique est en recul, les Kurdes de Syrie craignent que l'appui de l'Occident cesse et qu'ils soient abandonnés à leur sort. Lorsqu'un avion russe fut abattu par la Turquie en novembre 2015, la Russie facilita les avancées kurdes à Afrin en Syrie. Une fois l'entente avec la Turquie reformulée, les Russes n'ont rien fait pour empêcher les bombardements turcs de cette ville et d'autres en juin 2017. La Russie joue la politique du chaud et du froid avec la carte kurde pour faire aller de l'avant dans ses négociations avec la Turquie.

Depuis l'invasion anglo-américaine de l'Irak en 2003, un état d'autonomie de facto existe au Kurdistan irakien et des élections au parlement s'y tiennent. Un semblant d'état fédéré chiite-sunnite-kurde a été mis en place par les Américains. Ce projet s'est volatilisé après le retrait prématuré des forces américaines d'Irak et la politique sectaire du premier ministre chiite irakien Nouri al-Maliki. Les Kurdes d'Irak veulent déclencher un référendum consultatif sur l'indépendance, malgré l'opposition du gouvernement irakien, de la Turquie et des pays

voisins de l'Irak.

Les droits des Kurdes sont brimés ou sévèrement limités dans les pays où ils sont dispersés : Turquie, Irak, Iran et Syrie. Les Kurdes d'Irak ont particulièrement souffert des alliances géopolitiques dont ils ont fait les frais.

Dans les années 60, le leader kurde irakien Mustafa Barzani se révolta contre la dictature baathiste en Irak. De 1970 à 1974, le président irakien Saddam Hussein se lança dans une politique d'arabisation des régions pétrolifères du Kurdistan. L'Iran soutenait alors les Kurdes irakiens contre leur gouvernement et l'Irak soutenait également les Kurdes iraniens contre leur gouvernement. Les accords d'Alger mirent fin à ces appuis en 1975. Par la suite, Saddam Hussein continua sa politique d'arabisation en déplaçant 200 000 Kurdes. Durant la campagne d'Anfal en 1988, 2000 villages kurdes furent détruits et il y eut des dizaines de milliers de morts kurdes.

Du temps de la première guerre du Golfe en 1991, le président Bush père encouragea la sédition contre Saddam Hussein. Néanmoins, il ne fit rien pour arrêter les troupes irakiennes qui décimèrent 20 000 Kurdes et en déplacèrent plusieurs autres centaines de milliers. Une zone d'exclusion aérienne au nord du 36e parallèle fut imposée par le président Clinton en 1991. Néanmoins, profitant de la rivalité entre les factions kurdes du KDP de Barzani et du KUP de Talabani, Saddam Hussein dépêcha 40 000 soldats, 300 tanks et 300 pièces d'artillerie au Kurdistan. En 1996, le président Clinton envoya des dizaines de missiles Cruise pour endiguer l'assaut irakien.

En Turquie même, le cessez-le-feu



Les droits des Kurdes sont brimés ou sévèrement limités dans les pays où ils sont dispersés : Turquie, Irak, Iran et Syrie. Alkis Konstantinidis / Reuters

qui a été négocié avec les militants kurdes du PKK en mars 2013 a été abrogé par le président Erdogan deux ans plus tard afin de s'attirer le vote de nationalistes turcs. Ce faisant, l'Est de la Turquie est devenu une zone de combat et près de 500 000 Kurdes qui sont citoyens turcs vivent en réfugiés dans une zone de destruction massive. 13 députés kurdes au parlement turc ont été emprisonnés. Près de 45 000 enseignants kurdes ont été limogés ou suspendus par le gouvernement turc qui a décrété l'État d'urgence depuis le putsch raté du 15 juillet 2016. Pour sa part, l'Iran n'est pas intéressé par un état kurde, mais aimerait bien que le Kurdistan irakien soit sous sa zone d'influence à l'intérieur d'un Irak contrôlé par des Chiites de façon à contenir la Turquie. Les Kurdes de Syrie qui combattent l'État islamique doivent tenir compte de ce que l'armée turque est prête à leur tirer dans le dos ou encore à faciliter la prise de positions par des milices islamistes qui leur sont opposées. Un référendum en vue

La date du 25 septembre 2017 a été avancée pour la tenue d'un référendum consultatif sur l'indépendance du Kurdistan irakien. La viabilité d'un État indépendant kurde est mise en doute, car il partagerait ses frontières avec la Turquie, l'Iran et la Syrie, pays qui pourraient aisément l'isoler du reste du monde. Bien des pressions sont exercées sur le Kurdistan irakien pour annuler sinon reporter ce référendum sur l'indépendance. Pour leur part, les Kurdes semblent résolus : le leader kurde Massoud Barzani a déclaré : « je suis né à l'ombre du drapeau kurde. S'il y a des répercussions négatives visant à nous isoler, que notre peuple meurt... »

Le leader kurde Massoud Barzani ne voudra sûrement pas finir comme son père Mustafa Barzani, qui a combattu les forces irakiennes de 1946 à 1975 et qui a passé ses derniers jours sur les marches du Capitole à Washington, répétant à qui voulait bien l'entendre qu'il faisait appel aux valeurs de liberté américaines pour que l'on agisse en faveur de son peuple. ■





# Turquie: Erdogan évoque une opération conjointe avec l'Iran contre les Kurdes

Par RFI le 21-08-2017 [www.rfi.fr/](http://www.rfi.fr/)

Le président turc Recep Tayyip Erdogan agite la menace d'une opération conjointe avec l'Iran contre des mouvements kurdes dans la région. Le sujet a été évoqué ces derniers jours lors de la visite en Turquie du chef d'état-major iranien. Les récents soubresauts au Moyen-Orient ont remis en avant la question kurde, un peuple présent en Turquie, en Syrie, en Iran et en Irak. Le chef d'état-major de l'armée iranienne, qui s'est rendu à la mi-août en Turquie, a confirmé, après les déclarations d'Erdogan, que de bons accords avaient été trouvés entre les deux pays contre les groupes kurdes.

La Turquie et l'Iran s'opposent au référendum d'indépendance annoncé pour le 25 septembre 2017 au Kurdistan irakien.

Cette région dispose déjà d'une large autonomie et les Kurdes irakiens ont su établir de bonnes relations avec Ankara comme avec Téhéran mais, en Turquie et en Iran, on redoute l'onde de choc régionale de ce référendum.

La Turquie est en conflit sur son sol avec la guérilla kurde du PKK. Ce mouvement possède une branche en Iran, le PJAK. Et des combattants de ces deux organisations disposent de bases arrières au Kurdistan irakien. Désormais, le président turc Erdogan n'hésite pas à parler « d'opéra-



Le président turc Recep Tayyip Erdogan durant un meeting de son parti, l'AKP, au pouvoir, à Istanbul, le 20 août 2017. REUTERS/Murad Sezer

tion conjointe » que son pays mènerait avec l'Iran contre les organisations kurdes qualifiées de « terroristes » par Ankara.

Même tonalité à Téhéran, rapporte notre correspondant à Téhéran Siavosh Ghazi. Après les déclarations du président turc Recep Tayyip Erdogan sur une possible opération conjointe, le chef d'état-major de l'armée iranienne, qui s'est rendu à la mi-août en Turquie, a confirmé que de bons accords

avaient été trouvés entre les deux pays contre les groupes kurdes.

C'est un rapprochement inattendu entre les deux pays. Le général Mohammad Bagheri a annoncé que son homologue turc allait se rendre prochainement en Iran pour finaliser les discussions entre les deux pays sur la question kurde.

Il a également affirmé que l'Iran soutenait les actions de la Turquie, notamment la construction d'un mur entre les deux pays pour lutter contre le trafic, d'armes et de la drogue mais aussi le passage des rebelles de part et d'autre de la frontière.

Tout comme la Turquie, l'Iran a également multiplié les mises en garde contre l'organisation d'un référendum au Kurdistan irakien. L'Iran et la Turquie sont totalement d'accord pour s'opposer à la tenue d'un référendum au Kurdistan irakien et un changement des frontières dans la région, a déclaré le général Bagheri.

« Tout changement géographique, en tenant compte des différends qui existent entre les Kurdes et le gouvernement central irakien à propos de Kirkouk et d'autres régions, peut provoquer des tensions et des affrontements à l'intérieur de l'Irak », a-t-il dit.

Il a ajouté que l'insécurité pourrait ensuite se propager en Iran et en Turquie, ce qui est « inacceptable ».

Cette fermeté soudaine s'explique aussi par la situation en Syrie. Ces dernières années, la guerre dans ce pays a permis aux Kurdes syriens de prendre le contrôle de régions entières et de s'affirmer comme des acteurs essentiels dans la lutte contre le groupe Etat islamique. Une montée en puissance qui préoccupe les Etats de la région confrontés aux velléités d'autonomie de leurs populations kurdes. ♦



16 août 2017

# Les Kurdes heureux du soutien d'Israël

Shraga Blum 16 août 2017 <http://www.lphinfo.com/>

Les médias kurdes ont réagi avec satisfaction après le soutien apporté lundi par le Premier ministre Binyamin Netanyahu à une indépendance du Kurdistan irakien, soulignant qu'Israël est pour le moment le seul pays occidental à avoir exprimé publiquement son soutien à l'indépendance kurde dans le nord de l'Irak. Ils ont également noté que cette position est partagée par de nombreuses personnalités politiques israéliennes.

Lors de sa rencontre la semaine dernière avec trente-trois membres républicains du Congrès US, Binyamin Netanyahu leur avait fait part de son soutien à la cause kurde, soulignant que le peuple kurde est un peuple courageux, pro-occidental et qui partage beaucoup de valeurs communes avec l'Occident. Il avait alors exprimé son soutien à l'indépendance kurde en évoquant le référendum prévu au Kurdistan irakien le 25 septembre prochain.

La position israélienne diffère sur cette question de celle des Etats-Unis qui sont en faveur d'un Irak unifié.

Le site Kurdistan 24 rapporte que l'an passé, la ministre israélienne de la Justice Ayelet Shaked avait ouvertement appelé à l'établissement d'un Kurdistan indépendant qui séparerait notamment l'Iran de la Turquie et qui serait un Etat allié d'Israël. L'ancien ministre Guidon Saar lui-aussi avait souligné la proximité entre Juifs et Kurdes, minorités au Proche-Orient qui ont toujours entretenu des relations amicales ».

En Iran, les réactions sont par contre violentes. Le porte-parole du parlement iranien a accusé « l'entité sioniste » de « vouloir instaurer le chaos en Irak ». Ali Larijani a également accusé Israël de soutenir l'Organisation de l'Etat Islamique!

Cette prise de position exprimée par le Premier ministre israélien est



aussi une manière de réagir face à l'attitude délibérément hostile du président turc Recep Erdogan à l'égard d'Israël et lui faire comprendre qu'il ne peut impunément s'en prendre sans cesse à l'Etat juif. La Turquie craint plus que tout ce référendum prévu au mois de septembre. Le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlüt Cavusoglu est allé jusqu'à dire que « le référendum sur l'indépendance du Kurdistan irakien prévu le 25 septembre pourrait conduire à une guerre civile en Irak ». Ankara ne craint pas tant une atteinte à l'intégrité territoriale de l'Irak qu'un phénomène de tache d'huile qui toucherait les Kurdes de Turquie, d'autant plus que les Kurdes du nord de la Syrie expriment également leur volonté d'autonomie voire d'indépendance. ■

## Syrie : la Turquie "n'autorisera jamais" la création d'un Etat kurde (Erdogan)

Ankara, 22 août 2017 (AFP)

**LA TURQUIE "n'autorisera jamais" des milices kurdes qu'elle considère comme "terroristes" à créer un Etat kurde dans le nord de la Syrie, a déclaré mardi le président turc Recep Tayyip Erdogan.**

"Nous n'autorisons pas et n'autoriserons jamais la création d'un soi-disant Etat par les PYD, YPG dans le nord de la Syrie", a affirmé M. Erdogan, s'exprimant à Ankara devant des élus de quartiers.

La Turquie considère le Parti de l'union démocratique kurde (PYD) et sa branche armée, les Unités de protection du peuple kurde (YPG), comme une émanation en Syrie du Parti des travailleurs du Kurdistan turc (PKK), classé "organisation terroriste" par Ankara et ses alliés occidentaux.

Le PYD a proclamé en mars 2016 une administration semi-autonome dans le nord de la Syrie.

Les Etats-Unis sont alliés des YPG dans leur lutte contre le groupe Etat islamique (EI) et leur fournissent des armes, au grand dam de la Turquie qui craint la création d'une zone contrôlée par les Kurdes à sa frontière.

Elle a ainsi menacé à plusieurs reprises ces dernières semaines d'intervenir militairement, notamment dans le "canton" kurde d'Afrin, dans le nord-ouest de la Syrie.

La Turquie a déjà lancé une offensive terrestre dans le nord de la Syrie en août 2016 afin de repousser l'EI de sa frontière et empêcher la jonction des différentes zones contrôlées par les YPG.

"Quel est leur objectif ? Créer un corridor terroriste dans le nord de la Syrie qui rejoigne la mer Méditerranée", a poursuivi M. Erdogan, assurant que la Turquie combatera ces "organisations terroristes" "partout où nous les trouverons".

Ces déclarations surviennent après une visite à Ankara la semaine dernière du chef d'Etat major iranien, Mohammad Bagheri, qui a notamment porté sur la lutte contre les rebelles kurdes.

Interrogé après cette visite sur une possible opération turco-iranienne contre les rebelles kurdes dans le nord de l'Irak, M. Erdogan a affirmé qu'une telle éventualité était "toujours à l'ordre du jour".

La Turquie est par ailleurs vigoureusement opposée au référendum qui doit se tenir le 25 septembre sur l'indépendance du Kurdistan irakien, malgré les bonnes relations qu'elle entretient avec le leader kurde irakien Massoud Barzani.

Le ministre turc des Affaires étrangères Mevlüt Cavusoglu doit se rendre en Irak mercredi. Il y rencontrera le président irakien Fouad Masoum, le Premier ministre Haider al-Abadi, mais aussi M. Barzani. ●

**Le Point** 23 août 2017

## Syrie: Erdogan dit à Mattis sa "gêne" face au soutien de Washington aux Kurdes

Ankara, 23 août 2017 (AFP) — <http://www.lepoint.fr>

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a exprimé mercredi la "gêne" de la Turquie face au soutien américain aux milices kurdes syriennes, considérées comme terroristes par Ankara, au cours d'une rencontre avec le chef du Pentagone Jim Mattis, selon la présidence turque.

M. Mattis était à Ankara mercredi pour rencontrer son homologue turc Nurettin Canikli et le président Erdogan.

Selon des sources présidentielles, M. Erdogan a exprimé la "gêne" de la Turquie à propos du soutien apporté par les Etats-Unis aux Unités de protection du peuple kurde (YPG), principale composante des Forces démocratiques syriennes (FDS), fer de lance de la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique en Syrie.

Washington a annoncé en mai avoir commencé à livrer des armes à ces forces qui mènent actuellement l'assaut contre Raqa, principal bastion de l'EI en Syrie.

Mais la Turquie, membre important de l'Otan, considère les YPG comme une "organisation terroriste", émanant du Parti des travailleurs du Kurdistan turc (PKK), lui-même classé "organisation terroriste" par Ankara et ses alliés occidentaux.

Le président Erdogan, cité par le quotidien Hürriyet, a estimé mardi soir que plus de 1.000 camions d'aide américaine acheminés depuis l'Irak étaient parvenus aux milices kurdes dans le nord de la Syrie. La Turquie craint que ces armes ne parviennent ensuite au PKK et se retournent contre elle.

Le Pentagone a déclaré de son côté que M. Mattis avait abordé lors de la réunion les préoccupations "légitimes" de la Turquie vis-à-vis de la sécurité et que les deux hommes avaient



exprimé leur volonté commune pour que leurs pays "créent des conditions pour une région plus stable et plus sûre".

Ankara redoute également la création d'un Etat kurde en Syrie à sa frontière et a mené entre août 2016 et mars 2017 une offensive terrestre dans le nord de la Syrie, afin de repousser l'EI de sa frontière mais aussi d'empêcher la jonction des différentes zones contrôlées par les YPG.

"La Turquie n'autorisera pas l'ouverture d'un corridor terroriste en Syrie vers la mer Méditerranée", a déclaré mardi le président turc, selon des propos recueillis par Hürriyet à bord de l'avion qui le ramenait d'une visite en Jordanie.

"Quel que soit le prix à payer, nous interviendrons", a-t-il ajouté.

La Turquie a ainsi menacé à plusieurs reprises ces dernières semaines d'intervenir militairement, notamment dans le "canton" kurde d'Afrin, dans le nord-ouest de la Syrie.

"Notre détermination à propos d'Afrin est la même. Nos plans se poursuivent comme prévu", a assuré M. Erdogan, selon Hürriyet.

Il a également fait allusion à une opération potentielle dans la province syrienne d'Idleb

(nord-ouest), actuellement sous le joug des jihadistes, sans donner de détails.

**- KURDISTAN IRAKIEN -**

M. Erdogan et M. Mattis ont également réitéré leur opposition au référendum sur l'indépendance du Kurdistan irakien qui doit se tenir le 25 septembre, selon la présidence turque.

Le secrétaire américain à la Défense était mardi en Irak où il a rencontré le leader kurde irakien Massoud Barzani, notamment au sujet de ce référendum.

Le ministre turc des Affaires étrangères Mevlüt Cavusoglu était à son tour en Irak mercredi où il devait rencontrer les responsables irakiens à Bagdad, mais aussi M. Barzani à Erbil.

"Nos attentes à ce sujet sont claires: ce référendum doit être annulé", a déclaré M. Cavusoglu, qualifiant ce scrutin d'"erreur", lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue irakien Ibrahim al-Jaafari.

M. Cavusoglu avait estimé la semaine dernière que ce référendum pouvait "mener jusqu'à une guerre civile" en Irak.

Par ailleurs, selon le Pentagone, MM. Mattis et Canikli ont exprimé leur "inquiétude au sujet de l'influence néfaste de l'Iran dans la région", sans donner plus de détails.

Washington est inquiet du rapprochement entre Ankara et Téhéran, notamment après la visite en Turquie du chef d'état-major iranien la semaine dernière.

Affirmant que la Turquie et l'Iran ont alors décidé de lutter ensemble contre le "terrorisme", M. Erdogan a déclaré que cela "peut être à Qandil, cela peut être à Sinjar", deux localités du nord de l'Irak où les rebelles kurdes turcs et iraniens disposent de bases arrières.

"Les discussions se poursuivent", a ajouté le chef de l'Etat turc, toujours selon Hürriyet.

Mais les Gardiens de la révolution en Iran ont démenti mardi soir tout projet d'opération hors des frontières iraniennes. ●



REUTERS

# More talks likely on Kurdish independence vote, negotiator says

August 22, 2017 — Ahmed Rasheed, Maher Chmaytelli (Reuters)

**BAGHDAD/ERBIL- Iraq — A delegation representing Iraq's ruling Shi'ite coalition may meet Kurdish politicians again next week to try to convince them to delay or cancel a plan to hold an independence referendum, a negotiator said.**

A first round of talks, held last week in Baghdad, brought the two sides closer and a second round could be held next week in the Kurdish capital Erbil, Abdullah al-Zaidi, a negotiator from the National Alliance, Iraq's Shi'ite Muslim ruling coalition, told Reuters on Monday evening.

The Kurdish delegation held separate meetings last week with Prime Minister Haider al-Abadi and the National Alliance, in addition to other political parties in Baghdad.

A Kurdish official, Mala Bakhtiar, on Saturday told Reuters the possibility of postponing a planned Sept. 25 referendum on independence could be considered in return for financial and political concessions from the central government in Baghdad.

The United States and other Western nations fear the vote could ignite a new conflict with Baghdad and possibly neighbouring countries, diverting attention from the ongoing war against Islamic State (IS) militants in Iraq and Syria.

U.S. Secretary of State Rex Tillerson formally asked Massoud Barzani, president of the autonomous Kurdistan Regional Government (KRG), two weeks ago to postpone the referendum.

U.S. Defense Secretary Jim Mattis plans to press Barzani again to call off the referendum when they meet on Tuesday in Erbil, the Kurdish capital in northern Iraq, a U.S. official travelling with him told Reuters.

"They (the Kurds) want guarantees," said Zaidi, who in charge of relations with the Kurdish parties at the National Alliance. "The question of the guarantees has been left to the next round of talks."

The Kurds will not agree to consider to delay the vote without fixing another date for it, said Bakhtiar, executive secretary of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) Politburo.

At the political level, Baghdad should commit to agree to settle the issue of disputed regions such as the oil-rich area of Kirkuk, where Arab and Turkmen communities also live, he said.

On the economic side, Baghdad should be ready to help the Kurds overcome a financial crisis and settle debts owed by their government, he told Reuters in the Kurdish city of Sulaimaniya.

He estimated the debt at \$10 billion to \$12 billion, about equal to the KRG's annual budget, owed to public works contractors and civil servants and Kurdish peshmerga fighters whose salaries have not been paid in full for several months.

Baghdad stopped payments from the Iraqi federal budget to the KRG in 2014 after the Kurds began exporting oil independently from Baghdad, via a pipeline to Turkey.

The Kurds say they need the extra revenue to cope with increased costs incurred by the war against Islamic State and a large influx into KRG territory of displaced people.



A Kurdish man sells sweets at a market in Erbil, Iraq, August 17, 2017. REUTERS/Azad Lashkari

The self-proclaimed IS "caliphate" effectively collapsed in July when U.S.-backed Iraqi forces recaptured Mosul from the militants after a nine-month campaign in which Kurdish peshmerga fighters took part.

The Sunni Muslim jihadists remain, however, in control of territory in western Iraq and eastern Syria. The United States has pledged to maintain its support of allied forces in both countries until the militants' total defeat.

The Kurds have been seeking an independent state since at least the end of World War One, when colonial powers divided up the Middle East and left Kurdish-populated territory split between modern-day Turkey, Iran, Iraq and Syria.

Turkey, Iran and Syria, which together with Iraq have sizeable Kurdish communities, all oppose an independent Kurdistan. Prime Minister Haider al-Abadi's government has rejected the planned referendum as "unilateral" and unconstitutional.

Iraq's majority Shi'ite population mainly lives in the south while the Kurds, largely secular Sunnis, and Sunni Arabs inhabit two swathes of the north. Central Iraq around Baghdad is mixed.

Kurdish officials have said disputed areas, including the Kirkuk region, will be covered by the referendum, to determine whether they would want to remain in Kurdistan or not.

The Kurdish peshmerga in 2014 prevented Islamic State from capturing Kirkuk, in northern Iraq, after the Iraqi army fled in the face of the militants. The peshmerga now effectively run the Kirkuk region, also claimed by Turkmen and Arabs.

Hardline Iran-backed Iraqi Shi'ite militias have threatened to expel the Kurds from this region and three other disputed areas - Sinjar, Makhmour and Khanaqin. ●

AFP

## Référendum d'indépendance du Kurdistan irakien: l'Iran met en garde Kirkouk

Téhéran, 30 août 2017 (AFP)

**L'IRAN a mis en garde mercredi la province irakienne de Kirkouk contre une participation au référendum sur l'indépendance du Kurdistan le mois prochain, affirmant qu'elle serait "provocante et inacceptable".**

Le conseil provincial de Kirkouk, une région ethniquement mixte qui dépend du gouvernement fédéral de Bagdad, a voté mardi en faveur d'une participation au référendum, une décision dénoncée comme illégale et anticonstitutionnelle par le gouvernement.

Ce référendum prévu le 25 septembre doit poser la question d'une indépendance du Kurdistan irakien, région autonome du nord de l'Irak. De nombreux pays étrangers --dont la Turquie et l'Iran voisins de l'Irak et comptent des minorités kurdes-- s'opposent à sa tenue, tout comme les Nations unies, même si ses résultats seront non-contraignants.

"Le conseil de Kirkouk (...) a pris une mauvaise décision, c'est de la provoca-

tion et c'est inacceptable", a affirmé le ministère iranien des Affaires étrangères dans un communiqué, qualifiant ce référendum de "dangereux".

Il "ne permet pas (...) de résoudre les problèmes existants et affectera la capacité et le pouvoir national de l'Irak à prolonger les victoires de ce pays face au terrorisme", a estimé le porte-parole du ministère, Bahram Ghasemi, cité dans le communiqué.

"La République islamique d'Iran met en garde contre cette mauvaise décision qui constitue une violation flagrante de l'intégrité territoriale et de la souveraineté nationale de l'Irak et souligne à nouveau que (...) toute mesure créant de nouvelles crises dans la région et aux frontières des voisins de l'Irak sera intolérable".

Située dans le nord de l'Irak, la province de Kirkouk, qui compte notamment des populations kurde, arabe et turkmène, dépend du gouvernement fédéral de Bagdad et ne fait pas partie de la région actuelle du Kurdistan irakien. ●

# Kurds Say 'No Turning Back' On Independence Vote As Trump Team Lobbies For Delay

By Jack Moore August 23, 2017  
<http://www.newsweek.com>

The government of Iraqi Kurdistan, the autonomous region in the country's far-north, is doubling down on the independence referendum it will hold next month in the face of intense lobbying by the Trump administration to delay the vote.

U.S. Defence Secretary Jim Mattis met with Kurdish President Massoud Barzani in the capital, Erbil, on Tuesday, where he renewed Washington's call for the vote to be postponed to protect Iraq's stability and ensure full focus on the fight against the Islamic State militant group (ISIS).

"Our point right now is to stay focused like a laser beam on the defeat of ISIS and to let nothing distract us," he said before the meeting.

But Kurdish officials have grown increasingly frustrated with Washington's calls for the Kurds to sideline their political ambitions for nothing in return, particularly after three years of intense cooperation in the battle to liberate ISIS from large tranches of territory in northern Iraq and Syria.

"We can't cancel it because it would just be a disaster. The president would be paying a big political price for cancelling the vote in exchange for, at this stage, nothing," a security official in the Kurdistan Regional Government tells Newsweek, speaking on condition of anonymity.

Mattis' appeal was only the latest on the part of Washington. Secretary of State Rex Tillerson has made two personal calls to Barzani in recent months to recommend he delay the vote. The chief of the U.S. Central Command, Gen. Joseph L. Votel, visited Iraq and met with Barzani and Kurdish officials last week.

The U.S. government is concerned that splitting up Iraq would not only harm the stability of the country, but fracture the U.S.-led coalition's campaign against ISIS. Brett McGurk, special presidential envoy for the anti-ISIS campaign, said in remarks made alongside Mattis that a Kurdish vote on splitting away from Iraq would be "potentially catastrophic to the counter-ISIS campaign."

The Kurds are adamant that a referendum will be held, it's just a matter of when, not if. The bid for independence is so popular among Kurds that it is almost a given that it will pass. A National Democratic Institute poll published in June found that 96 percent of the region's population supports independence. The only options on the table are to press ahead with the

*Massoud Barzani and Mattis Iraq's Kurdistan region president Massoud Barzani (R) receives U.S. Defense Secretary James Mattis on August 22, 2017 in Erbil, the capital of the Kurdish autonomous region in northern Iraq. Safin Hamed/AFP/Getty*



September 25 vote, or a referendum at a later stage when it has greater political support from allies, say officials.

"We've had enough of this. The only way we are prepared to postpone the vote is if the Americans give us some sort of assurance for some sort of written agreement on when this vote should be held, and that they will recognise the outcome," the official says.

But there is an opposition bloc within the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), one of two major parties to make up the Kurdistan Regional Government, or KRG, alongside the PUK is the Kurdistan Democratic Party (KDP), which is in favour of the referendum.

Smaller parties, known as Gorran and the Kurdistan Islamic Group (KIG) issued statements opposing the vote, but the PUK and the KDP agreed to the September 25 date for the referendum in June. The Kurds have presented a public front of pressing ahead with the historic referendum ever since.

Barzani himself, at least publicly, has refused to bow to pressure from Washington or other allies. On Tuesday, in remarks delivered to Kurdish representatives, he said that the vote was "the decision of the people" and that he would not accept any verbal promises from Baghdad or the international community.

Ari Mamshae, a staffer in Barzani's presidential team, tells Newsweek that Erbil's position is clear: "No turning back unless a better alternative is being provided, such as an agreement or a treaty signed by the White House, the U.N., and others. That treaty or agreement will target the same objective, which is independence but perhaps with a little twist. Otherwise, no return."

So the Kurds need some form of political recognition, and they say any form of economic or political concessions, such as oil-sharing or new positions in the Baghdad government, will be

rejected. "That's not enough. Our presence in Baghdad is largely ceremonial at this stage. There's a disconnect between," says the official.

The U.S., Britain, Germany, Turkey and Iran are all opposing the referendum, and McGurk said that "every member of the coalition believes that now is not the time to hold this referendum." Observers have expressed skepticism that the Kurds can press ahead with the vote without the support of key allies.

"This is the problem with the referendum, that if they go ahead with this, it won't be recognized by anybody," says Michael Stephens, research fellow for Middle East Studies at London-based defense think-tank RUSI.

"If they do go ahead with it they will pay a price. The Pentagon phone will be ringing and will not be answered, that's the way Americans do these things. Barzani will turn up in D.C. and then they say: 'Oh we are so busy, we cannot meet you.'"

With just over one month until the vote, any change of heart would have to take place in the next two weeks. Any reversal within a week of the vote would look "desperate on all sides," says Stephens.

So there will be much activity in the corridors of Washington, Erbil and Baghdad in the coming days and weeks. But as it stands, the vote is going ahead, and Washington is yet to make its move. "We haven't been offered anything. We haven't had any assurances from the Americans," says the Kurdish official. "We need a promise, a real promise." ●



# Invading Afrin: The missing piece of Turkey's Syria strategy

Turkey faces an intricate tangle of military and diplomatic challenges in Syria and Iraq, but things may finally be going its way in its war at home against the PKK



Chief of Staff for the Armed Forces of Iran Mohammad Bagheri (C) and Chief of the General Staff of the Turkish Armed Forces Hulusi Akar (L) visit Ankara this week (AFP)



David Barchard  
25 August 2017  
www.middleeasteye.net

Exactly one year ago this week, Turkish troops crossed the border into Syria and began Operation Euphrates Shield, a military expedition which may have originally been intended to reach Aleppo and Manbij but ended up confining its forces to just 1,620 sq km close to its border. For the past six months, there have been periodic rumours that Ankara is contemplating a second operation, one that was even being given a name, Operation Euphrates Sword.

This week, Turkey's President Recep Tayyip Erdogan brought the prospect of a second intervention a bit closer briefing journalists on his return from Jordan. The president warned that Turkey would not allow a takeover in the isolated northwestern Syrian district of Afrin by the Democratic Union Party (PYD), a Syrian Kurdish group in control of a line of self-proclaimed cantons along that country's frontier with Turkey, "to emerge as the dominant factor in Afrin" and then perhaps attempt to carve out a "Kurdish corridor" from Iraq to the Mediterranean.

In fact, the PYD has already put down strong roots in Afrin. A Kurdish corridor from Afrin to the sea looks unlikely as it would mean going over either Turkish territory or travelling south over the Syrian opposition-controlled district of Idlib. Since January 2014, the town has been governed by Hevi Ibrahim Mustefa, a woman PYD member described as "prime minister".

"Afrin simply stands out as the missing piece of the puzzle in Turkey's security conundrum regarding the Syrian opposition's struggle," the pro-government Daily Sabah wrote in July.

## GUESS WHO'S COMING TO ANKARA

Limited actions against Afrin are already happening. Since the night of 18 August, reports of Turkish bombardment have been coming out of the town.

To do more than that, Turkey would have to square whatever it does with the other outside powers on the ground in Syria. These are the US, which is a close military ally of the PYD and is fighting alongside them to take Raqqa from the Islamic State (IS) group; the Russians, allies of Syrian President Bashar al-Assad, who would like to clear the radical Syrian opposition out of Idlib; and the Iranians, also allies of Assad.

So a series of high-level military visitors has been passing through Ankara and talking to Erdogan. The Iranian chief of general staff, Mohammad Bagheri, was in Ankara for three days last week. Then came US defence secretary James Mattis on Wednesday this week. Finally, the Russian chief of general staff, Valery Gerasimov, is also expected in the Turkish capital this week.

The rest of the world can only guess what is being thrashed out and whether Turkey can take advantage of the rivalries between the three. The trouble is that it wants all three to make concessions, boosting its position in Syria while apparently offering little to them in return.

Russia and the US are probably reluctant to

« The rest of the world can only guess what is being thrashed and whether Turkey can take advantage of the rivalries between the US, Iran and Russia »

ditch the 'Kurdish wild card' in Syria completely or to allow Turkey to take a wider swathe of Syrian territory, but relations with Turkey are of first order importance in several ways for all three.

## OFFERS ON THE TABLE

Each, therefore, is likely to want to give Turkey something - but less than it is asking. On the key question of military action, it looks as if no one wants a new Turkish incursion into Syria. Iran may be prepared to help Turkey fight the PKK which is a common threat to both, but the

idea faces some opposition in Iran.

Despite a growing climate of hostility with Turkish newspapers accusing the US of massacring civilians in Raqqa, the US still sets a very high price on its 'awkward but necessary' relationship with Turkey, one that might just be high enough to mean ditching its Syrian Kurdish allies once their role in defeating IS is accomplished.

While in Ankara, Mattis let it be known that the US is willing to give Turkey more help against the PKK, probably in the form of signals intelligence and equipment. Since Turkey is currently bringing the whole of the southeast under tight control, this means less than it once would have done.

The US will also try to force the PYD and its military arm, the YPG (People's Protection Units), to distance themselves from the PKK - but given that a good many YPG fighters are, in fact, Turkish nationals from Turkey who are members of the PKK, this is probably not realistic.

As for Russia, Turkey's anxiety is that if its forces move into Afrin, Russian and Iranian forces may respond by taking Idlib, and expelling the militant Islamist Syrian opposition Hayat Tahrir al-Sham (HTS) forces who currently control the town. That would be another setback for the Ankara-supported Syrian rebels and an advance for the Assad regime.

Perhaps to forestall this, Turkey is reported to have suggested to the HTS, a former al-Qaeda affiliate, that it disband - doubtless to camouflage a new entity. HTS is in any case facing local opposition already. This all looks like a very shaky basis for any deal between Ankara and General Gerasimov when he arrives in Ankara.

## 'SUDDENLY ONE NIGHT'

Nonetheless, when Erdogan says Turkey will do something, it usually happens. Some months back, he warned the Syrian Kurds in the words of an old song that Turkey's forces "might come suddenly one night". If a full-scale incursion cannot get a green light from the other powers in Syria, then the alternative may be to step up gradually escalating cross-border attacks while ensuring that no →



A portrait of jailed PKK leader Abdullah Ocalan in hills around Afrin (AFP)

⇒ one comes to the aid of the Kurds.

Afrin, however, is only one part of a huge jigsaw of Kurdish conflicts that Turkey faces, one stretching 1153 kilometres (717 miles) along Turkey's borders with Syria and Iraq. Apart from the other Rojava enclaves in Syria, in Iraq, Turkey faces a challenge from the Kurdish Regional Government of Massoud Barzani, which plans to hold an independence referendum on 25 September.

Turkey's opposition to this is shared by the rest of the international community. Nonetheless, one Turkish leader, the national-

ist Devlet Bahçeli, has warned of possible war. More likely, it is Turkey's close economic partnership with the KRG area which might be in jeopardy.

The one place that Ankara can extract just a little comfort is paradoxically in the fight against the PKK in its own troubled southeastern provinces. At enormous effort and cost, a series of harsh sweeps seems slowly but surely to be bringing the entire region back under full control, eliminating PKK terrorist fighters and arms caches in a series of massive operations.

The death toll is still high – around 20 soldiers, police, and others each month – and there is no political settlement but, as a report from the International Crisis Group showed this week, the violence has decreased since last year and the direct challenge is receding. Ankara is likely to take this as an indication that if it perseveres, it will get what it wants. ♦

- David Barchard has worked in Turkey as a journalist, consultant and university teacher. He writes regularly on Turkish society, politics and history, and is currently finishing a book on the Ottoman Empire in the 19th century.

The Washington Post August 25, 2017

## Opinion

# Could the Kurdish referendum derail statehood?

By Andrew Apostolou August 25, 2017  
<https://www.washingtonpost.com>

On Sept. 25, Iraq's Kurdish population will hold an independence referendum. Few doubt that most Kurds will vote yes. It is, however, unclear if the vote will help Kurdistan become independent or create problems that could derail statehood.

The Kurds want independence to end nearly a century of conflict and suffering inside Iraq. Living mostly in Iraq's north along its Syrian, Turkish and Iranian borders, the Kurds make up between 15 percent and 20 percent of Iraq's 38 million inhabitants. Unlike most Iraqis, who speak Arabic and follow the Shiite branch of Islam, the Kurds have their own language and are predominantly Sunni Muslims.

The Kurds' desire to promote their identity through self-government has clashed with Baghdad's determination to keep Iraq intact. The two sides have also never set a proper boundary between Kurdish and Arab Iraq. In particular, both want to control the city of Kirkuk, which is majority Kurdish and close to major oil fields.

Every attempt at compromise has failed, with violence generally the result. In the 1980s, Saddam Hussein used genocide, killing around 100,000 Kurds and destroying nearly 2,000 villages.

What Iraqi Kurds therefore need is a vote that empowers the Kurdistan Regional Government (KRG), Iraq's autonomous Kurdish administration, to negotiate independence. A legally valid referendum is a powerful expression of the popular will — when it has a specific mandate. However, the Sept. 25 referendum lacks this legitimacy, making its impact unclear. Nor will the result force any part of the KRG to act — not the president, the cabinet or the parliament.



Kurdish people gather this month in Kirkuk, Iraq, in support of a referendum on the secession of northern Iraq's Kurdish region to be held on Sept. 25. (Ako Rasheed/Reuters)

Part of the difficulty is that there is no KRG constitution. The Kurdish parliament did vote for a constitution in 2009, but it is not in force because it was never approved by a referendum. The 2009 constitution in theory grants Kurdistan the right to hold a vote in line with a referendum law. However, the Kurdish parliament never passed a referendum law. Nor will it. Parliament stopped functioning in October 2015 following conflict between Masoud Barzani, the president of the KRG and the opposition.

That makes the result on Sept. 25 more a declaration of intent than a credible bid for independence. In June, Barzani argued in *The Post* that "the results of the referendum will bind future Kurdistan governments." But without a constitution and a referendum law, there is no obligation for future governments to do anything.

As if to prove that the popular vote on Sept. 25 is largely a gesture, the KRG seems to have no plan for the day after. For example, there is no proposal to establish an independent currency if the vote calls for independence. Nor is there an agreed timetable for talks with Baghdad. This is a striking difference from the Scottish independence referendum of September 2014. Scotland had a detailed blueprint to create a separate state in March 2016.

The referendum could also exacerbate the two areas of greatest tension with the rest of Iraq: people and borders. For decades, Iraqi governments expelled Kurds from ethnically mixed areas and replaced them with Arab settlers. Hussein was particularly keen to remove Kurds from Kirkuk, bringing in Arabs from southern Iraq. Every post-Hussein Iraqi government has failed to implement a 2005 deal to compensate these settlers to move to southern Iraq, thereby

allowing Kurds to return.

In response, the Kurds will hold the referendum in these disputed regions, which their forces mostly control after they liberated them from the Islamic State. The Kurds will allow Arab settlers and their descendants to vote, including in Kirkuk, even though the KRG wants them out in the long run — a policy of vote now, leave later.

Kurdish leaders are sweetening the pill by arguing they will take disputed territory only by consent and negotiation. Barzani wants "only those territories where the people overwhelmingly want to be part of Kurdistan." There is, however, no definition of "overwhelmingly." For example, will 66 percent suffice, a threshold used in Iraq's 2005 constitutional referendum?

Although Baghdad objects, there is a historical precedent for the KRG's approach of using votes to determine borders. Germany and Poland divided Upper Silesia in a district-by-district plebiscite in 1921. That voting followed a few years of ethnic conflict and was held under international supervision.

The precedent is, however, an unhappy one. The Germans accepted the loss of territory grudgingly. After Nazi atrocities during World War II, the Poles resolved the issue by expelling the Silesian Germans en masse. The Iraqi Kurds should want to avoid such a violent outcome.

Given Iraq's failure as a state, the Kurds will become independent eventually. Even Iraq's prime minister concedes their right to self-determination. What the KRG must understand is that how it leads the Kurds out of Iraq is as important as the goal of an independent state. ●

Andrew Apostolou is a historian based in Washington.



# Irak: Jean-Yves Le Drian et Florence Parly rencontrent les autorités kurdes

Par RFI le 26-août-2017

<http://www.rfi.fr/>

Après avoir rencontré à Bagdad le Premier ministre irakien Haïdar al-Abadi, le ministre français des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian et la ministre des Armées Florence Parly sont allés à Erbil, dans le Kurdistan irakien, où ils ont rencontré le président du gouvernement régional Massoud Barzani. Le référendum pour l'indépendance du Kurdistan irakien, qui doit se dérouler dans tout juste un mois, inquiète à Paris, comme à Washington.

Le ministre français des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian et la ministre des Armées Florence Parly ont été précédés de quelques jours, à Bagdad, mais aussi à Erbil, par le chef du Pentagone James Mattis. Ce dernier avait essayé de dissuader les responsables kurdes de maintenir au 25 septembre prochain la date de leur référendum pour l'indépendance.

Les Occidentaux voudraient qu'il soit repoussé de plusieurs années et invoquent plusieurs raisons : les risques que cette consultation ferait peser sur la campagne militaire contre l'organisation terroriste Etat islamique, et aussi le risque de déstabiliser l'Irak avant les élections de 2018.

Pour l'instant, les Kurdes ne semblent pas vouloir obtempérer, faute d'assurances fortes de la part des Occidentaux concernant leur aspiration à l'indépendance. Ils ont un atout majeur, qu'ils viennent de gagner par les armes, la reconnaissance de leur engagement du côté de la coalition internationale contre les jihadistes de l'Etat islamique, notamment pour la



Les ministres Jean-Yves Le Drian (Affaires étrangères) et Florence Parly (Armées) ont été reçus par Massoud Barzani, le président du gouvernement régional du Kurdistan, le 26 août à Erbil.  
REUTERS/Azad Lashkari

libération de Mossoul.

Mais cet atout pourrait s'amenuiser avec le temps alors que la Turquie voisine restera toujours décidée d'empêcher coûte que coûte la formation d'un Etat kurde dans la région. L'Iran s'y oppose aussi et le seul soutien, du moins financier, pourrait venir de l'Arabie saoudite. Reste à savoir quelle sera, finalement, la position des Occidentaux. ♦

francetvinfo

25 AOÛT 2017

## La Turquie rejette une demande de libération du journaliste français Loup Bureau

Ankara soupçonne le jeune homme de 27 ans d'appartenir à "une organisation terroriste armée" car il possédait des photos de lui avec des combattants kurdes lorsqu'il a été interpellé le 26 juillet.

Avec AFP France Télévisions le 25/08/2017  
<http://www.francetvinfo.fr>

Loup Bureau ne quittera pas tout de suite les geôles turques. Une demande de libération du journaliste français, détenu depuis le 26 juillet dans le pays, a été rejetée par la justice, a annoncé son avocat vendredi 25 août.

Cette demande avait été déposée début août. Elle a été rejetée par le même juge qui avait mis en examen Loup Bureau pour soupçon d'appartenance à "une organisation terroriste armée", le 1er août, et confirmé son placement en détention. "Un appel a déjà été formé contre cette décision et il devrait être tranché d'ici à une dizaine de jours", a ajouté l'avocat.

**"Un autre mois passé derrière les barreaux"**

"Le rejet de sa remise en liberté est synonyme d'un autre mois passé derrière les barreaux et l'obligation d'une intervention du chef de l'Etat pour espérer une libération", a réagi de son côté le comité de soutien à Loup Bureau, sur sa page Facebook. Un rassemblement de soutien a eu lieu jeudi à Paris.

Le comité souligne par ailleurs être "toujours dans l'attente du deuxième entretien entre Emmanuel Macron et son homologue turc qui devait avoir



Le journaliste Loup Bureau a posté cette photographie de lui sur le réseau social Facebook le 4 décembre 2013 «Serekanyé, Rojava. Avec les combattants kurdes».DR

lieu cette semaine". Le président français avait fait part le 15 août, lors d'un entretien téléphonique, de sa "préoccupation" à Recep Tayyip Erdogan, avec lequel il avait convenu de s'entretenir à nouveau cette semaine à ce sujet.

Loup Bureau, 27 ans, qui a notamment collaboré avec les chaînes TV5 Monde, Arte et le site Slate, a été interpellé le 26 juillet à la frontière entre l'Irak et la Turquie, après que des photos le montrant en compagnie de combattants kurdes syriens des YPG (un mouvement considéré comme une organisation "terroriste" par Ankara) ont été trouvées en sa possession. ■

REUTERS

## La région de Kirkouk participera au référendum kurde du 25/09

Reuters 29 août 2017 KIRKOUK, Irak (Reuters)

LA RÉGION PÉTROLIÈRE DE KIRKOUK, dans le nord de l'Irak, participera le 25 septembre au référendum sur l'indépendance du Kurdistan irakien, a déclaré mardi le conseil provisoire qui la dirige.

La région de Kirkouk, où vivent Arabes, Turkmènes et Kurdes, est revendiquée à la fois par le gouvernement central irakien et par le gouvernement régional du Kurdistan autonome.

Ce référendum aura "bien lieu, sans conteste" le 25 septembre dans la région, a déclaré à Reuters le gouverneur de Kirkouk, Najmouddine Karim, à l'issue d'un vote majoritaire en ce sens du conseil provisoire.

Seulement 24 des 41 membres du conseil ont pris part au vote mardi, 23 votant pour une participation au référendum et un autre s'abstenant. Les autres membres - tous arabes ou turkmènes - ont boycotté ce vote et publié des communiqués dénonçant un futur référendum "non constitutionnel".

S'adressant à la presse à l'issue d'un conseil des ministres, le Premier ministre irakien, Haïdar al Abadi, a parlé d'une "mauvaise" décision à propos du vote de mardi. "On ne traite pas les problèmes de la sorte", a-t-il estimé.

Les peshmergas (combattants kurdes) ont pris le contrôle de Kirkouk en 2014, au moment de la retraite de l'armée irakienne face à l'offensive-éclair du groupe Etat islamique dans le nord et l'ouest de l'Irak. L'intervention des peshmergas a empêché ainsi que les champs pétrolifères ne tombent aux mains des djihadistes.

Bagdad juge le référendum sur l'indépendance kurde contraire à la Constitution irakienne. Etats-Unis et pays occidentaux redoutent que ce



Kirkuk Provincial Council (KPC) held a special session on joining the Kurdistan Region independence referendum scheduled for Sep. 25, 2017.

scrutin ne dégénère en un conflit avec le pouvoir central irakien ou avec la Turquie et l'Iran, qui comptent d'importantes minorités kurdes. Pareil conflit détournerait l'attention de la lutte en cours contre le groupe Etat islamique, qui cède du terrain aussi bien en Irak qu'en Syrie depuis le début de l'année.

Un haut responsable kurde a déclaré que les Kurdes d'Irak pourraient envisager un report du référendum en échange de concessions financières et politiques de Bagdad. ●

L'Orient  
LE JOUR

26 AOÛT 2017

## Les Kurdes de Syrie préparent les premières élections dans la "région fédérale"

Le régime et l'opposition en Syrie ou encore la Turquie voisine avaient mal accueilli la proclamation de la "région fédérale" en 2016.

Qamichli (Syrie), 26 août 2017  
(AFP)

<https://www.lorientlejour.com>

Les autorités kurdes en Syrie ont commencé à préparer la tenue des premières élections locales dans le cadre du système fédéral qu'elles ont mis en place dans le nord du pays, a indiqué samedi à l'AFP une responsable.

Hadiya Youssef, co-présidente de l'assemblée constituante du système fédéral, a tenu samedi une réunion à Qamichli devant des Kurdes, des Arabes, des Syriques et des représentants d'autres communautés pour les informer de la façon dont se tiendraient les trois phases du processus électoral.

La première phase aura lieu le 22 septembre, selon Mme Youssef, et verra les habitants voter pour des représentants au niveau de leur quartier. Les élections pour les conseils exécutifs des villes et régions se tiendront le 3 novembre. Enfin, le 19 janvier 2018, les habitants éliront des conseils législatifs pour chacun des



Hadiya Youssef, co-présidente de l'assemblée constituante du système fédéral. Photo AFP

trois cantons (Afrine, Fourat et Jaziré), ainsi qu'une unique assemblée législative.

Chaque canton pourra voter des lois "pourvu que celles-ci ne contredisent pas le +contrat social+", a précisé Mme Youssef.

Fin 2016, les Kurdes s'étaient

dotés d'un "contrat social", une Constitution pour la "région fédérale" autonome qu'ils avaient proclamée dans le Nord en janvier de la même année. Les élus des assemblées législatives auront un mandat de quatre ans, ceux des autres instances de deux ans.

Le régime et l'opposition en Syrie

ou encore la Turquie voisine avaient mal accueilli la proclamation de la "région fédérale" en 2016, mettant en garde contre un morcellement du pays. Mme Youssef s'est défendue samedi de toute velléité de partition de la Syrie, pays déjà morcelé par plus de six ans de guerre. "Notre système fédéral est géographique et ne vise pas à diviser la Syrie", a-t-elle dit à l'AFP.

En difficulté dans plusieurs régions face à la rébellion, le régime avait retiré ses forces dans le nord et le nord-est du pays en 2012. Depuis, les Kurdes se sont évertués à y créer une région autonome. Ils sont devenus un acteur incontournable dans le conflit et sont notamment les fers de lance dans la bataille visant à chasser le groupe jihadiste Etat islamique (EI) de la ville de Raqa (nord), son fief dans le pays.

La Turquie, qui qualifie de "terroriste" le principal parti kurde en Syrie, le Parti de l'union démocratique kurde, est par ailleurs vigoureusement opposée au référendum qui doit se tenir le 25 septembre sur l'indépendance du Kurdistan irakien. ■



## Loup Bureau toujours en prison

UN RASSEMBLEMENT s'est tenu, hier à Paris, sur le parvis de la mairie du IV<sup>e</sup> arrondissement de Paris, pour exiger la libération du journaliste français Loup Bureau. Détenu depuis près d'un mois en Turquie, il a été arrêté alors qu'il entraînait en Turquie au point de passage de Habur, à la frontière avec l'Irak, en possession de photographies et d'entrevues avec des combattants kurdes.

Le point de passage de Habur est situé à moins de 20 km du nord-est de la Syrie, sous le contrôle des miliciens kurdes syriens des Unités de protection du peuple (YPG). Ankara considère les YPG comme une extension des autonomistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui opèrent dans le sud-est de la Turquie et que la Turquie, les États-Unis et l'Union européenne classent parmi les organisations terroristes.

Présenté devant un tribunal de Sîrnak, la capitale provinciale, il a été placé en détention pour assistance présumée à une organisation terroriste. Le président Macron s'est entretenu avec Recep Tayyip Erdogan et a réclamé le retour en France, « le plus vite possible », du journaliste.

Loup Bureau, 27 ans, étudie le journalisme à Bruxelles. Il a notamment réalisé il y a trois ans un reportage



ÉDITORIAL par Arnaud de La Grange adelagrang@lefigaro.fr

## Orwell à Istanbul

Ce n'est pas une simple histoire de régime, de système politique, une affaire de mois ou d'années. Si tel était le cas, la fuite en avant de Recep Tayyip Erdogan serait moins inquiétante. On sait que tout cela est plus ou moins soluble dans les urnes, réversible, en tout cas. Non, ce qui se joue en Turquie est sans doute plus grave. Et va bien au-delà de la mainmise d'un clan sur un pays. C'est une société entière que le président turc veut mettre à sa main, changer, modeler. Et ce genre de chemin ne se remonte pas facilement.

« Islamonationaliste », « islamoconservateur », diverses terminologies s'essayent à définir l'inquiétant cocktail politique concocté par Erdogan. « Islamo-orwellien », pourrait-on ajouter à ce glossaire incertain. Depuis son palais aux mille pièces, le maître de la Turquie ne cesse de renforcer son contrôle sur la population. Dernier instrument créé pour ce sombre service, les gardiens de quartier, des sortes de supplétifs de la police. Ils sont les yeux, les oreilles du régime. Ils quadrillent, rapportent, dissuadent. L'État prend une troublante tournure paramilitaire.

Mais cette dérive autocratique ne se mesure pas dans les seuls commissariats, les tribunaux et les prisons, nourris par des purges gargantuesques. Elle se lit aussi dans la rue, les écoles, dans chaque interstice où la société civile tente de respirer. Les manuels scolaires sont expurgés. On y bannit la notion de darwinisme, mais on introduit celle de djihad. Et puis il y a la « lettre » que les autorités

C'est toute la société qu'Erdogan veut modeler

imposent mais aussi l'« esprit » qu'elles distillent. Ainsi, les militants de l'AKP se sentent investis d'un rôle de police des mœurs. Reprochant aux femmes leur manière de s'habiller, encouragés par le discours sexiste ambiant. Par le bas, une insidieuse remise en cause de la laïcité est en marche.

Erdogan a une obsession, sortir la Turquie d'une longue période d'aliénation à l'Occident. Pour accomplir ce grand dessein, et si cela était possible, nul doute qu'il se verrait bien au pouvoir jusqu'au 600<sup>e</sup> anniversaire de la conquête de Constantinople par le sultan Mehmet II. En 2053... ■

consacré aux miliciens kurdes des YPG diffusé par TV5 Monde et reproduit sur sa page sur le site de partage de vidéo Vimeo.

Son père espère que le rassemblement de jeudi marquera « le début d'une véritable mobilisation politique » pour la libération de son fils. ■

31 août 2017

## L'Iran et la Turquie deviennent des alliés

Dans la presse Nezavissimaïa gazeta 31.08.2017  
<https://fr.sputniknews.com>

Téhéran se prépare à recevoir le président turc Recep Tayyip Erdogan, qui subit actuellement les critiques des pays du Golfe. En pleine crise qatarie, les autorités turques ne sont pas épargnées: les Émirats arabes unis ont notamment appelé la Turquie à « cesser ses activités coloniales en Syrie ».

On constate effectivement des signes de rapprochement entre la Turquie et l'Iran. Le chef d'état-major des forces iraniennes Mohammed Baqeri s'est rendu à Ankara en août pour s'entretenir avec son homologue turc Hulusi Akar sur la crise syrienne, qui a pris une nouvelle forme suite à l'affaiblissement de plusieurs groupes rebelles modérés en Syrie et à la discorde dans la « famille arabe ». Téhéran et Ankara sont, avec la Russie, les garants du cessez-le-feu en Syrie signé dans le cadre du format d'Astana. Selon le quotidien Nezavissimaïa gazeta.

La question prioritaire qui sera débattue par les dirigeants de la Turquie et de l'Iran sera celle de la souveraineté kurde. En automne, les autorités du Kurdistan irakien ont l'intention d'organiser un référendum sur l'indépendance. Ce vote, qui pourrait aboutir à la création du premier État kurde, ne convient ni à Téhéran ni à Ankara: la venue du président turc en Iran visera donc à préparer un plan pour empêcher ce scénario de se réaliser.

« Depuis le départ, les Émirats arabes unis s'opposent à l'islam dit politique soutenu par la Turquie, rappelle Kirill Semenov, directeur du Centre d'études islamiques. Ils prônent plutôt la sécularisation de tout le Moyen-Orient, ce qui explique leur soutien aux Kurdes syriens. Quand la coalition internationale a pris la décision de leur apporter une aide militaire, ce sont les



Le chef d'état-major de l'armée iranienne, le général Mohammad Baqeri, est arrivé, le 15 août 2017, à Ankara, en Turquie.

Émirats qui ont commencé à fournir aux Kurdes leurs véhicules blindés. C'est un signal très clair pour la Turquie.»

L'analyste rappelle la précédente escalade entre Ankara et Abou Dabi quand une tentative de coup d'État avait eu lieu en Turquie en 2016: « Certains accusaient les Émirats arabes unis d'être impliqués ».

L'expert indique que l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont déjà influencé la dynamique du conflit armé en Syrie en réduisant leur aide aux groupes armés syriens. ◆



DELPHINE MINOUI

✉ @DelphineMinoui  
CORRESPONDANTE À ISTANBUL

**TURQUIE** Un sifflement strident perce la nuit. Dans l'obscurité du soir, deux silhouettes se dessinent sur les pavés. Casquettes sombres, tee-shirts beiges, pistolets à la taille. «Ouvrez votre sac!», ordonne l'un des nouveaux cerbères au passant qu'il vient d'interpeller. Le bonhomme hésite, un peu surpris. Sa montre affiche 23 heures, une heure pourtant décente pour arpenter les rues du quartier Gümüşsuyu, au cœur d'Istanbul. «Contrôle de routine», précise l'agent de sécurité, le sifflet encore collé aux lèvres.

Les curieux s'arrêtent, surpris. En ces jours agités, Istanbul a des airs de vieux film noir où tout peut arriver. «Encore de nouveaux informateurs qu'on nous sort du chapeau! Chaque jour, les autorités renforcent un peu plus leur surveillance sur la population», peste un jeune badaud.

Les deux hommes en question sont des «Bekçi», ces nouveaux gardiens de quartier qui arpentent depuis deux semaines les rues de l'ex-Constantinople de 22 heures à 6 heures du matin. Pour certains Stambouliotes, le concept a une résonance familière. «La dernière fois que j'ai vu un "Bekçi", c'était à la fin des années 1980, quand j'étais à l'école», raconte Metin Gurcan, ancien militaire et expert en questions sécuritaires.

À l'époque, se souvient-il, «ces supplétifs de la police se dis-

tinguaient déjà par le bruit de leur sifflet qui tapissait, à la nuit tombée, les rues de la ville qu'ils patrouillaient à pied». Miné par la menace terroriste, qu'elle provienne de Daech ou du PKK, et embarqué dans une traque infernale contre les putschistes depuis le coup d'État raté de juillet 2016, le gouvernement du président islamico-conservateur Erdogan a ainsi pris la récente décision de les ressusciter.

«A priori, l'initiative est bonne, surtout face à l'insécurité croissante qui touche le pays, estime Metin Gurcan. C'est un moyen de faciliter l'indispensable collecte de renseignements au niveau local pour les faire ensuite remonter vers la police, afin de prévenir un attentat ou un acte criminel.» Également surnommés «Aigles de la nuit», ces gardiens noctambules sont aussi une réponse au déficit sécuritaire dans les grands centres urbains, surtout depuis que le processus de paix engagé avec le PKK a volé en éclats à l'été 2015 : «Avec la reprise des combats contre le PKK, les forces de sécurité ont été déployées en renfort dans le Sud-Est du pays. L'année dernière, 20 000 officiers de police y ont été dépêchés pour y faire leur service militaire. Du coup, il y a un vide à combler dans les grandes villes, en particulier dans l'ouest du pays.»

Dans son bureau en forme de boîte d'allumettes, Pinar (un pseudonyme), aimerait elle aussi croire au bien-fondé de cette police de quartier. «Lors des vastes purges de l'après-putsch, de nombreux policiers ont été mis sur la

touche. Au quotidien, l'impact est flagrant : on assiste à une recrudescence du nombre de cambriolages, renforcé par la crise économique. Alors, oui, les patrouilles de "Bekçi" dans les rues permettront certainement de décourager les voleurs», explique cette muhtar (maire de quartier) d'un des districts d'Istanbul. Mais elle préfère taire son vrai nom pour pouvoir exprimer librement ses réserves. «Dans le contexte de chasse aux sorcières qui prévaut dans le pays, je crains que cette police ne fasse que renforcer l'actuel système de surveillance et de délation», déplore-t-elle.

«Encore de nouveaux informateurs qu'on nous sort du chapeau!»

UN JEUNE BADAUD

L'ampleur de la purge est inédite : en l'espace d'un an, quelque 40 000 personnes ont été arrêtées et plus de 100 000 limogées par vagues successives. D'abord concentré sur les partisans de Fethullah Gülen, l'instigateur présumé du coup d'État raté, le nettoyage n'épargne personne : professeurs signataires d'une pétition pour la paix, journalistes exerçant leur droit à la critique ou simples citoyens considérés comme trop bavards sur les réseaux sociaux...

«Bien souvent, les perquisitions et inculpations se font sur simple dénonciation : un homme qui accuse son voisin d'insulter Erdogan sur Facebook, un collègue de travail qui épie vos lectures. Les gens

s'espionnent les uns les autres. J'ai même entendu parler du cas d'une épouse qui avait porté plainte contre son mari», poursuit-elle. Ses craintes sont d'autant plus fondées que la nouvelle initiative va de pair avec une démultiplication des caméras de surveillance dans les cafés, les restaurants et, grande nouveauté... dans les taxis. Officiellement, les appareils servent à traquer les terroristes potentiels, comme l'assaillant de la discothèque Reina, qui fit 39 morts dans la nuit du Nouvel An. «Mais dans un pays en pleine dérive autoritaire où le mot "terroriste" est recyclé à toutes les sauces, tout le monde est aujourd'hui fiché par le pouvoir», s'inquiète la muhtar, en dénonçant ce climat orwellien.

À ce jour, quelque 700 jeunes ont rejoint la nouvelle police de quartier qui, à terme, devrait compter plusieurs centaines d'autres gardiens de nuit pour la seule ville d'Istanbul. Organisés par quartiers et en binômes, ils font leurs patrouilles à pied et sont, pour la plupart, équipés de menottes et de pistolets. Leur formation est sommaire : les candidats retenus, après avoir postulé au bureau du gouverneur, font d'abord l'objet d'une enquête au peigne fin avant de suivre un entraînement express de cinq à six mois dispensé par la police. «Ces jeunes recrues doivent maintenant faire leurs preuves», concède Metin Gurcan. «C'est avant tout une force de dissuasion pour prévenir de petits crimes, comme des cambriolages de quartier. Pour l'heure, je doute de leur capacité à partici-

«On raconte que le gouvernement a créé ces postes pour offrir des emplois à ses partisans.»

UN MAIRE DE QUARTIER

per à la lutte antiterroriste, d'autant plus qu'ils ne sont pas équipés en conséquence», dit-il. Pinar, elle, est plus méfiante. «On raconte que le gouvernement a créé ces postes pour offrir des emplois à ses partisans. Qui sont ces jeunes? Quelles sont leurs affiliations politiques?», s'interroge-t-elle.

Direction le quartier huppé de Beskitas. Sur l'avenue Ciragan, bordée d'hôtels de luxe, qui longe la rive européenne du Bosphore, deux «Bekçi» font des rondes, accompagnés d'un officier de police en uniforme bleu.



Ce soir-là, *Le Figaro* a obtenu l'autorisation de les suivre, à condition de ne pas leur parler. « Bonne chance ! », leur lance un riverain, en signe d'encouragement. Le plus jeune rougit, puis redresse sa casquette. On lui donnerait 20 ans, à peine. Quelques mètres plus loin, les deux compères tombent sur une voiture abandonnée sur un trottoir. Inspection du véhicule, relevé de la plaque d'immatriculation...

Le temps de passer quelques coups de fil, la relève est aussitôt prise par la police; il s'agit d'un échantillon de leur routine, sur cette artère où, un peu plus loin, un double attentat revendiqué par une filiale du PKK ébranla les abords du stade Vodafone Arena, le 10 décembre dernier.

Mais la soirée ne fait que commencer. Et la confusion des passants aussi: en l'espace d'une heure, l'un des deux Aigles enjoint

par deux fois à un automobiliste de baisser le niveau de sa sono. « Je n'aime pas ça. De quel droit se permet-il de faire ça? Ça commence par la musique... Et après? Ce sera au tour de l'alcool, ou de la tenue des femmes », peste un piéton qui redoute l'émergence officieuse d'une « police des mœurs ».

Un peu plus loin, les deux policiers noctambules croisent un jeune couple qui se tient par la main. Il porte un piercing à l'oreille gauche. Elle est légèrement vêtue d'un débardeur. Cette fois-ci, les « Bekçi » passent leur chemin sans broncher. Mais la jeune femme retient son souffle. « Ce sont des agents de l'AKP! Rien que leur présence dans les rues me rend mal à l'aise. Sincèrement, j'ai l'impression qu'ils sont là pour m'embêter, pas pour me protéger », dit-elle. Sous la nouvelle lune d'Istanbul, la nuit s'annonce longue et escarpée. ■



Organisés par quartiers et en binômes, les « Bekçi » font leurs patrouilles à pied de 22 heures à 6 heures du matin et sont, pour la plupart, équipés de menottes et de pistolets. LE FIGARO

LE FIGARO

25 août 2017

## À l'école, de nouveaux programmes islamonationalistes

LES RÊVES d'Ayse sont passés en noir et blanc. « Avant, quand je rentrais des vacances d'été, je voyais tout en couleurs. Je préparais gaiement le cartable de ma fille, je le remplissais de nouveaux cahiers, de stylos multicolores », dit cette mère de famille turque. Cette année, la rentrée s'appréhende différemment. « Comment vais-je pouvoir expliquer à ma gamine de 12 ans ce qu'est le « djihad », ou encore pourquoi les théories sur l'évolution des espèces sont absentes des manuels scolaires? », s'interroge-t-elle.

Le choc remonte à la mi-juillet, sur une plage de Bodrum. Les pieds dans l'eau, Ayse feuillette le journal. Entre deux pages, elle tombe sur le nouveau programme scolaire concocté par le gouvernement d'Erdogan. « Le ministère de l'Éducation nationale venait d'annoncer sa réforme: introduction de l'histoire du coup d'État raté de juillet 2016, apparition du concept de « djihad » dans les manuels, et disparition de toute référence au darwinisme... », raconte-t-elle.

Selon le ministère de l'Éducation nationale, ces changements controversés entreront en vigueur dans certaines classes dès la rentrée 2017, avant d'être étendus à l'ensemble des niveaux dès l'année scolaire 2018-2019. « Le djihad est un élément de notre religion: il en fait partie, et il est donc du devoir du ministère de l'Éducation d'enseigner ce concept de manière appropriée », se justifie le ministre Is-

met Yilmaz, interrogé par le journal turc *Hurriyet*. À ceux qui voient dans le « djihad » l'idée du « terrorisme islamique », il dit vouloir opposer la signification initiale, c'est-à-dire « le combat intérieur » contre la tentation. Quant au retrait de la théorie de Darwin, il se défend de toute motivation idéologique ou religieuse. « Elle est hors de portée des élèves et pas pertinente à ce stade », tranche-t-il.

Mais ses arguments sont loin de satisfaire les parents et le corps enseignant. « On est en train d'assister à un formatage islamonationaliste des enfants », déplore Ata Esen, du syndicat de l'éducation *Egitim Sen*. Il se souvient de cette déclaration, prononcée en 2012 par Recep Tayyip Erdogan, alors premier ministre, dans laquelle il promettait de « former une jeunesse pieuse ». Ces dernières années, quelques réformes ont déjà vu le jour, comme l'installation de salles de prières dans les établissements scolaires, ou encore la multiplication des écoles dites « imam hatip », qui mettent l'accent sur la religion.

Il y a quelques mois, une autre initiative a provoqué l'ire des professeurs: elle consiste à muter certains enseignants des lycées les mieux classés du pays vers d'autres établissements. La mesure, perçue par beaucoup comme une volonté de « briser l'élite laïque » du pays, va également de pair avec la série de purges qui touche, aussi, le corps enseignant.

**« Le pouvoir a désormais les mains libres pour imposer un nouveau système qui n'a rien à voir avec le monde moderne »**

ATA ESEN (SYNDICAT DE L'ÉDUCATION EGITIM SEN)

Cette vague de changement semble désormais s'accélérer avec le renforcement des pouvoirs du président, obtenu de justesse en avril dernier lors du référendum sur la Constitution. « Aujourd'hui, le pouvoir a désormais les mains libres pour imposer un nouveau système qui n'a rien à voir avec le monde moderne », s'inquiète Ata Esen. « Certes, l'éducation telle qu'elle était conçue depuis l'instauration de la République par Atatürk, en 1923, n'était pas un exemple de démocratie, concède-t-il. Mais maintenant, c'est encore pire: on nous incite à former une nouvelle génération qui ne pose pas de questions », poursuit-il.

« Il est difficile de parler d'une islamisation ou d'une idéologisation claire et nette des programmes », relativise Didem Aksoy, chercheuse auprès de ERG (*Egitim Reformu Grisimi*), un think-tank indépendant spécialisé dans l'éducation. Sur les 51 sujets abordés dans la réforme, l'État islamique est par exemple présenté comme l'ennemi de la démocratie, au même titre que le PKK.

En revanche, « l'accent est nettement mis sur les valeurs sunnites, ce qui peut mettre en difficulté les autres courants de l'islam et les minorités religieuses ». Se pose aussi la question sensible de l'interprétation des nouveaux programmes. « Rien ne dit qu'un professeur ultraconservateur ne soit pas tenté

de donner sa propre version du djihad », dit-elle. À terme, ces nouvelles mesures risquent, aussi, de provoquer une fuite des cerveaux. « Je viens d'inscrire mon fils dans un lycée de Madrid », souffle L., une mère de famille préférant garder l'anonymat. Mais encore faut-il en avoir les moyens... Pour les

autres parents, la vigilance est au rendez-vous. « Je vais devoir redoubler d'efforts pour offrir à ma fille d'autres valeurs que celles propagées par l'école », remarque Aysel. ■

D. M. (A ISTANBUL)

LE FIGARO

25 août 2017

## Ankara s'éloigne de l'Occident et se rapproche de Moscou et Téhéran



DECRYPTAGE  
Isabelle Lasserre  
@lasserre

CE N'EST PLUS seulement une question de mauvaise alchimie personnelle entre Angela Merkel et Recep Tayyip Erdogan, mais une vraie crise diplomatique entre l'Allemagne et la Turquie. « Qui es-tu pour parler au président de la Turquie ? Depuis combien de temps fais-tu de la politique ? Quel âge as-tu ? » C'est ainsi, en lui reprochant également de ne « connaître aucune limite », que le président turc a toisé le ministre des Affaires étrangères en début de semaine. Sigmar Gabriel n'avait fait que dénoncer l'ingérence du pouvoir turc dans la campagne électorale allemande. Recep Tayyip Erdogan a demandé aux Turcs d'Allemagne - ils sont 3 millions, dont 1,2 million de binationaux - de ne voter ni pour la CDU d'Angela Merkel, ni pour les sociaux-démocrates du SPD ni pour les Verts, des partis considérés comme des « ennemis de la Turquie ».

Depuis le putsch manqué du 15 juillet 2016 en Turquie, les relations entre Berlin et Ankara n'ont fait que se dégrader. Erdogan considère comme une manifestation d'hostilité le manque de compassion de l'Allemagne pour sa lutte contre les réseaux gülenistes. La tentative de coup d'Etat fut un tournant dans la relation. Depuis, le gouvernement turc n'a cessé de dénoncer la tolérance d'Angela Merkel envers les partisans du prédicateur, notamment des militaires, ayant fui les purges en Turquie pour se réfugier en Allemagne. Certains d'entre eux, selon lui, seraient directement liés au putsch.

Ankara reproche aussi à l'Allemagne d'avoir pris parti pour le non au référendum du 16 avril sur l'extension des pouvoirs du président Erdogan. En juin, la Turquie a interdit à des parlementaires allemands de se rendre à Incirlik, pour



Angela Merkel et Recep Tayyip Erdogan, lors du G20, le 7 juillet à Hambourg. Depuis le putsch manqué du 15 juillet 2016 en Turquie, les relations entre Berlin et Ankara n'ont fait que se dégrader. POOL/REUTERS

rendre visite aux soldats de la Bundeswehr qui stationnent dans cette base de l'Otan. La relation germano-turque s'est à ce point détériorée que Berlin a annoncé en juillet une « réorientation » de sa politique envers Ankara.

Car personne, en effet, ne mise sur un apaisement prochain. « Erdogan a deux ennemis : les Kurdes et Gülen. Il considère que la lutte contre le PKK et les réseaux Gülen est une question de survie pour le pays. Il n'est pas envisageable pour lui de discuter avec un pays qui héberge sur son territoire des Kurdes et des partisans de Gülen », explique un spécialiste turc, qui réclame l'anonymat. La question dépasse largement, selon lui, le cadre d'Erdogan. « Son départ ne résoudra rien. Il n'effacera pas l'obsession turque vis-à-vis des Kurdes et des gülenistes. La vraie question est celle-ci : la Turquie a-t-elle encore un avenir en Occident ? »

### « Un vrai divorce »

Lui pense que non. Depuis plusieurs années, Ankara foule aux pieds les valeurs de l'Occident : ré-

pression des minorités, presse muselée, dérive autoritaire du régime. Le soutien apporté par les Américains aux Kurdes de Syrie dans la lutte contre l'État islamique à Raqqa a creusé le fossé entre Ankara et ses alliés occidentaux. Erdogan a fait part de sa « gêne » mercredi au chef du Pentagone, Jim Mattis. La Turquie change progressivement son cercle d'amis. Le chef d'état-major iranien, Mohammad Bagheri, a été reçu à Ankara la semaine dernière, alors que les rumeurs d'intervention turco-iranienne contre les rebelles kurdes en Syrie se multiplient. Le chef des forces armées russe est aussi attendu prochainement. « Les Occidentaux ont besoin des Kurdes pour se débarrasser de Daech. Mais ils ne se rendent pas compte qu'ils condamnent ainsi leur relation avec la Turquie. Erdogan se fiche de Daech. Tout cela va se terminer par un vrai divorce », prédit le spécialiste turc.

La dérive autoritaire du pouvoir et les ambiguïtés stratégiques de la Turquie au Moyen-Orient ne concernent pas seulement l'Alle-



Plus de la moitié du pays est attachée à la démocratie. Je crois que beaucoup, en Turquie, comptent sur l'Europe et sur l'Allemagne pour soutenir la démocratie turque et ne pas rester les bras croisés.

SIGMAR GABRIEL,  
MINISTRE ALLEMAND  
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

magne. Elles ont fait réagir Johannes Hahn, commissaire européen à l'Élargissement. « Hausser les épaules n'est pas une stratégie politique à long terme », a-t-il prévenu récemment dans une interview à *Süddeutsche Zeitung*. Les États membres doivent, selon lui, discuter des « implications stratégiques » de la conduite et du « comportement inacceptable » de la Turquie.

### Un problème stratégique pour l'Otan

La question de l'intégration de la Turquie dans l'UE est devenue, d'après un diplomate français, « une vaste hypocrisie » à laquelle il va falloir un jour « mettre un terme ». « Mais qui va l'annoncer à la Turquie ? » se demande-t-il. La parole d'Angela Merkel est liée par les élections législatives du 24 septembre et par le grand nombre de ressortissants turcs vivant en Allemagne. Quant à la France, elle doit ménager Ankara dont elle a besoin pour gérer la crise des migrants et le dossier syrien. La Turquie pose aussi un problème stratégique à l'Otan, dont elle est pourtant la deuxième armée en termes d'effectifs. Le problème est d'autant plus vif depuis qu'elle se rapproche de Moscou et de Téhéran. ■



# Iran, Turkey move to re-establish role as regional backbone

Despite their major differences over key regional crises in past years, shared threats and shared objectives are once again pushing Iran and Turkey together.



Ali Hashem  
August 23, 2017  
<http://www.al-monitor.com/>

**T**EHHRAN, Iran — Iran and Turkey are among the oldest rivals in the Middle East. This rivalry between the former Ottoman and Persian empires has calmed in recent decades, yet, with the spark of the Arab Spring, the two nations with opposing alliances revived their bitter race for influence and power in the region.

It was clear that the 1823 and 1847 Treaties of Erzurum still have an effect on today's Turkey and Iran. Therefore, despite all the tension, blood and proxy collision, Ankara and Tehran remained resilient and have always looked for ways to reach compromises. Political relations between the two preserved a level of warmth. Now that the wars in Iraq and Syria, from an Iranian point of view, are coming closer to an end, a common threat in Iraq's Kurdistan Region is prompting both sides to put aside differences and unify efforts to prevent a domino effect that might harm their national security — namely the Kurdish dream of an independent state.

On Aug. 15, Iran's Chief of Staff Maj. Gen. Mohammad Bagheri made a rare official visit to Turkey to meet his counterpart, Gen. Hulusi Akar, and senior Turkish officials, including President Recep Tayyip Erdogan. According to Bagheri, the visit was "necessary to exchange views and more cooperation on the military subjects and different regional issues, issues related to the two countries' security, security of borders and fighting against terrorism."

The Iranian and Turkish sides were keen to reflect the importance of the visit by talking to the media on several occasions, both during the visit and after, giving hints on what the talks were about — the referendum in Iraqi Kurdistan, the situation in Syria's Idlib province, both countries' desire to combat terrorism — without missing Erdogan's Aug. 21 revelation that his country and Iran are discussing a joint military campaign in northern Iraq against the Kurdistan Workers Party (PKK) and the Party for a Free Life in Kurdistan (PJAK).

**E**rdogan's words were later denied by Iran's Islamic Revolutionary Guard Corps. Prior to the denial, Iran's Foreign Ministry spokesperson Bahram Gassemi told reporters, "The trip was exceptional in that we did not have such visits at such levels for the past 40 years. ... The talks were important and decisive. Maj. Gen. Bagheri had a productive meeting with the Turkish president."

**Both countries are going to take necessary steps to make sure Iraqi Kurdistan doesn't split from Iraq, by any means necessary.**

According to a well-informed source in Tehran, the meetings in Turkey were "very important to tackle issues that are eminent and have dire consequences on the national security of both countries. The referendum on [Iraqi] Kurdistan is a matter that concerns Tehran for several reasons. The same applies to Turkey; therefore, all options — literally all options — were on the table of discussions." The source added, "Both countries are going to take necessary steps to make sure Iraqi Kurdistan doesn't split from Iraq, by any means necessary," and the officials in Erbil received the message.

On the matter of the military campaign Erdogan suggested, the source told Al-Monitor, "This was the Turkish president's initiative. The PKK is a threat to Turkey's national security as well as to Iran's, while PJAK, which we are already fighting, is the one posing a threat to Iran's [national security]. He wanted to see both his country and Iran launching the campaign against both groups, and in return, he's ready to be more helpful in Syria. Idlib could be a step of goodwill; still, Iran doesn't see the PKK as an enemy."

To Iran, ending the war in Syria needs Turkish assistance, given Ankara's



Chief of Staff for the Armed Forces of Iran Mohammad Bagheri (C) and Chief of the General Staff of the Turkish Armed Forces Hulusi Akar (L) visit Ankara this week (AFP)

good ties with several groups that Tehran describes as "terrorists." Either Turkey abandons these groups or convinces them to disarm, and then an everlasting political solution will become a reality. The side agreement on Idlib, which Turkey's Daily Sabah called a joint mechanism, was agreed upon within the framework of the Astana talks meeting in Tehran on Aug. 8 and 9. The Tehran meeting was held away from the media, upon Ankara's request.

**K**urdistan's planned referendum is a matter of mutual concern to both Iran and Turkey. To Tehran, the referendum — and later the possible independence — introduces three main threats. First, a Kurdish state in Iraq could ignite a Kurdish domino effect in the region, which would enhance the dreams of Syria's, Turkey's and maybe Iran's Kurds. Bitter memories from the days of the 1979 Revolution can't be forgotten when Iranian Kurdish militants attempted to secede; this was followed by an insurgency that is still active in areas on the country's northwestern borders.

The second threat is that an independent Kurdish state would mean the division of Iraq and a possible Iraqi Sunni tendency to call for a similar referendum, ending up with at least three small nations in the neighboring country with all the vulnerabilities that might result from such a situation. Iraqi Shiites aren't fortified against possible internal strife, given the renewed divisions among them with Saudi Arabia's thriving attempts to attract some factions to its camp. Another issue to worry about if Iraq gets divided is Syria — borders are going to be loose once again, and there's no guarantee the de facto government will be ready to cooperate with the Iranians and their allies.

The third and final threat from Tehran's point of view is that an independent Kurdistan, given the Kurdish autonomous region's good ties with Israel, will give Israel the chance to spy on Iran and interfere and conspire against it; this will pose a great threat to the Islamic Republic, the Islamic revolution and, thus, to Iran's national security and stability.

Given the above threats, as well as the Turkish reasons to be worried, Turkey and Iran seem to be on the same page and facing almost similar threats, except for Syria. The existential threat the Kurds pose to Ankara and the threat to Iran's national security in this regard makes it inevitable for both sides to join forces and cooperate, despite differences, to prevent themselves from facing an imminent threat that might have dire consequences. ♦

*Ali Hashem is a journalist with a focus on Iran. He is the former Tehran bureau chief for the Arab news network Al Mayadeen, and a former reporter for Al Jazeera and the BBC. He writes extensively on Iran for Al-Monitor and Al Mayadeen and his articles have appeared in The Guardian, The Sunday Times, the Huffington Post, The National and Tokyo's Facta, among others. On Twitter: @alhashem\_tv*

# YPG not a choice but necessity, US tells Turkey

MURAT YETKIN August/24/2017  
www.hurriyetdailynews.com

The U.S. military alliance against the Islamic State of Iraq and the Levant (ISIL) with the People's Protection Units (YPG), the Syrian extension of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), is "not a choice but a necessity."

That is what U.S. Secretary of Defense James Mattis told President Tayyip Erdogan when Erdogan expressed Ankara's unease at the situation during their meeting on Aug. 23 in the Turkish capital, a high-ranking Turkish official told the Hürriyet Daily News, speaking on condition of anonymity.

They also said Mattis promised that the U.S. would give the serial numbers and locations of all weapons delivered to the YPG in the Syria Democratic Forces (SDF), as part of an attempt to sooth Turkish concerns that those weapons would end up in the hands of the PKK for use against Turkey. The SDF is basically a front organized by the U.S. Central Command in order to disassociate itself from the name of the PKK and PKK-affiliated groups.

According to the source, Mattis offered Erdogan more assistance in Turkey's fight against the PKK, on which the security teams of both countries have been commissioned to work.

The Turkish and American sides also repor-



Turkish President Tayyip Erdogan meets with U.S. Defense Secretary Jim Mattis at the Presidential Palace in Ankara, Turkey, August 23, 2017. Kayhan Ozer/Presidential Palace/Handout via REUTERS

tedly expressed commitment to the principle that once the key Syrian city of Raqqa is liberated from ISIL, or DAESH in an Arabic acronym, the city would be governed by native Arab people - not by the YPG.

"Mattis gave us assurances that the U.S. gave great importance to the NATO alliance binding us together. He stressed that their alliance with the YPG, which he described as 'temporary,' was limited to the fight against DAESH," the source said.

"We accept that as a word from an ally but we will wait and see whether the promises are delivered. But I can say that apart from the YPG issue, we are pleased to see that we think alike on almost all other security-related issues with the U.S.," they added.

#### Those issues include the following:

\* Turkey-U.S. cooperation against ISIL will continue. Within the scope of that cooperation, Turkey's strategic Incirlik Air Base and other designated military bases and facilities will remain open to the activities of the U.S.-led coalition against ISIL

\* The territorial integrity of Iraq and Syria must be protected. Turkey and the U.S. are both against the independence referendum announced by Masoud Barzani, the leader of Iraq's Kurdistan

Regional Government (KRG), and scheduled for Sept. 25. Ankara and Washington agree that no Kurdish, Nusayri, ethnic or religious autonomous regions in Syria should be supported.

\* As in the case of the YPG and Raqqa, control of the Iraqi city of Tel Afar will not be left to the pro-Iranian Shiite militia of Hashd al-Shaabi once it is cleared from ISIL occupation. It will instead be administered by the Iraqi government, and the same applies for Mosul.

\* Turkish troops in Afghanistan will stay and full U.S.-Turkish cooperation in Afghanistan will continue, including use of the Incirlik base.

Turkey's recent rapprochement with Iran over possible cooperation against the PKK, which came onto the agenda with the recent visit of Iranian Chief of General Staff Mohammad Bagheri, as well as Turkey's talks with Russia to purchase S-400 air defense systems, were not discussed in the Erdogan-Mattis meeting, the high-ranking source told the Hürriyet Daily News.

Mattis' visit to Ankara, which came right after his visit to Baghdad and Arbil, seems to have decreased the tension between Turkey and the U.S. a little, if not completely. That tension has been escalating in recent months because of the YPG problem, which is a result of the wider civil war in Syria. ●

REUTERS

## Kurdistan pays \$1 billion to Dana Gas, partners to settle London case

August 30, 2017 Dmitry Zhdannikov LONDON - (Reuters)

**IRAQ'S KURDISTAN region will immediately pay \$1 billion to UAE-based Dana Gas and its partners to settle a long-running London court case, the two sides said on Wednesday.**

The full and final settlement of the \$2.24 billion case is the latest effort by the semi-autonomous region to put its finances in order ahead of a referendum next month seeking independence from the government in Baghdad. Last week, Kurdistan signed deals with key oil producers on its territory to clear outstanding debts, but the long-running dispute with Dana was still clouding the picture.

Dana Gas, its parent Crescent Petroleum and its partners filed a case against the Kurdistan Regional Government (KRG) in the London Court of International Arbitration in October 2013, accusing it of underpaying for gas liquids production.

The KRG has argued the case came amid its fight against Islamic state and as its budget suffered from a steep drop in revenues due to lower oil prices, which forced it to postpone and restructure payments to some counter-parties.

Under the settlement, Kurdistan will immediately pay \$600 million to the Pearl Consortium, in which Dana and Crescent own 70 percent and their partners Austria's OMV, Hungary's MOL and Germany's RWE own 10 percent each.

Kurdistan will also immediately pay another \$400 million to go exclusively towards Pearl's further development to increase production at its fields.

The balance of \$1.24 billion will be reclassified from debt to outstanding costs to be recovered by Pearl from future revenues.

"This settlement ... opens a new chapter in the relationship between the parties and will take the development of the important natural gas sector to new heights," said Kurdistan Minister of Natural Resources Ashti Hawrami.

Kurdistan has ramped up oil sales independent from Baghdad in past →



→ years and is hoping to steeply raise gas output and exports as it seeks economic and possibly political independence from Baghdad. "The settlement of all debts and restoration of full cooperation gives a positive outlook for further investment and full realization of the enormous resource potential of the areas," Majid Jafar, chief executive of Crescent Petroleum, said in a statement. Pearl agreed to steeply raise gas production within two years while Kurdistan agreed to add two new blocks to Pearl's two existing fields and improve the deal's terms to levels it offers to international firms under production sharing agreements. The settlement is significant for both parties, with Kurdistan settling the dispute at a time it is working on reshaping public finances and filling

budget holes caused by a fall in crude prices. For Dana, the Kurdish settlement will be eagerly watched by its bond holders which are disputing in courts in London and the UAE a move by Dana to restructure a \$700 million sukuk bond on the grounds it is no longer sharia-compliant. The Pearl consortium says it has invested more than \$1.2 billion and produced over 150 million barrels equivalent of gas and petroleum liquids in Kurdistan but non-payments from the region has complicated its finances. Pearl develops the Khor Mor and Chemchemal gas fields. Under the settlement it agreed to increase production at Khor Mor by 500 million cubic feet a day or 160 percent from the current levels within two years. ●

AL-MONITOR

AUGUST 23, 2017

## Tensions flare between US, Shiite factions in Iraq

The recent escalation by Iran-affiliated Iraqi Shiite militias against US forces on the Iraqi-Syrian border may offer an early indication of the coming confrontation between the two sides after the Islamic State is eliminated from Iraq.



Hamdi Malik  
August 23, 2017  
www.al-monitor.com

As the Islamic State weakens in Iraq and Syria, the forces fighting the group are eyeing each other more critically. The United States and Iran are vying for influence in Iraq, and accusations are flying.

In the battle to control the Iraqi-Syrian border, the Sayyid al-Shuhada Brigades, an armed faction of Iraq's Popular Mobilization Units (PMU) came under attack Aug. 7. In a strongly worded statement the same day, the group accused US forces of attacking their positions in western Iraq and vowed to avenge the casualties.

The statement said US forces had heavily bombed the brigades' positions on and near the border, "killing and wounding many of our forces." The group called for "an urgent meeting of leaders of the Islamic resistance factions in Iraq to consider an appropriate response."

Denials came from many quarters. On Aug. 8, the Iraqi Joint Operations Command denied any attack on PMU positions in the area and stressed, "Incidents reported by the media occurred outside the Iraqi border." Coalition spokesman US Army Col. Ryan Dillon stated via his official Twitter account, "Allegations of #coalition strikes vs. Popular Mobilization [Units] near #Iraq-#Syria border are INACCURATE. No coalition strikes there [at this time]." Even the leadership of the wider PMU issued a statement the next day echoing the coalition's denial.

IS immediately claimed responsibility for the attack, publishing footage of the ambush showing the flag of the Sayyid al-Shuhada Brigades.

The Iraqi faction had been accompanied by members of the Iranian Revolutionary Guards Corps (IRGC), and IS captured and killed one of them, Mohsen Hajji. In contrast to what the Sayyid al-Shuhada Brigades claimed, the IRGC deputy commander-in-chief, Brig. Gen. Hussein Salami, said in an Aug. 14 TV interview that the attack had taken place on Syrian territory and was carried out by IS.

"Martyr Hajji was with other fighters in their headquarters in an area between al-Tanf and Abu Kamal, which was targeted by IS terrorist forces using several car bombs. At the same time, an offensive force managed to circumvent the headquarters and ambush the fighters," Salami said.

It seems that despite the obvious falsehood of their accusations, some Shiite factions are trying to stir up anti-US sentiment to rid Iraq of US forces in the post-IS stage.

Ahmed al-Maksousi, assistant secretary-general of the brigades, said in an Aug. 8 TV interview, "If we do not deter the Americans and don't respond to them, they will continue to overstep their bounds. This is why we must



Syrian government forces secure a road for a military convoy in the desert area of Saba Biyar as fierce clashes are reported in southeastern Syria near the border with Iraq, May 10, 2017. AFP/Getty Images

have a clear response."

Meanwhile, the semi-official Iranian Fars News Agency reported that the United States is building a base in western Mosul province; neither the Iraqis nor the Americans have confirmed this.

Michael Knights, a fellow at the Washington Institute, told Al-Monitor, "Sayyid al-Shuhada Brigades and their mother faction, the Hezbollah Brigades [which is also part of the PMU], have taken it upon themselves to monitor the movements of US forces in Iraq in the areas where the PMU are located. The brigades are stationed outside US forces' military bases, keeping a close eye on them in an attempt to intimidate them."

The Iraqi-Syrian border became the focus of this conflict as the Shiite factions close to Iran, with the help of advisers and fighters from the IRGC, sought a foothold at the border to prevent the US from taking control there. The Hezbollah Brigades, which is also close to Iran and present in both Iraq and Syria, has declared its objective of preventing the United States from gaining control of the Iraqi-Syrian border.

Another military base, al-Tanf, is also involved in the controversy. US forces use the base near the Iraqi-Syrian-Jordanian border to train the Revolutionary Commando Army, a Syrian faction established in 2015 for the purpose of fighting IS.

In an Aug. 3 statement, the Hezbollah Brigades said, "After a series of tactical operations by the Islamic Resistance/Hezbollah Brigades and other factions, al-Tanf base lost its importance in carrying out the alleged American project." It added, "The Americans and their allies have to retreat to the Jordanian border."

In June, Iraqi Shiite factions fighting alongside Syrian regime forces were able to reach the Iraqi-Syrian border, blocking the road between al-Tanf and the areas under IS control. But the recent attack on Sayyid al-Shuhada Brigades showed how tenuous the Shiite factions' hold is, positioned in a narrow corridor north of al-Tanf with insufficient logistical support and a lack of aerial cover and artillery support in an open desert.

A source in the Iraqi army told Al-Monitor on condition of anonymity, "The Hezbollah Brigades and Asaib Ahl al-Haq [another Iraqi Shiite faction close to Iran] tried to find a corridor to connect the Shiite factions from both the Syrian and Iraqi sides, but could not do so in the absence of support, aerial cover or even armored vehicles from the Iraqi forces." ◆

Hamdi Malik is a doctoral student in sociology at Keele University, United Kingdom, and a researcher at the Center for Middle Eastern Studies in London. He has published a number of articles on Iraqi affairs.

REUTERS

# France pledges support to stabilize post-Islamic State Iraq

August 26, 2017 BAGHDAD -Maher Chmaytelli (Reuters)

**FRANCE will help reconstruction and reconciliation efforts in Iraq as it emerges from a war against Islamic State, French Foreign Minister Jean-Yves Le Drian said on Saturday after talks with Iraqi officials in Baghdad.**

France is a main partner in the U.S.-led coalition helping Baghdad fight the militants who seized parts of Iraq and Syria in 2014. The coalition provided key air and ground support to Iraqi forces in the nine-month campaign to take back Mosul, Islamic State's capital in Iraq.

The city's fall in July effectively marked the end of the "caliphate" declared by Islamic State leader Abu Bakr al-Baghdadi over parts of Iraq and Syria. Iraqi forces were close to taking back full control of IS's northwestern stronghold of Tal Afar on Saturday.

"We are present in the war and we will be present in the peace," Le Drian told a news conference in Baghdad with French Defence Minister Florence Parly and Iraqi Foreign Minister Ibrahim al-Jaafari.

"Even if our joint combat against Daesh is not finished, it is entering a phase of stabilization, of reconciliation, of reconstruction, a phase of peace," Le Drian said, calling Islamic State by its Arabic acronym.

During the talks, Iraqi Prime Minister Hayder al-Abadi urged France to invest in Iraq, "at the economic, commercial and investment levels", according to a statement from his office.

France will grant a 430 million euro (\$513 million) loan to Iraq before the end of the year, a French diplomatic source said.

## KURDISH REFERENDUM

Later on Saturday, the French ministers met Kurdish President Masoud Barzani in Erbil, the capital of the autonomous Kurdistan region, whose Peshmerga fighters have played a prominent role in the fight against Islamic State.



Iraq's Kurdistan region's President Massoud Barzani receives French Foreign Minister Jean-Yves le Drian and French Defence Minister Florence Parly in Erbil, Iraq, August 26, 2017. REUTERS/Azad Lashkari

Le Drian said that France will continue to support the Kurdish Peshmerga, according to a statement by the Kurdish presidency. The Kurdistan Regional Government's (KRG) plan to hold an independence referendum next month was also discussed by both parties, according to the Kurdish presidency.

France and other western countries are worried that the referendum to be held on Sept. 25 could ignite fresh conflict with Baghdad and neighboring states with sizeable Kurdish communities, mainly Iran and Turkey.

During the meeting with Abadi, the French delegation "expressed its commitment to a unified Iraq," according to the Iraqi premier's statement.

Prior to the meeting in Erbil, a diplomat familiar with French policy said Le Drian and Parly would convey to KRG President Massoud Barzani the French position in favor of an autonomous Kurdistan that remains part of the Iraqi state.

During the meeting with Barzani, Le Drian called for continued dialogue between Erbil and Baghdad to reach a mutually satisfactory solution over the referendum, according to the Kurdish presidency's statement.

In Baghdad, the French ministers and Jaafari did not mention the fate of families of French citizens who fought with Islamic State, found in Mosul and other areas taken back from the militants. Several hundreds French nationals are believed to have joined the group. ●



Iraqi Foreign Minister Ibrahim al-Jaafari, right, welcomes French Defence Minister Florence Parly, left, and French Foreign Affairs Minister Jean-Yves Le Drian, at a press conference in Baghdad, Iraq, Saturday, Aug. 26, 2017.

Ekurd Daily

August 28, 2017

## TURKEY CALLS ON PUK TO FIND TWO WHO WENT MISSING IN IRAQI KURDISTAN

August 28, 2017 www.ekurd.net

**SULAIMANI, Iraq's Kurdistan region,**— Turkey has called on the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) to find two people who have gone missing in the city of Sulaimani in Iraqi Kurdistan, a PUK member said.

PUK Leadership member Farid Asasard told NRT on the sidelines of a forum titled "Media and the Referendum" on Sunday that Turkey had sent two people holding diplomatic passports to Sulaimani, although neither of them were in fact diplomats.

Asasard added the two Turkish citizens came to the city of Sulaimani to carry out a "special job."

"[Turkey] has never informed us to provide security for them and their missing [status] has no relation to us," Asasard continued.

The PUK is likely to mediate between Turkey and the Kurdistan Workers' Party (PKK) to normalize the situation, Asasard said. "Those people could be handed to Turkey through a swap of prisoners from both sides," he added.

Sources told NRT on Friday that the abduction of two members of Turkey's National Intelligence Organization (MIT) by the PKK in Dukan district northwest of Sulaimani has created tension between Ankara and the PUK.

The MIT members intended to carry out several activities including →



► attempts to “assassinate” a top PKK leader, the sources added. The PKK monitored the MIT members and took them to the Qandil Mountains.

Last week Turkey expelled PUK representative in Ankara, Behroz Galali, along with his family.

Galali said during a press conference that the Turkish Foreign Ministry had informed him the PUK’s office in Ankara had to be closed and he had

to return to the Kurdistan Region due to an incident which took place in the PUK zone in the Kurdistan Region.

PUK Politburo member, Saadi Ahmed Pira, told NRT on Thursday Turkey wanted the PUK and its representative to pay the price of an incident for which Ankara has not been successful.

He further said the PUK is in contact with Turkey to resolve the issue. ■

Copyright ©, respective author or news agency, nrttv.com

The Washington Times

August 27, 2017

# Making the case for Kurdistan

## An independent Kurdistan and a safe zone would buffer Iranian encroachment

### ANALYSIS/OPINION:

By Stephen Hollingshead - August 27, 2017  
<http://www.washingtontimes.com>

**ERBIL, Iraq** — This September 25, Iraqi Kurdistan will hold its long promised referendum on independence from Baghdad. This move is controversial everywhere except in Kurdistan; yet it presents a defining opportunity for U.S. interests.

President Trump should ratify Iraqi Kurdistan’s overwhelming desire for independence — a long overdue step toward healing the historical injustice of Sykes Picot and also an opportunity to bring his Safe Zone policy to Iraq to reverse the ISIS genocide of Christians, Yazidis, and Turkomen, many of whom have taken refuge inside Iraqi Kurdistan. Moreover, those two steps would create a buffer against ongoing Iranian efforts to build a land bridge to the Mediterranean.

The Arab world still resents the arrogance of Sykes Picot, the Western powers’ century-old revision of the map of the Middle East, drawn not along natural lines of ethnic, religious, or linguistic communities but rather to divide them in ways to allow the West to control resource extraction.

But even more than the Arabs, the Kurds have reason to chafe under the violence of Sykes Picot. Moderate-majority Sunni Muslims, Kurds are the largest ethnic group on the planet without their own country. They live as a majority in one contiguous geographic area yet are divided by the map into Turkey, Iraq, Syria, and Iran, and so have been oppressed as an ethnic minority.

When ISIS conquered large swaths of the region in 2014, many of the displaced, especially Christians and Yazidis fleeing genocide, took refuge in Iraqi Kurdistan, the most U.S.-friendly area of Iraq. While the U.S. and EU have officially declared this to be a genocide, we have yet to do anything to fulfill our treaty obligations to redress it.

Genocide is not merely about theft, rape, and murder: It is a scheme to eradicate a people from a place. In that sense, genocide can and should be reversed.

Mr. Trump’s proposed safe zone in Syria is not merely realpolitik but is the preferred policy of those I’ve spoken to in the camps — they want to go home. That safe zone should include those areas of Northern Iraq adjacent to Syria that are home to the victims of the ISIS genocide. Those areas also border Iraqi Kurdistan, which has offered refuge to so many displaced by ISIS.



Sovereign Kurdish Territory Illustration by Greg Groesch/The Washington Times

Mr. Trump, who carried Michigan by fewer than 12,000 votes, owes his margin of victory there to the hundreds of thousands of Iraqi Christians around Detroit who supported him overwhelmingly. It is time to deliver on his promise to make it possible for their relatives to return home.

Safe Zones only work when security fosters productivity. In addition to external security, internal security and the rule of law (including the administration of property rights) are absolutely necessary to achieve lasting peace and allow people to return to the productive employment required to restore their sense of dignity.

The United States should enlist a coalition including Kurdistan, Iraq, and NATO allies to secure the borders of the zone, but insist that internal security forces and judicial administration be entirely indigenous, under international training and observation. In other words, both the Shia militias Baghdad has sent to the North at Iran’s instigation (who are already moving Shia into formerly Christian areas) and the Kurdish Peshmerga forces who today compete with them for control of these areas, must leave the zone.

This is a deal the Kurds are willing to make, and Mr. Trump must be willing to bring Baghdad to the table by holding hostage the prospect of any continued U.S. aid. A united Iraq is a failed

experiment, and our aid only goes to prop up a government dominated by Tehran. As a Peshmerga general asked me last year at his command post on the front with ISIS, “Don’t you Americans know that Iran is even more dangerous than ISIS?”

While Baghdad has become enthralled to Tehran, Tehran is expanding its military footprint, sending Shia militias into Iraq and propping up Hezbollah in Syria and Lebanon. Iran’s long term strategy to pave a road to the Mediterranean is plodding along without raising much alarm in the very West that strategy is designed to threaten. It is time we do something about it. We might start by helping our only friends in the neighborhood: The Kurds, Christians and Yazidis.

As the Kurdistan Regional Government’s Minister of Foreign Relations, Falah Mustafa Bakir, told me this week, “Kurds yearn for a long term strategic partnership with the United States. We share the same values and principles, and deserve the support of the U.S.” Let’s make a deal with the Kurds to protect our other friends in the region and unite them against Iranian encroachment. All they want is the same independence that made America great. ■

• Stephen Hollingshead is an entrepreneur and economic development advisor who directs [IraqHaven.org](http://IraqHaven.org).

# En Irak, Daech perd son fief de Tall Afar

Les djihadistes ne contrôlent plus que trois autres villes près de la frontière syrienne et une dernière, au sud de Mossoul.



Des soldats de l'armée irakienne prennent position devant la ville de Tall Afar, lundi.

GEORGES MALBRUNOT [@Malbrunot](#)

**MOYEN-ORIENT** Daech vit ses dernières heures dans la province de Ninive dans le nord de l'Irak. Après avoir repris au cours du week-end Tall Afar aux djihadistes, les forces gouvernementales, accompagnées des unités paramilitaires de la Mobilisation populaire et appuyées par la coalition internationale sous commandement américain, ont lancé l'assaut contre la bourgade d'al-Ayadiéh, la dernière poche de Daech dans cette province, à 12 km au nord de Tall Afar.

Lundi matin, les djihadistes - parmi lesquels de nombreux fuyards de Tall Afar réfugiés à al-Ayadiéh - ont lancé plusieurs voitures piégées conduites par des kamikazes sur les forces irakiennes, tandis que des frappes aériennes de la coalition étaient entendues dans la localité. Al-Ayadiéh se trouve sur la seule route, depuis Tall Afar, que les djihadistes peuvent emprunter pour fuir vers la Syrie voisine, où Daech conserve encore des positions au-delà de la frontière le long de l'Euphrate.

Lancée le 20 août, la reconquête de Tall Afar a été rapide. Les forces irakiennes - 50 000 environ - ont avancé dans une ville fantôme, où elles n'ont rencontré qu'une faible résistance de la

part de quelque 2 000 djihadistes, qui ont répliqué surtout par des tirs de snipers à l'arrivée des blindés irakiens. Beaucoup avaient l'air « épuisés », confiaient des habitants ayant fui Tall Afar, juste avant l'offensive de Bagdad.

## Cinq francophones arrêtés

Avec ses 200 000 habitants - en majorité des Turkmènes chiïtes - avant l'arrivée de Daech à l'été 2014, Tall Afar était dix fois moins peuplé que Mossoul, la grande ville du nord de l'Irak, reconquête début juillet par Bagdad, et nombre d'entre eux avaient fui au début de l'occupation djihadiste de la ville, il y a trois ans. Ceux qui étaient restés étaient proches de Daech, accusent aujourd'hui certains Turkmènes.

À Tall Afar, Daech avait également recruté des djihadistes turcs et d'autres étrangers, des Européens notamment. Selon Hisham al-Hashimi, spécialiste de l'État islamique, cinq djihadistes francophones en fuite ont été récemment appréhendés par les combattants kurdes au nord de Tall Afar. Celle-ci était la ville d'où était originaire Abou Alaa al-Afri, l'un des plus proches collaborateurs du chef de Daech, Abou Bakr al-Baghdadi, qui se terre entre l'Est syrien et l'Ouest irakien pour échapper aux forces spéciales lancées à ses trousses.

Alors que les humanitaires se préparaient à un nouvel exode de civils au fur et à mesure de l'avancée des troupes autour de Tall Afar, le flux de déplacés a été plutôt ténu. Selon l'armée, le premier ministre Haïdar al-Abadi attend la chute d'al-Ayadiéh pour proclamer la victoire sur Daech dans la province de Ninive, probablement d'ici à la fête musulmane de l'Aïd al-Adha, le 2 septembre. Mais certains habitants n'ont pas attendu pour rentrer chez eux. Nombre d'entre eux avaient trouvé refuge dans le sud de l'Irak à majorité chiïte. Dès juin 2014, certains avaient répondu à l'appel lancé alors par l'ayatollah Ali Sistani, principale figure du chiïsme irakien, pour s'enrôler dans la Mobilisation populaire et combattre aux côtés de l'armée à Tall Afar. « Vous ne pouvez pas imaginer mon bonheur quand j'ai vu ma maison », a raconté à l'AFP Abbas, un habitant du quartier d'al-Kiffah, qui a participé à la reprise de Tall Afar aux côtés des miliciens chiïtes irakiens, encadrés par l'Iran.

En débandade après la chute de Mossoul, Daech aurait, selon la presse irakienne, transféré le siège de son « califat » à Qaëm, dans la province d'al-Anbar, le long de l'Euphrate, non loin de la frontière syrienne, où les djihadistes contrôlent encore deux autres villes, Rawa et Ana. Des villes en plein désert où ils peuvent compter sur la complicité de tribus. Leur reprise sera d'autant moins aisée que la frontière avec la Syrie restera ouverte aux allées et venues des radicaux islamistes. Daech contrôle enfin la poche de Hawija, un bastion djihadiste à 120 km au sud de Mossoul. ■

## EN BREF

### Irak : 11 morts à Bagdad dans un attentat de l'EI

Onze personnes ont été tuées lundi dans un attentat à la voiture piégée revendiqué par le groupe l'État islamique (EI) dans la capitale irakienne. Le véhicule a explosé sur un marché du quartier à majorité chiïte de Sadr City, dans l'est de Bagdad.



# La Turquie dans un entre-deux diplomatique

**Après les échecs des négociations pour son entrée dans l'Union européenne, Ankara se tourne vers l'Est et de nouveaux partenaires, sans toutefois renier ses alliés historiques.**

«**P**renez une décision : soit nous avançons ensemble en donnant de l'impulsion au processus, soit vous nous dites clairement que vous ne voulez pas de nous», demandait récemment aux leaders de l'Union européenne le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu. Après douze années de négociations d'adhésion infructueuses (aujourd'hui à l'arrêt), l'exécutif turc fait encore officiellement mine de croire à l'entrée de son pays au sein de l'UE. Pourtant, en coulisses, la question semble déjà tranchée. «Du côté turc, comme du côté européen, on sait que le projet est mort depuis plusieurs années, mais personne ne veut formellement prendre la responsabilité de le dire. Parce que personne ne peut dire ce qu'il adviendra ensuite», estime le politologue turc Soli Özel. Le 24 août, le chef de la diplomatie allemande, Sigmar Gabriel, lui, ne semblait pas traversé par le doute : «Il est clair qu'en l'état actuel, la Tur-

quie ne deviendra jamais un membre de l'UE.» Et de rajouter : «Ce n'est pas parce que nous ne les voulons pas, c'est parce que le gouvernement turc et Erdogan s'éloignent rapidement de ce que l'Europe défend.» En cause notamment, les vastes purges menées après le coup d'Etat manqué du 15 juillet 2016 et les nombreuses atteintes aux libertés fondamentales, régulièrement critiquées par les partenaires européens d'Ankara, l'Allemagne (dont plusieurs ressortissants sont emprisonnés en Turquie) en tête.

«**Il n'y a pas d'alternative**» Face à l'impasse du processus d'adhésion et les accrochages diplomatiques constants entre la Turquie et l'Union européenne, le président Recep Tayyip Erdogan porte son regard vers l'Est et l'Organisation de coopération de Shanghai : une union régionale (politique, économique et sécuritaire) menée par la Russie et la Chine. Des discussions sur une éventuelle d'adhésion sont évoquées dans la presse mais jamais suivies d'effets. Un

projet «inimaginable» pour Sinan Ülgen, le président du Center for Economics and Foreign Policy Studies. «Il n'y a pas d'alternative économique pour la

Turquie. C'est impossible quand on regarde le degré d'interdépendance avec l'Union européenne qui représente 50 % des débouchés pour les exportations turques et 70 % des investissements directs étrangers en Turquie.»

## «Coopération temporaire»

Pour sa politique sécuritaire, Ankara est également accusé depuis plusieurs mois de progressivement tourner le dos à ses alliés traditionnels et notamment aux membres de l'Otan, dont la Turquie fait partie depuis 1952. En l'espace d'un an, l'exécutif turc a en effet opéré plusieurs rapprochements diplomatiques avec la Russie et l'Iran, provoquant de vives inquiétudes au sein de l'organisation atlantiste, et particulièrement des Etats-Unis. Des rapprochements qui ont permis à Ankara de peser à nouveau dans le dossier syrien – où Téhéran et Moscou jouent un rôle de premier ordre aux côtés de Bachar al-Assad – et de participer ainsi aux négociations parallèles sur le règlement du conflit, à Astana.

Une politique qui s'est encore poursuivie durant l'été. Il y a deux semaines, après une visite historique du chef d'état-major iranien à Ankara, Erdogan avançait l'hypothèse d'une opération conjointe avec la République islamique – pourtant rival idéologique et politique dans la région – contre les bastions de l'organisation terroriste du PKK, et de sa branche iranienne, le PJAK, dans le nord de l'Irak. Mais là encore, les analystes turcs se veulent prudents.

«La Turquie veut surtout envoyer des messages de frustrations envers ses partenaires traditionnels, comme les Etats-Unis [qui soutiennent en Syrie et en Irak des éléments militaires liés au PKK pour lutter contre l'Etat islamique, ndlr]. Il ne s'agit pas de revirement stratégique, mais de coopération pragmatique et temporaire», estime Sinan Ülgen. Qui veut croire que «la Turquie ne pourra pas remplacer le soutien et la solidarité de l'Otan».

**QUENTIN RAVERDY**  
Correspondant à Istanbul



Alors que l'organisation djihadiste continue de perdre du terrain en Irak et en Syrie, l'après-Daech a déjà commencé dans la région, où de nouveaux équilibres émergent.

De la plaine de Ninive, en Irak, aux confins de la Syrie et du Liban, cette déroute de Daech ne signifie pas, en effet, un retour à l'ordre d'avant.

Les ambitions kurdes, en particulier, font naître des situations potentiellement explosives, que ce soit avec l'Iran, la Turquie ou le gouvernement irakien.

# Irak, Syrie, l'après-Daech a commencé

Le recul de l'organisation terroriste en Syrie et en Irak ouvre la voie à un bouleversement des souverainetés dans la région.

La déroute de Daech sur ses terres natales n'annonce pas des heures plus paisibles. D'autres batailles se préparent, non plus militaires mais politiques, pour la répartition du pouvoir dans les régions débarrassées des djihadistes. Qui va les diriger ? De la plaine de Ninive, en Irak, aux confins de la Syrie et du Liban, les reconquêtes ont fortifié d'anciennes aspirations à la gouvernance qui empêchent un retour à l'ordre d'avant Daech.

La ville syrienne de Manbidj, près de 100 000 âmes à la frontière turque, fournit une esquisse du sort que pourrait connaître Rakka, « capitale » de Daech située à 280 km plus à l'est, où reculent chaque jour les djihadistes. Un nouveau système y a succédé au cauchemar islamiste depuis l'écrasement des derniers terroristes, en août 2016. Il porte les couleurs kurdes, qui ne sont pas celles de la majorité de la population, essentiellement arabe. Censé représenter la diversité locale, un « conseil civil » a été mis en place pour gouverner la ville. Mais les Kurdes détiennent le pouvoir réel, sur la police notamment.

Les Kurdes des Unités de protection du peuple (YPG) dominant au sein des Forces démocratiques syriennes (FDS), la coalition de combattants qui a vidé Manbidj de Daech et qui mène l'offensive à Rakka. S'appuyant tantôt sur leur rôle de libérateur, tantôt sur celui de protecteur contre les djihadistes, ils

instaurent un ordre kurde. « À Hassaké, ville peuplée pour moitié d'Arabes et pour moitié de Kurdes, une politique de "kurdification" a été instituée, indique Fabrice Balanche, spécialiste de la Syrie et chercheur invité au Washington Institute. Des écoles arabes ont été fermées et les professeurs récalcitrants ont été inquiétés. »

L'installation progressive d'un territoire et d'une administration kurdes à ses frontières fait enrager la Turquie. Elle voit dans les FDS des supplétifs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), son ennemi intime, qu'elle considère comme une organisation « terroriste ». Ankara ne peut néanmoins pas intervenir sans déclencher une confrontation avec les États-Unis, qui arment et soutiennent les FDS afin qu'elles luttent contre Daech.

Jusqu'à quand la Turquie se retiendra-t-elle ? L'indispensable protection américaine ne revient pas à une garantie à vie pour les FDS. « Les Kurdes savent qu'une fois Rakka tombé, ils seront moins utiles aux États-Unis », explique Fabrice Balanche. Un lâchage de



Les Forces démocratiques syriennes poursuivent l'assaut lancé en juin à Rakka, principal bastion de Daech en Syrie.

Morukk Umnaber/DPA/AP

## L'installation progressive d'un territoire et d'une administration kurdes à la frontière syrienne fait enrager la Turquie.

Washington les fragiliserait face à Ankara. « La Turquie n'attend que cela pour couper en morceaux le territoire kurde, qui comporte quelques maillons faibles. »

De son côté, Damas n'envisage pas l'émergence kurde comme une menace, au moins dans l'immédiat. « Il y a une collaboration entre le PYD (le Parti de l'union démocratique, formation kurde syrienne dont les YPG constituent la branche armée, NDLR) et le

régime syrien, indique l'historien Jordi Tejel, spécialiste des Kurdes et professeur à l'Institut de hautes études internationales et du développement à Genève. Le PYD a fait disparaître des groupes de mobilisation kurdes hostiles à Bachar Al Assad. »

Outre Daech, le pouvoir syrien se bat contre de nombreux autres adversaires, rebelles ou terroristes. « J'utilise l'image de la sous-location entre le régime et les Kurdes, poursuit Jordi Tejel. Le régime n'a peut-être pas besoin de reprendre dans l'immédiat les zones sous contrôle kurde. Cela lui permet de mettre ses forces ailleurs. »

De l'autre côté de la frontière, en Irak, la lutte contre Daech a aussi réveillé les aspirations des Kurdes. Mais alors que leur projet en Syrie n'est pas explicitement défini, il porte un nom côté irakien : indépendance. L'engagement des ●●● ●●● peshmergas, les troupes du gouvernement de la région autonome du Kurdistan d'Irak, dans la lutte contre Daech a remis au goût du jour ce rêve séculaire. Alors qu'approchait la victoire contre les djihadistes à Mossoul, intervenue en juillet, le président de la région kurde, Massoud Barzani, a annoncé dès juin la tenue d'un référendum d'indépendance, prévu le 25 septembre. « Il y a le sentiment au Kurdistan que cette fois-ci, c'est la bonne occasion pour ce référendum », indique Jordi Tejel.

Dans le scénario très probable





d'un « oui » à l'indépendance, celle-ci ne serait pas immédiate. La consultation affole pourtant de toutes parts. Les voisins turc et irakien craignent que le scrutin n'inspire les minorités kurdes sur leur territoire. Les États-Unis, solides soutiens des Kurdes d'Irak, s'inquiètent d'un embrasement entre Bagdad et Erbil (la capitale de la région autonome) qui nuirait à la lutte contre Daech.

L'État irakien lui-même redoute les ambitions kurdes sur les « territoires disputés », c'est-à-dire revendiqués par le gouvernement fédéral et le gouvernement régional. Parmi eux, la région riche en pétrole de Kirkouk, dont le conseil provincial s'est dit, avant-hier, favorable à une participation au référendum.

La multiplicité des belligérants contre Daech en Irak rend plus explosive encore la question de la répartition du pouvoir, entre chiïtes et sunnites notamment, et celle du sort des minorités, en particulier chrétiennes. « À Mossoul, il y a une situation de chaos politique et un manque de visibilité pour la gouvernance de la région », résume Hosham Dawod, anthropologue spécialiste de l'Irak et directeur adjoint de l'Observatoire des radicalisations à la Fondation Maison des sciences de l'homme.

L'achèvement de la bataille de Mossoul et les progrès de l'armée

fédérale ont accru le crédit du premier ministre irakien Haïder Al Abadi. « S'il apparaît plus comme un gestionnaire de crise que comme un premier ministre, des habitants de Mossoul se tournent vers lui depuis la libération de la ville », indique Hosham Dawod. Ils demandent un gouvernement à deux têtes, militaire et civile, ayant le pouvoir de gérer le dossier sécuritaire avec l'appui de Bagdad, pour une période de transition. »

La place que le gouvernement irakien laissera à l'Iran, déjà très

présent à Bagdad et l'un de ses soutiens dans la lutte contre Daech, fait aussi partie des incon-

## La multiplicité des belligérants contre Daech en Irak rend plus explosive encore la question de la répartition du pouvoir.

nues. « L'Iran va probablement essayer d'y augmenter son influence », relève Mohammad-Reza Djalili, professeur émérite à l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève. Reste que l'Arabie saoudite, royaume sunnite et grande rivale de l'Iran chiïte, représente aussi un pôle d'attraction. « Malgré les apparences, le gouvernement irakien essaie de prendre une distance avec Téhéran, ajoute Mohammad-Reza Djalili. Il a tout intérêt à développer ses relations économiques avec l'Arabie saoudite. »

Un choix que l'État hébreu ne verrait pas d'un mauvais œil. Israël s'inquiète de voir son ennemi iranien se consolider sous les traits du Hezbollah, mouvement politico-militaire chiïte libanais soutenu par Téhéran. Venant de contribuer à l'évacuation des djihadistes de Daech à la frontière entre la Syrie et le Liban, le Hezbollah redore son blason. Il a même prévu de célébrer cette « libération » en organisant, aujourd'hui, des festivités dans la ville libanaise de Baalbek.

Marianne Meunier

## repères

### Près de trois ans de lutte

**29 juin 2014.** Abou Bakr Al Baghdadi, chef de Daech, proclame son califat depuis Mossoul, deuxième ville d'Irak.

**Septembre 2014.** Près de 60 pays se réunissent dans une coalition internationale contre Daech, emmenée par les États-Unis.

**Janvier 2015.** Les combattants kurdes chassent Daech de la ville de Kobané, en Syrie.

**Mai 2015.** Daech annonce s'être emparé de Palmyre, en Syrie.

**3 juillet 2016.** Un attentat à Bagdad, revendiqué par Daech, fait plus de 300 morts.

**17 octobre 2016.** Le premier ministre irakien, Haïder Al Abadi, annonce le lancement de la bataille de Mossoul.

**6 juin 2017.** Les Forces démocratiques syriennes (FDS) annoncent le début de l'assaut contre Rakka, en Syrie.

**9 juillet 2017.** Le premier ministre irakien proclame la « libération » de Mossoul.

**28 août 2017.** Un attentat à la voiture piégée sur un marché de Bagdad, revendiqué par Daech, fait onze morts.



31 Août 2017

# Le Liban se libère des jihadistes, l'Irak les récupère à sa frontière

Un raid aérien de la coalition antijihadiste dirigée par Washington a visé mercredi un convoi de combattants de l'Etat Islamique évacués du Liban et se dirigeant vers l'Est syrien, frontalier de l'Irak. La frappe a bloqué le convoi aux portes de Deir el-Zor. Elle constitue une réaction à un accord négocié entre les jihadistes et le Hezbollah libanais qui a provoqué l'indignation en Irak et des critiques de la part des Américains. « L'Etat islamique est une menace mondiale; déplacer des terroristes d'un endroit à un autre n'est pas une solution durable », a affirmé le colonel Dillon, porte-parole de la coalition.

Un accord entre l'EI et le Hezbollah libanais, inédit et soutenu par le régime syrien, avait permis l'évacuation de quelques centaines de jha-

distes et de leurs familles, lundi, vers la frontière syro-irakienne. Un cessez-le-feu venait d'être conclu après une semaine de combats dans la région du Qalamoun entre l'EI et l'armée libanaise côté Liban; et entre les jihadistes, le Hezbollah et l'armée de Damas côté syrien. L'EI était implanté depuis 2014 dans une poche de cette zone montagneuse à la frontière syro-libanaise. Une dizaine d'autobus transportant les combattants ont été escortés par l'armée syrienne jusqu'à la province de Deir el-Zor, sous contrôle de l'EI et plus précisément vers la ville de Boukamal, à la frontière syro-irakienne. Le cortège incluait onze ambulances du Croissant-Rouge syrien

et 25 blessés de l'EI.

« Il n'y a plus un seul terroriste sur les collines, les montagnes, les vallées et positions frontalières », s'est réjoui Hassan Nasrallah, le chef du Hezbollah, qui a appelé à célébrer cette « victoire » libanaise. Mais cet accord a provoqué la colère de Bagdad, au moment où les forces irakiennes poursuivent le combat pour reprendre les dernières poches contrôlées par l'EI. C'est « une humiliation pour le peuple irakien », a fustigé le Premier ministre, Haïder al-Abadi, à propos du transfert des combattants de l'EI à sa frontière. Les forces irakiennes tentent d'éliminer Daech et non de le contenir. L'arrivée de nouveaux combattants de l'EI dans la région de Deir el-Zor



permettrait en effet de renforcer les résistances des jihadistes dans cette zone, et même de lancer des attaques à travers la frontière contre les forces irakiennes. « Les terroristes de l'EI doivent être tués sur le champ de bataille et non transportés en bus à travers la Syrie jusqu'à la frontière irakienne sans le consentement de l'Irak », a tweeté l'envoyé spécial américain pour la coalition anti-EI, Brett H. McGurk.

HALA KODMANI

# Iran Warns Kirkuk Officials against Decision to Join Kurdistan Referendum

Wed Aug 30, 2017 <http://en.farsnews.com>

**TEHRAN (FNA)-** The Iranian foreign ministry on Wednesday blasted the decision made by the provisional council of Kirkuk province to vote in a referendum on independence of Iraq's Kurdistan Region on September 25, describing it a "provocative and dangerous" move.

"The approval of Kirkuk's provincial council to take part in the referendum for the separation of the Iraqi Kurdistan from the Central government in Iraq which has been rejected by the UN and many regional and trans-regional states is a dangerous and provocative move which wont be helpful to the recent talks in Baghdad to resolve the mutual issues and will have an impact on Iraq's potentials and national power on the path of establishing the country's victories against terrorism," Foreign Ministry Spokesman Bahram Qassesemi said.

"The Islamic Republic of Iran warns against this wrong decision which clearly violates Iraq's national sovereignty and territorial integrity and reiterates that commitment of all parties to the Constitution and resolving



the differences in the country through talks and legal solutions is the best option for the Iraqi nation and any action leading to fresh crises in the region and at Iraq's borders with its neighbors is not tolerated," he added.

The Kirkuk Provincial Council voted on Tuesday morning in favor of holding the Kurdistan Region's referendum on independence in Kirkuk province, while the head of the Turkmen Front is urging a Turkmen boycott of the September 25 vote.

Hassan Toran, an Iraqi MP and a leader of the Turkmen Front, described the decision by the provincial as "dangerous".

Also, Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi denounced as "wrong" the decision of the Kirkuk Provincial Council to participate in the Kurdistan Region's independence referendum.

Abadi made the comment in a news conference on Tuesday after meeting with his Council of Ministers.

He added that the referendum is "unconstitutional and has no value" ■



August 27, 2017

# Kurdistan referendum polarizes Turkey politics amid call for war

Ari Khalidi Ari Khalidi | August 27-2017  
<http://www.kurdistan24.net>

**E**RBIL, Kurdistan Region (Kurdistan 24) – The Kurdistan Region's independence referendum next month has created a rift within the Turkish political scene as a far-right leader allied with the government calling for war criticized the Prime Minister on Saturday for not taking a harder stance on the issue.

In a written statement, Devlet Bahçeli, head of the Nationalist Movement Party (MHP), said Prime Minister Binali Yıldırım should be lashing out at "individuals with treacherous intentions" in Erbil, the capital of the Kurdistan Region.

Reiterating his country's rejection of the Sep. 25 referendum, Yıldırım ruled out any prospects of going to war with Kurdistan.

"If a state starts challenging our sovereignty rights then we will have a reason for war. But, what the regional administration which is a part of Iraq [does] cannot become a casus belli," Yıldırım said.

"Wars happen between states. We do not recognize these [Kurds] as a state," Yıldırım explained, in an apparent rebuke to the far-right leader and falling short of referring to the Region by its name.

Kurdistan Region's President Masoud Barzani with Turkey's Prime Minister Binali Yıldırım in Ankara, Feb. 27, 2016. (Photo: Turkey's Prime Ministry)

Bahçeli took the PM's words personal and said he did not find those comments "chic," adding the government's reaction was not enough in response to "threats directed against" Turkey.

MHP, the third largest opposition block after the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP), formed a de facto alliance, despite much intraparty antagonism, with President Recep Tayyip Erdoğan's ruling Justice and Development Party (AKP) in the aftermath of last year's failed military coup attempt.

"The referendum planned in the north of Iraq implicates irrecusable, unconcealed results that cannot be brushed over regarding our national security and the indivisibility of our state," said Bahçeli.

He described the possibility of Kurdish independence from Iraq as a "dark, cynical" preliminary work for the foundation and revival of a Greater Kurdistan.

The MHP head further lambasted the PM to "stop weakening" Turkey's diplomatic and military leverage.

In an official visit this week to Erbil, Turkey's Foreign Minister Mevlut Cavusoglu used a milder rhetoric, asking the Kurds, once again, to cancel the referendum and seek reconciliation with Iraqi authorities.

Kurdistan's President Masoud Barzani stated there would be no postponement, saying



*Devlet Bahçeli, the leader of the Turkish far-right Nationalist Movement Party (MHP), displays a map of the Greater Kurdistan during a speech in criticism of the government to his lawmakers, Oct. 14, 2008. (Photo: Turkish Parliament)*

the ballot box for independence was a democratic, peaceful, and natural right that would prevent instability and war.

HDP, on its part, blasted Bahçeli and President Erdoğan, the latter for his remarks the suggestion of a Kurdish state was an "insult" to the Kurds.

"No one should have the audacity to threaten the 40 million Kurdish people [in the Middle East]," said HDP's spokesperson Osman Baydemir.

"Southern Kurdistan's right to self-determination is its most legitimate right," he stated, adding a right enjoyed by the Turks also belonged to the Kurds. ■



# With Referendum Approaching, Kurds Wait for More U.S. Military Aid

By Paul McLeary  
August 28, 2017  
<http://foreignpolicy.com>

A \$22 million U.S. Defense Department fund that has helped pay the salaries of Kurdish Peshmerga fighters in northern Iraq is due to run dry in September, worsening a financial crunch as the government in Erbil struggles with billions of dollars in debt.

The timing couldn't be worse, as the one-year program runs out at the same time the Kurdistan Regional Government (KRG) plans to hold a referendum on formally leaving Iraq, a vote the United States and other players in the region vehemently oppose.

The government in Erbil is also waiting to hear about the status of a nearly \$300 million aid package the Pentagon pledged in April, which would provide equipment for two full Peshmerga infantry brigades and two artillery battalions. Kurdish officials told Foreign Policy they're unsure when the equipment will begin to arrive. The package includes 4,400 M16 rifles, dozens of .50-caliber machine guns, more than 100 Humvees and armored vehicles, and 36 105 mm howitzers, along with other equipment and spare parts.

A U.S. State Department official confirmed that the package has "cleared Congressional review and is in the implementation phase," but was unable to put a timeline on delivery.

But approval in Washington might only be the first hurdle. Kurdish officials have long complained that Baghdad has slow rolled weapons shipments and military support from western countries in an effort, they maintain, to ensure the Peshmerga doesn't emerge as a major rival to the Iraqi security forces.

"The U.S. has accepted that Baghdad has delayed the approval of equipment," Bayan Sami Abdul Rahman, the KRG's representative to the United States, told FP. "Baghdad would deliberately lose that piece of paper, or it would get hung up in the bureaucracy. Even today, there is equipment that Canada wanted to send many months ago, and now it hasn't reached us. The question is why?"

Kurdish government officials have long complained that the military aid promised by Washington and other Western governments is being held up by Baghdad, which has relied on the Peshmerga's help to defeat the Islamic State but is wary of allowing the Kurds to grow too powerful.

Since 2015, the United States has provided more than \$1.4 billion in aid for the Kurdish Peshmerga while training more than 22,000 Kurdish fighters and supplying them with weapons, armored vehicles, artillery systems,



ammunition, and medical supplies.

One U.S. military official told FP that the end of the one-year, deal to pay stipends to Peshmerga troops involved in the fight to retake Mosul and the timing of the referendum are coincidental. The United States is not pulling aid to signal its displeasure with the government in Erbil, the official said.

The battle in northern Iraq is still very much on with the Islamic State, and the Peshmerga remain a critical part of that fight. Kurdish forces are currently deployed north of the city of Tal Afar to block Islamic State fighters attempting to flee as government forces push them out and to clean up pockets of support for the group.

After a sharp, eight-day fight, Baghdad said on Monday that Tal Afar had been effectively cleared of Islamic State fighters, but Defense Department spokesman Col. Robert Manning said pockets of resistance continued to fight it out inside the city.

While the Americans want Kurdish leaders to push back the vote until after the fight in northern Iraq is over, authorities in Erbil don't see the value in postponing the referendum.

"When we ask [Washington] when there is a good time, there isn't an answer," Abdul Rahman said.

"The Peshmerga are committed to continue to fight against ISIS," she added, referring to the Islamic State. "We are not planning a war of independence — we are planning a dialogue."

In addition to training and supplying the Peshmerga, the U.S.-led coalition fighting the Islamic State in Iraq also maintains a key operations center in Erbil and uses the city's airport as a major hub for special operations raids in Iraq and Syria and for ferrying in supplies and troops.

U.S. forces have taken over the old terminal at the airport, and American troops and contractors have set up living quarters and other facilities at the site, where U.S. military helicopters

and other aircraft bring troops and supplies in and out.

A team of military officers from the United States, U.K., and Germany is also currently conducting a review of the 200,000-strong Peshmerga at Erbil's request. The team expects to present a plan sometime this year for reforming and reorganizing the Kurdish group to transform it from a militia force into a professional military.

While the Defense Department says military aid is not being tied to the referendum, Pentagon officials continue to beat a path to the door of KRG President Masoud Barzani. Just this month, U.S. Central Command head Gen. Joseph Votel and Defense Secretary James Mattis separately sat down with Barzani to urge a postponement, and this past week Turkish and European Union officials also met with the Kurdish leader.

But Barzani has declined all entreaties. According to a statement from his office, he reassured Votel that the Peshmerga will continue to fight the Islamic State and that "the referendum issue will not have any negative effects on the ongoing war."

American officials have not indicated that the funding for the Peshmerga would be in danger after the referendum, but U.S. military officials were reluctant to comment, citing the fact that the aid is part of supplemental funding bills, which ebb and flow with the situation on the ground. They also say the referendum itself won't split Kurdistan from Iraq and want to watch the process develop.

Abdul Rahman said no matter what the outcome of the vote and the political fallout that follows, "the Peshmerga will continue to fight ISIS and hope [the Pentagon] continues to support the Peshmerga in terms of training and equipping."

This story has been updated with comment from the State Department. ●

# Kurdistan will be a success

Kurdistan Regional Government (KRG) is all set to carry out a referendum on Kurdistan independence, from the Iraqi central government



by Manish Rai  
29-Aug-2017  
<http://dailytimes.com.pk>

Kurdistan Regional Government (KRG) is all set to carry out a referendum on Kurdistan independence, thus closing a circle which was opened 56 years earlier in the “September revolution” against the Iraqi central government, headed by Abd al-Karim Qassim.

The feeling of attaining full independence is getting stronger by each passing day in Kurdish areas. Cities, where the Kurdish flag flutters, are increasing. Road signs, street and store names, as well as the local media, are lettered in Kurdish, the official government language. Through a referendum, KRG will join other states and political entities to employ this standard procedure. Usually a declaration of independence needs to be preceded by a referendum – without establishing the will of the people of Kurdistan on the issue, KRG leaders can hardly claim a popular mandate for such a move.

Most recently independent states, such as South Sudan, held referendums first. However, many Iraqi politicians and groups are declaring this referendum unconstitutional. As the experience in Yugoslavia showed, when ethnic or religious cleavages explode, the most effective path to peace may as well be separation. A Kurdish state has a real chance of thriving as independent Kurdistan could manage to combine natural-resource wealth with a tradition of stable and pragmatic governance, thereby creating a sustainable democracy. This would amount to a win for pro-Western liberal forces in the Middle East.

Let’s have a look at the factors, which can make independent Kurdistan a success story in the region:

**Strong Security Apparatus-** The Peshmerga armed forces of KRG are a very effective and well-trained Kurdish military forces that defend Kurdistan very well. When Iraqi military melted away after putting up only minimal resistance to ISIS in 2014 it was only Peshmerga which stopped the expansion of IS and even rolled it back. Peshmerga has decades of experience warring against powerful opponents such as, the once very strong elite force of Saddam Hussein, Republican Guards. Peshmerga is very much capable of defending the sovereignty of independent Kurdistan.

**Vibrant Economy-** KRG now exports 600,000 barrels of oil per day, with up to a million per day on the horizon, with existing and pending deals with large multinational oil companies. The KRG’s budget deficit has thus shrunk 99%, from \$4 billion in 2013 to just \$63 million in 2016. Together with efforts to boost agriculture (Kurdistan is nearly self-sufficient for food now), manufacturing and private sector in general, the future prospects of the region look better than that of many states.

*“ A Kurdish state has a real chance of thriving as independent Kurdistan could manage to combine natural-resource wealth with a tradition of stable and pragmatic governance, thereby creating a sustainable democracy ”*

**Unity of Political Parties on Independence-** All leading parties of Kurdistan like Kurdistan Democratic Party (KDP), Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and Gorran Party supports independence of Kurdistan wholeheartedly. Gorran and the Komal Islamic Group, support the referendum and independence however they do have some reservations about its timing and the way it will be conducted.

**Weak Baghdad-** The Iraqi government in

Baghdad will not be able to stop the Kurds as it lacks required military strength. Iraqi army has deep structural problems like large scale desertation, widespread corruption, and low morale. In this case Baghdad can’t afford to start any military campaign against Kurds. Even the chances of outside military interventions are slim as Syria is weak, and Iran and Turkey are occupied on other fronts.

In the past Kurds were considered a destabilizing element for the Middle East, now the world has come to realize their important contribution in stabilizing the region and fighting radical Islamists. The Kurds tried to work with Iraq after 2003 on the condition of federalism and a binational Iraq of equals with minority rights, but that hope has faded.

Kurds are entitled to seek independence to enhance their secular and more progressive society as well as better relations with all their neighbours. Given how Kurds have been treated in the countries in which they live, it’s no surprise that they have demanded the right to govern themselves and are willing to fight for it. So, it’s the high time that the international community catch up with Kurdish desires and help Kurds build stable democratic institutions, instead of taking the side of those who want to rule over the Kurds. The West should respect the yearning of disenfranchised and oppressed people beginning with the Kurds.

Time has come for first redrawing of the Middle East map since the 1916 Sykes-Picot Agreement, which sliced up the Ottoman Empire’s possessions into nation states. But it is still to be seen how Kurdistan chooses to separate from Iraq. Like will the Kurds separate from Iraq by declaring independence in one bold stroke, or do it through negotiations with the central government in Baghdad for an amicable separation? It will be in interest of both of them that the separation happens through negotiations in this scenario both can have key official links like a shared defence system and foreign policies, and hydrocarbons production that will benefit both. ♦

The writer is a columnist for Middle East and Afghan-Pak region and Editor of geo-political news agency Views around can be reached at [manishraiva@gmail.com](mailto:manishraiva@gmail.com)



# Syrie. Mort d'une révolution

## Le malheur syrien

Pour ce chroniqueur d'Al-Hayat, les Syriens ont aujourd'hui le choix entre la mort et l'humiliation. Le signe d'une régression des valeurs de notre époque.

**Al-Hayat** Londres

**S**ur la vaste étendue de la Terre, le Syrien erre. Mais, où qu'il aille, il ne cueille qu'âpreté et nouvelles souffrances, comme si cette Terre était devenue une jungle pour lui. Dans ses pérégrinations, il doit se dire que le monde n'a jamais connu les Lumières, ni les valeurs de l'humanisme, qu'on ne vit pas une époque de communication et d'échanges, et que personne n'aime son prochain, que personne n'a jamais offert une rose à quelqu'un d'autre. Les gens n'échangent que du poison. Ainsi va la vie.

Il y a réellement de quoi exéquer ce monde pour un Syrien. Du Liban à la Turquie, il est confronté à des épreuves qui mettent en jeu jusqu'à son existence même. Des murs se dressent devant lui, des clôtures l'encerclent et encerclent les siens. Et surtout, on lui impute les raisons des

crises dans ces pays, alors que ces pays sont, dans leur quasi-totalité, empêtrés depuis bien avant son arrivée dans les crises, et qu'ils sont générateurs de blocages.

**"Nous n'avons rien fait"**. Le Syrien se heurte à des rejets dès qu'il pose son pied sur terre. Il prend la mer avec d'autres malheureux fuyant d'autres contrées malheureuses et se bat pour ne pas se noyer, alors qu'il sait qu'au bout, s'il arrive à atteindre un quelconque pays, il y sera considéré comme un indésirable. Il a donc le choix entre la mort et l'humiliation, et doit décider laquelle des deux il préfère. Il a laissé derrière lui Damas et Alep, ses villes, ses villages et ses champs brûlés, ses maisons détruites, ses proches, ceux qu'il a aimés et qui sont morts, qui ont disparu ou qui croupissent dans des cachots. Le voilà dans un monde sans pitié dans des villes qui lui sont étrangères, où on l'a parqué sans lui demander son avis. Il se console en se disant qu'il va commencer une nouvelle vie qui ne sera pas prisonnière de la géographie, et se forgera un avenir qui l'aidera à oublier le passé.

Le Syrien est devenu l'autre par excellence aux yeux de beaucoup de monde. Il est le meilleur indicateur de la régression que vit notre époque du début de ce XXI<sup>e</sup> siècle. Un jour, nous dirons : *"Nous avons été témoins du drame syrien, et nous n'avons rien fait."* Ou si peu. Exactement comme ceux qui ont été contemporains des grands drames du siècle précédent. On mesurera l'éthique des gouvernements dans les différents

pays à l'aune de son drame ; on verra lequel de ces gouvernements a gardé de la morale dans ses préoccupations, mais on fera aussi le procès des peuples qui se gargarisent d'autosatisfaction.

Le Syrien est devenu celui par lequel on peut mesurer la capacité des peuples à accepter le voisinage d'un être humain frappé de malédiction. Un être humain qui ne peut plus faire appel à la loi pour défendre ses droits, mais qui subit cette même loi dans toute sa vigueur lorsqu'il s'agit de le punir. Il est assimilé à Daech et au Front Al-Nosra [alors qu'il les fuit], il est présumé combattant alors qu'il est désarmé, il est traité comme s'il était terroriste [alors qu'il est lui-même victime de terreur]. Et à la fin, il peut crever puisque sa vie ne vaut pas plus que celle d'une mouche.

Faire du Syrien un terroriste est utile à plus d'un titre, le transformer en dangereux gitan sert plusieurs objectifs. En ces temps arabes de contre-révolution et de répression qui sévissent dans certains pays et qui s'apprennent à sévir dans d'autres, le Syrien est le parfait cobaye pour mettre à l'épreuve les capacités des régimes à tenir leurs peuples. Et à faire du cas syrien un exemple. Vous rêvez de liberté ? Alors, regardez ce qui arrive. Survivre est le seul espoir raisonnable auquel vous pouvez prétendre.

On voudrait que le Syrien s'y résigne, mais lui refuse toujours d'entendre raison. Nous aussi. C'est ainsi. Nous ne céderons jamais. Et nous resterons de son côté face à la barbarie.

— **Hazem Saghieh**  
Publié le 11 juillet



↑ Photomontage de Tammam Azzam, Syrie.

## L'indifférence triomphe

Cinq ans de guerre destructrice, le jeu cynique des grandes puissances et l'incapacité d'une opposition armée à gérer ses territoires ont tué l'espoir d'un changement.

— **Al-Modon** Beyrouth

**L**es Syriens ne s'intéressent plus à l'évolution de la situation militaire. Quand les Américains ont interrompu leurs aides, via le centre des opérations militaires (MOC) en Jordanie, là nouvelle a été accueillie dans la quasi-indifférence. De même, les Syriens sont restés de marbre quand les factions qui se battent sur le front sud ont annoncé qu'elles avaient entamé

des discussions en vue d'une éventuelle unification sous le nom de Front patriotique pour la libération de la Syrie. Ce nom aurait suscité il y a cinq ans l'enthousiasme et l'adhésion.

Or les mêmes Américains qui demandent aujourd'hui à ces forces de s'unir juste pour combattre Daech les en avaient empêchées à l'époque, et même parfois menacé de couper les aides si un tel scénario venait à se réaliser. Dans ce climat d'indifférence, personne ne pose de questions sur les raisons derrière la décision de l'administration Trump d'envoyer ces forces pour combattre Daech dans le nord-est du pays, alors même que les milices kurdes y sont déjà à l'œuvre, avec le soutien de l'aviation de la coalition internationale, et sont sur le point de chasser l'organisation terroriste de son dernier fief. On ne s'émeut pas non plus de l'apparente contradiction entre d'une part le désir des Américains de disposer de davantage de combattants [syriens] d'un côté, et de l'autre leur persistance à leur refuser la fourniture de certaines armes, armes qu'ils leur avaient pourtant fournies dans le passé.

Il y a trois ans, l'administration Obama avait échoué à trouver un groupe armé syrien qui se serait engagé à combattre exclusivement Daech. A

L'artiste

l'époque, l'idée même d'un tel projet paraissait choquante. C'était le premier signe de la volonté américaine de maintenir Assad au pouvoir. Les esprits n'étaient pas prêts à l'époque, mais aujourd'hui, le contexte régional est mûr pour cette donne. Car depuis, l'aviation russe s'est chargée de préparer le terrain [en bombardant massivement les zones tenues par l'opposition], tandis que Poutine s'est employé à nouer des accords régionaux tous azimuts, départageant les zones d'influence en Syrie.

L'administration Trump est en train d'appliquer sa promesse de procéder à un rapprochement avec Poutine sur le dossier syrien. C'est le seul point sur lequel Trump s'inscrit dans la continuité d'Obama. Beaucoup de pays sont prêts à [s'asseoir sur leurs principes concernant la Syrie], et beaucoup d'autres ont hâte d'en finir avec la période des changements de régime dans la région [commencés par le printemps arabe].

Aussi, pas la moindre opposition au plan américain n'est exprimée. Il est même probable que des pressions régionales s'exercent sur les groupes armés pour qu'ils acceptent le fait accompli, dans l'attente d'une réconciliation à venir avec Assad. Ce seront les zones encore contrôlées par l'opposition qui en payeront le prix par des destructions considérables, tandis que leurs habitants auront le choix entre l'extermination et l'exode. Et en prime, tout horizon politique sera bouché pendant des décennies.

Les Syriens pas plus que d'autres peuples n'ont d'appétence particulière pour la chose militaire. Si la guerre s'est prolongée ces dernières années, c'est essentiellement du fait d'un certain nombre de seigneurs de la guerre. Les groupes syriens d'opposition armée ont en plus exercé une domination sur les habitants des zones qu'ils contrôlaient, domination dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle n'a pas de respect ni pour leurs libertés ni pour leur vie. Ce qui a mené beaucoup de Syriens à devoir choisir entre un mal qui leur paraissait insoutenable, à savoir partir pour les zones contrôlées par le régime, et le fait de rester sous la domination de ces groupes, le tout en étant exposés aux bombardements aériens.

La guerre en Syrie a fini par n'être qu'une guerre d'usure, qui n'offrirait plus aucun horizon. L'indifférence des Syriens face aux évolutions militaires sur le terrain montre qu'en réalité la rupture est consommée entre eux et les groupes armés. Quant aux Syriens alliés du régime d'Assad, ils ne poseront aucune question sur les violences commises par l'armée. Et du côté des décombres de la révolution aussi, c'est le silence et l'accablement qui dominant. Voire la peur d'affronter les questions qui devront inévitablement se poser après un rendez-vous manqué avec le changement. —

Publié le 25 août



●●● Né à Damas en 1980, Tammam Azzam étudie à la faculté des Beaux-Arts de Damas. Contraint de fuir la guerre en 2011, il quitte la Syrie, pour Dubaï. Aujourd'hui installé en Allemagne, il travaille sur une forme hybride d'art, mêlant les divers médias à sa disposition, dont le numérique. Il est devenu célèbre notamment grâce à ses photomontages superposant des chefs-d'œuvre de la peinture occidentale et des images de bâtiments syriens bombardés.

← Photomontage de Tammam Azzam, Syrie. (Photo Nour Kelze)

### Pétition contre la xénophobie

●●● *"Nous, soussignés activistes, écrivains, intellectuels, journalistes et artistes libanais, sur base de notre foi en un Liban patrie de la liberté, du pluralisme et du respect des droits de l'homme, et de notre conviction que l'armée doit être la seule partie armée dans ce pays, rejetons catégoriquement et condamnons fermement certaines pratiques dégoûtantes contre les civils syriens qui ont dû, tragédie oblige, trouver refuge au Liban. Ce qui accompagne ces pratiques comme les campagnes d'incitation à la haine contre les Syriens à travers les réseaux sociaux et dans certains quotidiens et médias, ou par le biais des déclarations de certains politiciens, n'est pas moins laid que les pratiques criminelles elles-mêmes. [...]"*

*La position à adopter face aux réfugiés devient l'un des critères de ce patriotisme, à travers lequel nous voulons consolider la démocratie et les droits de l'homme." Cette pétition a été signée par près de 260 intellectuels de la société civile libanaise pour dénoncer les pratiques racistes qui visent les réfugiés syriens au Liban. "Elle intervient après l'éclatement d'une polémique sur les réfugiés qui a dégénéré en juillet sur les réseaux sociaux, notamment après des cas de décès sous la torture de prévenus syriens. La polémique a rapidement laissé la place à un déluge de haine, accompagné d'un discours xénophobe", relève L'Orient-Le Jour.*





August 30, 2017

# Kurdistan state would be decentralized, with local governments, parliaments in each province

Mewan Dolamari  
August 30-2017  
<http://www.kurdistan24.net>

**ERBIL, Kurdistan Region (Kurdistan 24)** – An independent Kurdistan would not have a central government, but rather a decentralized federal system where each province has a parliament and local governments, the Kurdish President stated on Wednesday.

“Kirkuk is a Kurdistan city with a Kurdistan identity, nevertheless, following the referendum, we are ready to negotiate borders with Baghdad, especially for Kirkuk province,” the President of the Kurdistan Region, Masoud Barzani stated during an interview with Asharq Awsat newspaper based in London.

On Tuesday, the Kirkuk Provincial Council (KPC) with a majority vote decided to take part in the Kurdistan Region independence referendum scheduled for Sep. 25.

“We are ready to make Kirkuk a bright example of co-existence between various ethnic and reli-

gious groups, but if anyone thinks about taking Kirkuk by force, all the people of the Kurdistan Region will defend the area and face them in battle,” Barzani added.

Kirkuk is an oil-rich province with a diverse ethnic and religious makeup comprised of Arabs, Turkmens, and Christians along with a Kurdish majority.

He also explained that an independent state of Kurdistan would not pursue a central system of governing.

“We do not want to create a central state, but a system similar to federalism so that each province would have its own local government and parliament. The state capital would be Erbil,” said the Kurdish President.

“Subjects related to the sovereign state, such as the army, foreign and financial policies, would be based in Erbil, but for other affairs, local governments would administer themselves. We should not be thinking about a forceful central governing system, but rather, we have to be cooperative,” Barzani mentioned.



*President of the Kurdistan Region Masoud Barzani during an interview. (Photo: Kurdistan 24)*

The president recently suggested in meetings with ethnic and religious groups in the Kurdistan Region that the national anthem and flag of the independent Kurdistan could be reviewed to reflect all the different components of the region.

On Wednesday, in a meeting with university lecturers, Barzani emphasized that the referendum would be held on time and that it would not be delayed unless the people of the Kurdistan Region receive a guarantee for independence in the future.

“The people of the Kurdistan Region have the right to democratically and peacefully decide on their future, and the international community should respect their decision,” Barzani said before. ■



August 31, 2017

# Turkey bombs Syrian Kurdish city of Afrin, casualties reported

Hisham Arafat August 31-2017  
<http://www.kurdistan24.net/>

**AFRIN, Syrian Kurdistan (Kurdistan 24)** – Several civilians were wounded when the Turkish army shelled the Syrian Kurdish city of Afrin in the country’s northwest on late Tuesday, eyewitnesses said.

Speaking to Kurdistan 24 from Afrin, Mohammad Billo, a journalist and activist, said seven people were wounded when two rockets hit the center of the city.

The bombardment was followed by shelling on the city late Tuesday evening.

Witnesses in Afrin told Kurdistan 24 the mortar shells and rockets came from Turkey in the north and also from the Turkish-backed Syrian rebel city of Azaz, northwest of Syria.

The wounded, including a woman and a child, were transported to local hospitals and clinics.

The bombardment by Turkey and the armed groups it supports in Syria came as an agreement was made between the Kurdish People’s Protection Units (YPG) and the Russians to have Russian troops stationed in a few various locations in Shehba and Afrin for military observation.

“The mission of the Russian forces involved in military observation will be to provide security for Shehba and Afrin together with YPG and Jaysh al-Thuwar fighters,” the YPG General Command in Afrin stated on Tuesday.



*An injured patient at the Afrin hospital, Syrian Kurdistan (Rojava), Nov. 13, 2016. (Photo: Hawar News Agency/ANHA)*

Afrin, which is under the control of the Kurdish YPG forces, is under siege.

The region is separated from the other Syrian Kurdish areas by Islamic State (IS) and al-Qaeda-affiliate Nusra from the east, the Syrian Army from the south, and the blocked Turkish borders from the north and west.

Turkey already controls a large pocket of land in northern Syria since its Euphrates Shield operation alongside the Free Syrian Army (FSA) rebels ended in February.

The campaign successfully denied the YPG a chance to break Afrin’s isolation and create a link with the other Kurdish canton of Kobani. ■

# Iran is taking over Syria. Can anyone stop it?

David W. Lesch

From the end of the Cold War until 2010, Syria, led first by President Hafez al-Assad and then by his son Bashar, had a uniquely flexible geopolitical position in the Arab world: Syria was an avowed enemy of Israel but directly negotiated with it. Syria claimed to be the beating heart of Arab nationalism but joined the United Nations coalition that evicted Iraq from Kuwait in 1991. The Assad government was labeled by the United States a state sponsor of terrorism, but Syrian intelligence agencies cooperated with their American counterparts in the fight against Al Qaeda.

Those days of flexibility may be over.

Since the civil war began in 2011, the government of Bashar al-Assad has relied on Iran and its proxies like the Lebanese Hezbollah to stay in power. While Russia, too, has played an important role, Tehran has been the Syrian government's primary backer. With the end of the war now apparently on the horizon, Iran looks set to be the big winner and in control of Syria's foreign policy in the future. The results could be truly disastrous.

The Syrian-Iranian alliance was born in 1979 following the Iranian revolution and the signing of a peace treaty between Israel and Egypt, which had previously been Syria's Arab nationalist partner. Feeling isolated, Hafez al-Assad believed that Syria needed some new powerful friends. Iran played the part, by delivering military and economic assistance and by supporting Hezbollah in Lebanon, thus helping Damascus maintain its strategic position there.

The relationship has always been an uncomfortable one, though. In part, this was because of differences between the two countries: Syria, a Sunni Arab majority state, has been led by the secular Baath Party since the early 1960s. Iran, on the other hand, is majority Persian and Shiite, and since 1979 it has been an Islamic republic.

Syria has also often deviated from Iran on policy issues — much to Tehran's consternation. In fact, Bashar al-Assad tended to see his alliance with Iran as a tradable asset, something he could get rid of in exchange for, say, a grand bargain on the Golan Heights, which Israel has occupied since 1967, or for improved relations with the United States. He also went against Iran by negotiating with Israel, by backing

If Iran is the only country that cares what happens after the war ends, the Middle East will be in big trouble.



SERGEY PONOMAREV FOR THE NEW YORK TIMES

An election poster outside Damascus, Syria, in 2014 of President Bashar al-Assad, right, with Hassan Nasrallah, the Hezbollah leader. Since 2011, the government of Mr. Assad has relied on Iran and its proxies, such as the Lebanese Hezbollah, to stay in power.

different political forces in Iraq after the removal of Saddam Hussein and, at times, pursuing better relations with the West.

Then came the civil war. As the battle lines between the government and its rebel opponents hardened inside Syria, Damascus's foreign policy hardened, too. From the outset, Iran came to Mr. Assad's aid to ensure its access to Lebanon and keep Saudi Arabia from extending its influence in the Levant. That help has been decisive. The war looks set to end, eventually, with Mr. Assad still in charge — and in great debt to the country that enabled him to survive.

From being granted reconstruction contracts to organizing and supporting the pro-government militias who have propped up the regime, Iran has deeply penetrated Syria in a way that Mr. Assad cannot ignore. On Aug. 20, the Syrian president delivered a defiant speech in which he thanked his allies and stated that there would be “no security cooperation with nor opening of embassies” for countries that opposed him. He said explicitly that Syria will, in the future, look more to the East than to the West.

Some pro-Iran figures within the Syrian leadership might be quite pleased with this — not only because they are angry at the West's repeated attempts to undermine the regime but also because closer ties with Iran buttress their own political and economic status.

But most of Syria's political and military elites, including Mr. Assad himself, worry that an overreliance on Iran will limit their flexibility when it comes to postwar reconstruction, economic development and future diplomatic relations with the West. A top Russian policy expert told me recently in Moscow that the “nightmare scenario” for Mr. Assad is that when the war ends, no country will care what happens next in Syria except Iran. Despite what Mr. Assad said in his speech, I believe deep down he wants to maintain his strategic flexibility.

If Mr. Assad ends up as a client of Tehran, it could make for a very dangerous situation. Israel, in particular, is worried by that prospect. Israel has repeatedly attacked pro-Syrian government forces in and around the Golan Heights. The civil war has even led Israel to tacitly support some Syrian opposition groups, including jihadist ones, along the border to prevent Iranian proxies — namely Hezbollah — from establishing a permanent presence there. If Syria's orientation toward Iran continues, Israel will feel that when it looks across the Golan Heights, it sees Iran staring back.

The Trump administration has so far seemed willing to cede Syria to Russia, save for the defeat of the Islamic State. But Washington should understand what this really means: ceding it to Iran. Moscow wants little more than to maintain its military bases in Syria. It



will not actually provide a counterweight to Iran once the war is over.

For decades, Syria has seen the United States as leverage in terms of pressuring Israel on the Golan, keeping Israel off its back in return for the prospect of a comprehensive Arab-Israeli peace, and in clearing the way for foreign investment in the country. But if the United States isn't interested in Syria anymore, and if Russia continues to focus solely on security issues while ignoring politics, Iran will be dominant in Damascus.

In a vacuum this wouldn't matter. But the Middle East today is not a vacuum. Israel will not tolerate Iranian control over Syria — and if his recent speech is any indication, nor will Mr. Assad be able to prevent it. The result will inevitably be a Syria-Israel war, which would really mean an Iran-Israel war, one that would not be limited to Syria.

To prevent this, American and Russian policy makers need to do more to end the war. They should help create and monitor "de-escalation zones" and work on diplomacy to set up Syria's

postwar future. These other outside actors must all stay engaged with Syria to influence the government there. If Iran is the only party invested in Syria's future, the outcome could be catastrophic. ●

DAVID W. LESCH is a professor of Middle East history at Trinity University in San Antonio and the author of "Syria: The Fall of the House of Assad."

FOX NEWS

August 27, 2017

## Trump should support an independent Kurdistan and stymie Iran's march to the Mediterranean

By Stephen Hollingshead  
Published August 27, 2017  
<http://www.foxnews.com>

**E**RBIL, Iraq - This September 25, Iraqi Kurdistan will hold its long promised referendum on independence from Baghdad. This move is controversial everywhere except in Kurdistan; yet it presents a defining opportunity for U.S. interests.

President Trump should ratify Iraqi Kurdistan's overwhelming desire for independence - a long overdue step toward healing the historical injustice of Sykes Picot and also an opportunity to bring his Safe Zone policy to Iraq to reverse the ISIS genocide of Christians, Yazidis, and Turkomen, many of whom have taken refuge inside Iraqi Kurdistan. Moreover, those two steps would create a buffer against ongoing Iranian efforts to build a land bridge to the Mediterranean.

The Arab world still resents the arrogance of Sykes Picot, the Western powers' century old revision of the map of the Middle East, drawn not along natural lines of ethnic, religious, or linguistic communities but rather to divide them in ways to allow the West to control resource extraction. But even more than the Arabs, the Kurds have reason to chafe under the violence of Sykes Picot. Moderate-majority Sunni Muslims, Kurds are the largest ethnic group on the planet without their own country. They live as a majority in one contiguous geographic area yet are divided by the map into Turkey, Iraq, Syria, and Iran, and so have been oppressed as an ethnic minority.

When ISIS conquered large swaths of the region in 2014, many of the displaced, especially Christians and Yazidis fleeing genocide, took refuge in Iraqi Kurdistan, the most U.S.-friendly area of Iraq. While the U.S. and EU have officially declared this to be a genocide, we have yet to do anything to fulfill our treaty obligations to redress it.

As a Peshmerga general asked me last year at his command post on the front with ISIS,



"Don't you Americans know that Iran is even more dangerous than ISIS?"

Genocide is not merely about theft, rape, and murder: It is a scheme to eradicate a people from a place. In that sense, genocide can and should be reversed.

**P**resident Trump's proposed Safe Zone in Syria is not merely realpolitik but is the preferred policy of those I've spoken to in the camps - they want to go home. That Safe Zone should include those areas of Northern Iraq adjacent to Syria that are home to the victims of the ISIS genocide. Those areas also border Iraqi Kurdistan, which has offered refuge to so many displaced by ISIS.

President Trump, who carried Michigan by fewer than 12,000 votes, owes his margin of victory there to the hundreds of thousands of Iraqi Christians around Detroit who supported him overwhelmingly. It is time to deliver his promise to make it possible for their relatives to return home.

Safe Zones only work when security fosters productivity. In addition to external security, internal security and the rule of law (including the administration of property rights) are absolutely necessary to achieve lasting peace and allow people to return to the productive employment required to restore their sense of dignity.

The United States should enlist a coalition including Kurdistan, Iraq, and NATO allies to secure the borders of the zone, but insist that

internal security forces and judicial administration be entirely indigenous, under international training and observation. In other words, both the Shia militias Baghdad has sent to the North at Iran's instigation (who are already moving Shia into formerly Christian areas) and the Kurdish Peshmerga forces who today compete with them for control of these areas, must leave the zone. This is a deal the Kurds are willing to make, and President Trump must be willing to bring Baghdad to the table by holding hostage the prospect of any continued U.S. aid. A united Iraq is a failed experiment, and our aid only goes to prop up a government dominated by Tehran. As a Peshmerga general asked me last year at his command post on the front with ISIS, "Don't you Americans know that Iran is even more dangerous than ISIS?"

**W**hile Baghdad has become enthralled to Tehran, Tehran is expanding its military footprint, sending Shia militias into Iraq and propping up Hezbollah in Syria and Lebanon. Iran's long term strategy to pave a road to the Mediterranean is plodding along without raising much alarm in the very West that strategy is designed to threaten. It is time we do something about it. We might start by helping our only friends in the neighborhood: The Kurds, Christians, and Yazidis.

As the Kurdistan Regional Government's Minister of Foreign Relations, Falah Mustafa Bakir, told me this week, "Kurds yearn for a long term strategic partnership with the United States. We share the same values and principles, and deserve the support of the US." Let's make a deal with the Kurds to protect our other friends in the region and unite them against Iranian encroachment. All they want is the same independence that made America great. ●

Dr. Hollingshead is an entrepreneur and economic development advisor who directs IraqHaven.org. Follow him on Twitter @PolicyDr.

# Les Kurdes préparent l'après-EI à Rakka

Les Kurdes, qui dominent les Forces démocratiques syriennes, veulent s'assurer que les institutions seront conformes à leurs intérêts après la bataille



Un membre des Forces démocratiques syriennes retire un drapeau de l'EI, à Rakka, le 14 août.

ZOHRA BENSEMRA/REUTERS

## REPORTAGE

AÏN ISSA (SYRIE) - envoyé spécial

**L**es Forces démocratiques syriennes (FDS) poursuivent leur avancée dans Rakka, avec le soutien de la coalition internationale contre l'Etat islamique. Lundi 28 août, cette alliance militaire construite autour d'un noyau de forces kurdes avec des groupes armés arabes concentrait ses efforts sur les cinq quartiers situés à l'est du centre-ville qui sont toujours aux mains des djihadistes. La défaite finale des forces de l'organisation Etat islamique (EI), encerclées dans un réduit qui ne représente que 40 % de l'ancienne « capitale » du « califat », n'est plus désormais qu'une question de temps.

A une cinquantaine de kilomètres au nord, dans la petite bourgade d'Aïn Issa, une autre bataille est disputée, non plus militaire mais politique. Son enjeu est la manière dont la ville sera gouvernée une fois que les djihadis-

tes y seront vaincus. Dans une rue peu fréquentée, à l'écart des quelques échoppes somnolentes du centre et du semblant d'activité qu'elles alimentent, un bâtiment de plain-pied, gardé par deux hommes paisibles armés de fusils d'assaut soviétiques, porte au fronton l'enseigne du « conseil civil de Rakka ». A l'intérieur, des hommes, la plupart drapés de leurs habits de dignitaires tribaux arabes, manœuvrent d'une salle à l'autre, tiennent des conciliabules dans des intérieurs à l'aménagement spartiate. Notables de rangs divers liés à la province de Rakka, ils ont été choisis pour siéger au sein des institutions en charge de gouverner la ville et les territoires qui en dépendent. Tous attendent la visite imminente de représentants de la coalition internationale contre l'EI qui supervise les opérations militaires en cours.

Le partenariat de la coalition emmenée par

Washington et des FDS a permis de faire reculer les djihadistes de manière décisive sur le terrain syrien depuis 2014 et d'entamer le siège de leur « capitale ». Bien qu'ayant intégré de nombreuses recrues arabes et des groupes armés locaux, les FDS sont dominées par leur composante kurde. Leur commandement militaire est par ailleurs issu du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), une organisation armée kurde régionale ayant abandonné le marxisme-léninisme pour produire son idéologie propre, mais toujours en guerre contre l'Etat turc. Il en va de même de l'encadrement politique des régions reprises par ces forces à dominante kurde. Alors qu'en Irak et vu de Bagdad, la lutte contre les djihadistes a pour enjeu le retour de l'Etat, elle se traduit en Syrie par l'expansion d'une entité politique de facto, liée à un mouvement kurde sans frontière et dépourvu de reconnaissance internationale ou de statut officiel.

## ÉQUILIBRES PRÉCAIRES

Dans les zones arabes passées sous le contrôle des FDS, l'encadrement kurde a pu s'appuyer notamment sur des notables tribaux cooptés puis nommés au sein de conseils locaux créés pour chacune des villes dont les FDS avaient vocation à prendre le contrôle. Il a suivi la même démarche pour Rakka dont le conseil civil a été créé le 18 avril, à Aïn Issa. « Les habitants de la région de Rakka forment une société tribale, et c'est grâce aux tribus que l'on pourra garantir la paix, estime Firas Mamdouh Al-Fahed, membre et porte-parole du conseil civil. Il est très important que les différentes tribus soient représentées au sein du conseil pour que le nouveau système soit accepté. »

Celui à qui revient la tâche considérable de sélectionner, de convaincre et d'attirer vers le conseil civil des représentants tribaux arabes de la région s'appelle Omar Allouche. Originaire de la petite ville kurde de Kobané, cet agent d'influence possède une connaissance intime du labyrinthe tribal du nord syrien, de ses rivalités claniques, de ses dettes de sang, de ses généalogies et de ses équilibres précaires. Il travaille à la composition du conseil civil de Rakka depuis avril 2016.

Ancien homme d'affaires, Omar Allouche est un compagnon de route historique du PKK. Il raconte avoir été le premier contact en Syrie du fondateur et chef du mouvement kurde, Abdullah Öcalan, lors de son arrivée clandestine dans le pays depuis la Turquie. Au cours des deux décennies qui ont suivi, Öcalan et le PKK, dont l'ennemi principal est alors la Turquie, bénéficieront de la protection du régime de Hafez Al-Assad.

Près de quarante ans plus tard, Öcalan est détenu dans une île-prison au large d'Istanbul, mais Omar Allouche continue à placer son entregent au service du mouvement. En communication permanente par la messagerie en ligne WhatsApp avec un vaste réseau de contacts, il entretient l'édifice solide, mais encore en construction, du réseau d'influence et de l'administration



kurde parmi ses voisins et au sein de ses administrés arabes. « Toute offensive militaire doit être accompagnée d'un travail politique. Il faut qu'il y ait une relation étroite entre les forces en charge de libérer Rakka et les personnalités civiles qui formeront les nouvelles autorités, indique M. Allouche. Dès le début de la révolution on savait qu'il nous faudrait

**« LES HABITANTS DE LA RÉGION DE RAKKA FORMENT UNE SOCIÉTÉ TRIBALE, ET C'EST GRÂCE AUX TRIBUS QUE L'ON POURRA GARANTIR LA PAIX »**

**FIRAS MAMDOUH AL-FAHED**  
membre du conseil civil

être actif parmi les Arabes. On a essayé de mettre en place des organisations politiques arabes alliées mais ça n'a pas fonctionné. Les chefs tribaux sont de meilleurs partenaires, surtout à Rakka. »

**ÉVITER DES FOYERS D'OPPOSITION**

Pour les notables tribaux arabes de la région de Rakka, rejoindre la clientèle de l'administration kurde peut présenter l'avantage d'être du côté des vainqueurs du jour, de profiter et de se placer indirectement sous la protection de la coalition internationale. Membre du conseil civil de Rakka, le cheikh Ibrahim Issa, de la tribu des Abou Khamis, perçoit son rôle comme celui d'un intermédiaire : « Dans ce système, nous sommes un pont entre les autorités et la population. Nous pouvons leur transmettre les requêtes du peuple et garantir en retour la loyauté de ceux que nous protégeons. »

Le cheikh Bachir Al-Hamsha, qui siège à ses côtés, convaincu par Omar Allouche de venir depuis l'Arabie saoudite, craint, quant à lui, de n'avoir qu'une fonction de représentation aux responsabilités limitées. De fait, dans les zones arabes, le mouvement kurde a mis en

place une sorte d'indirect rule où des chefs tribaux renforcés auprès de leurs communautés par leur alliance avec la faction la mieux organisée et la plus puissante du nord syrien, jouent un rôle de courroie de transmission.

Car il est hors de question pour la direction du mouvement kurde en Syrie d'avoir engagé ses effectifs militaires pour finalement voir émerger des foyers d'opposition à sa domination dans les zones libérées. « Nos forces sont engagées pour la libération de la ville. Il faut installer à Rakka un modèle conforme au nôtre, indique Ilham Ahmed, la coprésidente du Conseil démocratique syrien, le volet civil des FDS. Nous devons nous assurer que des individus servant les intérêts de l'Etat turc ne s'infiltreront pas dans les nouvelles institutions. »

Le conseil civil de Rakka, qui gérait la ville avant que les djihadistes n'en prennent le contrôle, est établi à Ourfa, en Turquie. Si certains de ses membres se sont ralliés au conseil animé par le mouvement kurde, ceux dont les allégeances sont incompatibles resteront persona non grata une fois la capitale de l'EI reprise. ■

**ALLAN KAVAL**

**Le Monde** 30 AOÛT 2017

# A Tal Afar, les djihadistes perdent leur dernier bastion en Irak

La ville est située sur une route stratégique reliant l'Irak et la Syrie. Actant sa défaite, l'EI se tourne vers la clandestinité et les attentats

Les jours de l'organisation Etat islamique (EI) sont comptés dans la province irakienne de Ninive, qu'elle avait en grande partie conquise à l'été 2014. Au terme d'une offensive commencée le 19 août, les forces gouvernementales irakiennes, accompagnées des milices à majorité chiite de la Mobilisation populaire, ont repris ce week-end aux djihadistes leur ultime bastion dans la province, la ville de Tal Afar, à 70 km à l'ouest de Mossoul, d'où les forces de Bagdad avaient chassé les djihadistes début juillet après une bataille de neuf mois.

Samedi 26 août, les forces irakiennes avaient annoncé avoir repris le centre-ville de Tal Afar au terme d'une avancée rapide, ne rencontrant que « quelques poches de résistance », l'EI n'ayant opposé qu'une résistance symbolique.

Sur le terrain, les forces gouvernementales continuaient, lundi, de combattre à Al-Ayadiya, un

secteur encore sous le contrôle de l'EI, au nord-ouest de la ville, et situé sur la dernière route que peuvent emprunter les djihadistes pour fuir vers la Syrie voisine. Le premier ministre, Haïder Al-Abadi, attendrait la chute de cette localité pour proclamer sur place « une victoire définitive » de Bagdad dans la province de Ninive.

Tal Afar et ses environs, encerclés depuis novembre 2016 et en partie désertés depuis le début de l'année, abriteraient encore plus de 10 000 personnes, contre environ 200 000 à l'été 2014, selon la coalition internationale. Cette dernière avait estimé à près de 2 000 les combattants de l'EI retranchés parmi ces civils. Un nombre qui semble avoir été largement surestimé : l'armée irakienne avait annoncé samedi soir avoir « éliminé » 250 djihadistes depuis le début de l'offensive dans la ville et ses abords, laissant deviner que le gros des forces de l'EI avait renoncé à livrer bataille et avait fui.

**Cadres influents**

Selon l'analyste et chercheur irakien Hicham Al-Hachimi, qui s'appuie sur des sources sécuritaires, 89 combattants de l'organisation, dont douze russophones et cinq francophones se seraient rendus aux peshmergas kurdes, dimanche, au nord de Tal Afar. Ce printemps, des sources militaires françaises suspectaient déjà la présence dans la ville de djihadistes francophones et de leurs familles qui s'étaient repliés de Mossoul alors que la bataille dans l'ancienne « capitale » du « califat » touchait à sa fin.

Ville étape sur la route de la Syrie, la ville de Tal Afar, à majorité turkmène dans une région majoritairement arabe, a donné à l'EI certains de ses cadres les plus influents tels que Fadel Ahmed Abdullah Al-Hiyali, ancien officier du renseignement militaire irakien donné pour mort en 2014 et chargé de superviser la gouvernance des territoires irakiens de l'EI, ou encore Abou Ali Al-Anbari,

ex-numéro 2 de l'organisation, tué en 2016. A l'instar de ces figures, une cohorte de cadres et de combattants originaires de Tal Afar s'était établie à Mossoul à partir de l'été 2014.

Importante, la perte de Tal Afar ne signifie pas pour autant la fin du pouvoir de nuisance de l'EI en Irak. Le mouvement djihadiste poursuit, en effet, sa mue en réseau clandestin et terroriste : les attaques se multiplient dans la province de l'Anbar, dans l'ouest du pays, où la chute du « califat » a laissé de profondes divisions entre ceux ayant collaboré avec l'EI et ceux l'ayant combattu. Dimanche, onze personnes ont encore été tuées dans un attentat à la voiture piégée sur un marché de la capitale, Bagdad. ■

**MADJID ZERROUKY**